

Les élèves nous parlent

Concours de dissertation

de 1987 - 1995

A Serge CREUZ, disparu le 16 janvier 1996.

*Adieu vieux frère, toi que j'aimais tant...
Toi qui t'imaginais avoir terminé
de tailler ta pierre...*

il te restait à élever des cathédrales...

Je voudrais hurler ma douleur...

Je reste muet...

Je prie Paule de prendre le relais.

Tu nous quittes Serge sans adieux...

Tu nous laisses lourd d'un chagrin indicible.

*Dans ta besace de saltimbanque tu avais des
joyaux aux mille facettes*

chacune parfaite comme celle du brillant

du noyau pur, dur, généreux

jaillissent des éclats étincellants,

toujours pour ailleurs, pour les autres...

Depuis un demi-siècle nous

cheminons ensemble...

Tu étais près de nous, Amicale, Fondation

Tu as participé à tout...

Tu nous aidais en tout... sans explications

Tu vivais ce que tu exprimais...

*Tu n'exécutais rien. Tu donnais naissance
avec douleur, tendresse...*

Je t'en veux Mon Serge, Mon Ami...

Pourquoi es-tu parti ?

Tu me fais mal...



Bulletin trimestriel n° 50/1996

Les élèves nous parlent...

Concours de dissertation 1987 - 1995

PRÉFACE

9 **Paul HALTER - Yannis THANASSEKOS** : *De l'Amicale des Ex-Prisonniers Politiques d'Auschwitz-Birkenau, Camps et Prisons de Silésie, à la Fondation Auschwitz : La continuité d'un Concours.*

15 **Présentation**

Marcel FOUBERT (Président du Jury du Concours de dissertation de la Fondation Auschwitz) : *Présentation du Concours, du Jury et des lauréats.*

Thèmes et textes des lauréats.

1987

17 **Thème** : «*Histoire récente et totalitarismes*».

Lauréats : Cécile HERMAN, Olivier MOINET, Alain LEONARD, Eric RIDOLFO.

1988

31 **Thèmes** :

- 1° «*Que penser du problème crucial de la conservation de la mémoire historique*».
- 2° *la responsabilité, c'est ne pas soumettre l'homme à l'obligation de répondre*».
- 3° *un seuil de tolérance à l'acceptation de la différence de l'autre ?*».

34 **Lauréats** : Philippe LAMBERT, Philippe REICHER, Anabelle VAN THURNHOUT, Kristel PERIN et Patricia LEC.

1989

57 **Thème** : «*Le droit au jugement*» (*selon Spinoza*).

Lauréats : Mireille VAN BUYNDEREN, un Collectif de 9 élèves, Xavier CHARLES.

1990

Thème : *«Démocratie : Que sont devenus nos droits de l'homme ?».* 69

Lauréats : Valérie TEITELBAUM, Jeffrey MALEK-MANSOUR, Nathalie MINET, Véronique RIVIERE, Philippe HUBERT. 75

1991

Thème : *«Le civisme».* 89

Lauréats : Delphine TILMANT, Christine DALIER, France DELOBBE.

1992

Thème : *«Libération par les nationalismes ? L'an 2000 : Où allons-nous ? Que voulez-vous ?»* 93

Lauréats : Vincent DELVAUX, Christelle COLLET, Vittorio METTEWIE, Fabienne HELDENBERGH, Valérie GERKINET.

1993

Thème : *«Qu'est ce que l'Homme ?».* 115

Lauréats : Christine LECQ, David BAIWIR, Brigitte CAPRON, Cécile LEONARD, Jean-François HERBIET, Fabien MAZIERS. 118

1994

Thème : *«Réflexions sur la violence».* 137

Lauréats : Marielle COENJAERTS, Laurence MARTIN, Fabrice DORIGO, Nicolas LEMAITRE, Marie HOYAS, Pierre CLEMENT.

1995

149 **Thème : «*Pas de liberté pour les ennemis de la liberté*»
(Saint-Just).**

**Lauréats : Bruno SCHRAM, Selma BENKHELIFA, Ingrid
RONDOU, Grégory MARCHAL, David VRANKEN,
Annick MAZIERS.**

POSFACE

159 **Robert HOTYAT** (Président de l'Assemblée de la
Commission Communautaire Française) : ***Pour une péda-
gogie cohérente de la démocratie.***

165 **Dernières acquisitions de la bibliothèque.**

Paul HALTER

Président

Yannis THANASSEKOS

Directeur

De l'Amicale des Ex-Prisonniers Politiques d'Auschwitz-Birkenau, Camps et Prisons de Silésie, à la Fondation Auschwitz : La continuité d'un Concours.

Fille de *l'Amicale des Ex-Prisonniers Politiques d'Auschwitz-Birkenau, Camps et Prisons de Silésie*, la Fondation Auschwitz en hérita non seulement un important capital symbolique et moral mais aussi un vaste terrain d'activités labouré avec courage et compétence par tous ses membres, rescapés des Camps, et ce dès les premières années de la Libération. Aussi, sous certains rapports, la Fondation Auschwitz n'a fait qu'assurer la continuité des travaux entrepris et patiemment accumulés par l'Amicale d'Auschwitz. Ses très nombreuses initiatives l'avaient distinguée depuis longtemps déjà comme l'une des plus actives Associations parmi tous les groupements d'anciens déportés. Certes, l'historique exhaustif et approfondi de notre Amicale reste à faire¹ mais ces quelques mots étaient nécessaires, pensons-nous, pour signaler les liens intenses qui existent, historiquement parlant, entre nos deux organisations. Du reste, ce sont encore et toujours les membres de l'Amicale qui impulsent, encadrent et garantissent les orientations et les activités de la Fondation Auschwitz.

¹ Nous disposons d'une toute première ébauche à travers la présentation qu'a fait l'historien Jocelyn GRÉGOIRE des Archives de notre Amicale (voir J. Grégoire, «Les archives de l'Amicale Belge des Ex-Prisonniers Politiques d'Auschwitz-Birkenau, Camps et Prisons de Silésie», Bulletin Trimestriel de la Fondation Auschwitz, n° 34, octobre-décembre 1992, p. 113-141.

Parmi les activités héritées du passé proche de notre Amicale, il y en a une que la Fondation a tenue à poursuivre avec la même passion et la même persévérance. Elle touche au domaine capital de la pédagogie. De fait, dès 1965, Claire Duysburgh, alors Vice-Présidente de notre Amicale,

Secrétaire générale du Jury du *Fonds Albert Le Roye*, Présidente de la Section de Bruxelles de la CNPPA, avait mis sur pied un concours annuel de dissertation destiné aux élèves de l'enseignement secondaire supérieur, tant officiel que libre, de l'Agglomération bruxelloise. Rappelons brièvement que le «Fonds Albert Le Roye» fut créé le 10 avril 1957 sous l'égide de la Confédération Nationale des Prisonniers Politiques et Ayants-Droit de Belgique (CNPPA) ; il s'était donné pour but de soutenir l'action de toutes les Associations dont la tâche essentielle était la défense des droits moraux et matériels des prisonniers politiques. Le «Fonds Albert Le Roye» s'intéressait surtout aux problèmes des jeunes générations avec comme souci de créer des maillons solides dans la chaîne que forgent les hommes d'hier, d'aujourd'hui et de demain². Notre Amicale était alors très active aussi bien au sein de la CNPPA qu'au sein de la Fraternelle des Amicales de Camps qui regroupait -et regroupe toujours- toutes les Amicales d'anciens déportés du pays. Au tournant des années '50, les membres de l'Amicale d'Auschwitz y ont livré une dure bataille pour sauvegarder, tant du point de vue du Statut que du point de vue de la Reconnaissance, l'unité de toutes les victimes de la déportation nazie, notamment par l'intégration au sein de la Confédération Nationale, de déportés juifs auxquels notre Amicale avait ouvert grand les portes. Contre la politique qui consistait à désigner et à définir plusieurs catégories de déportés, politique désastreuse qui ne pouvait que diviser les victimes du nazisme (d'un côté les déportés politiques, Résistants et Patriotes et, de l'autre, les déportés dit «raciaux») notre Amicale défendit alors -et continue à défendre encore aujourd'hui- le principe de la *souffrance* comme *unique critère* du statut du déporté aussi bien du point de vue des réparations que de celui -surtout- de la reconnaissance politique et morale³. Malheureusement, nous avons perdu cette bataille, une bataille dont nous mesurons à présent les funestes conséquences. Souvent en avance sur son temps, notre Amicale, bien que respectée de tous en raison de ses travaux et de ses engagements, ne s'est pas fait que des amis tout au long de son existence. Incriminée par d'aucuns d'être «trop «politique» et «pas assez juive», elle était décriée par d'autres comme étant «trop juive» et pas «assez politique»... alors qu'elle n'était, en vérité, ni politique ni juive mais tout simplement humaniste. Mais avec le temps, l'évolution des mentalités aidant, ces abcès se résorbent progressivement au profit d'une écoute et d'une collaboration plus étroite entre les différents milieux de mémoire.

² Le «Fonds Albert Le Roye» existe toujours sous la présidence de Monsieur Lucien SALMON. Il assure la gestion des locaux mis à la disposition des organisations patriotiques, rue des Cultes à Bruxelles.

³ L'historique de toute cette période et des grandes discussions qui ont lieu au sein des diverses Amicales, reste à faire également. Pour ce qui est de la position de l'Amicale d'Auschwitz dans ce domaine, voir «entretien avec Mariette ALTORFER-GENARD», Bulletin Trimestriel de la Fondation Auschwitz, n° 25-26, octobre-décembre 1990, p. 161-184 et Yannis THANASSEKOS, «Milieux de mémoire : Survivants et formation des Héritiers - Bilans et perspectives», ACTES III, Colloque international sur l'Histoire et la Mémoire des Crimes et Génocides nazis, Bulletin Trimestriel de la Fondation Auschwitz, n° 40-41, janvier-juin 1994.

Toujours est-il donc que le premier concours de Dissertation fut lancé en 1965 pour marquer précisément le XXème anniversaire de la fin de la guerre et de la libération des camps. Cette initiative avait alors rencontré l'appui total des autorités du pays, notamment du Ministère de l'Éducation nationale et du Secrétariat national de l'Enseignement catholique. Les lauréats étaient récompensés par des Prix en espèces offerts par les différentes Amicales, les sections locales de la CNPPA et les divers groupements de Résistance. De son côté, le Ministère de l'Éducation nationale attribuait chaque année une médaille d'honneur aux deux lauréats -l'un d'expression française, l'autre d'expression néerlandaise- ayant obtenu le premier Prix. Enfin, Sa Majesté le Roi avait tenu à honorer cette entreprise pédagogique par l'attribution d'un «Prix du Roi».

⁴ «Fonds Albert le Roye» - 1965-1969, (dissertations rassemblées et publiées par la Direction Générale de l'Administration des Études du Ministère belge de l'Éducation Nationale), sd.

En 1969, à l'occasion du 5ème anniversaire de l'organisation du concours, la Direction Générale de l'Administration des Études du Ministère de l'Éducation Nationale prit l'initiative de publier, sous forme de brochure, le texte intégral des dissertations des deux premiers lauréats depuis l'origine du concours⁴.

Ce qui frappe tout d'abord dans cette initiative du Fonds «Albert Le Roye», c'est le caractère très général des thèmes soumis à dissertation. Passons-les rapidement en revue. Le thème de la première année du concours (1964-65), portait sur une citation de Jean-Paul Sartre : *«Nous ne sommes plus avec ceux qui veulent posséder le monde mais avec ceux qui veulent le changer, et c'est au projet même de le changer que l'homme révèle les secrets de son être»*. Le thème de la deuxième année (1965-66) portait sur les dangers que fait peser sur l'avenir de l'humanité le développement incontrôlé d'une *«science sans conscience»*. Le thème de l'année suivante (1966-67) était tout aussi d'ordre général bien qu'explicitement inspiré du contexte de l'époque. Face à la grave déstabilisation de la situation internationale d'alors marquée par la guerre au Moyen-Orient, les organisateurs du concours ont pris l'initiative de demander aux élèves de se situer par rapport à l'idéologie du Progrès et de la perfectibilité de l'espèce humaine prônée par les philosophes du Siècle des Lumières. Le thème de l'année 1967-68 posa le problème de la maîtrise accrue de la nature et du monde par la science et, en contrepoint, celui de la nécessaire solidarité entre tous les hommes pour l'édification de la société de demain. Enfin, comme il fal-

lait s'y attendre, le choix du thème pour le concours de l'année 1968-69 fut directement conditionné par les grands mouvements de contestation de mai 68. On demanda aux élèves d'expliquer les raisons de cette vaste confrontation qui prenait souvent l'allure d'un conflit de génération et de donner leur avis sur l'évolution future : les jeunes devraient-ils démissionner ou, au contraire, abandonnant toute attitude négative, concourir avec leurs aînés à la construction d'une société meilleure ?

Il est significatif de constater qu'en dépit de leur généralité tous les thèmes choisis reflètent assez fidèlement finalement le contexte idéologique de l'époque, marqué encore par la présence active dans la conscience collective de certaines valeurs et convictions liées aux engagements et aux espoirs nés de la Libération et de la «culture résistante». En cela témoignent aussi les contenus même des dissertations primées. Non seulement elles tranchent par leur haut niveau de réflexion et de maturité, mais aussi elles portent en elles ce *souffle d'utopie et de volonté de changement social* qui nous font tant défaut aujourd'hui dans un contexte, le nôtre, marqué de morosité et d'impuissance.

La Fondation Auschwitz qui, dès sa création en 1980, a fait de la pédagogie l'une de ses priorités, ne pouvait rester indifférente devant un tel héritage. Aussi, en 1986 elle décida de reconduire, avec Mariette Altorfer-Genard, comme Présidente du Jury⁵, cette extraordinaire expérience tout en l'adaptant bien entendu aux données et exigences de notre période. Et comme l'ont fait, il y a vingt-sept ans, nos prédécesseurs, nous avons également tenu à marquer le 10ème anniversaire de notre Concours par la publication des dissertations intégrales de tous les lauréats, de 1986 à 1995.

⁵ Mariette ALTORFER-GENARD est toujours Présidente d'honneur de notre Amicale et de la Fondation Auschwitz.

Ainsi que nous l'avons signalé dans notre Bulletin n° 36-37 d'avril-septembre 1993, notre camarade de captivité Olga Kuperman-Bernheim nous a quittés le 19 mai 1993. En apprenant son décès, nous avons été très affligés et l'émotion fut d'autant plus intense quand nous apprîmes qu'elle avait pris les dispositions nécessaires pour laisser à notre Fondation un important legs. Celui-ci est destiné à perpétuer la mémoire de sa fille Jacqueline, arrêtée en mai 1944 à Cahors et déportée au camp d'Auschwitz-Birkenau. Aussi, par stipulation testamentaire, ce legs est dénommé «*En souvenir de Jacqueline, fille d'Olga et Paul Bernheim, décédée en déportation, Bruxelles 1938 - Auschwitz 1944, Fondation Olga-Paul Bernheim*». Consécutivement à ce

legs, et afin d'assurer la mémoire de Jacqueline Bernheim, qui fut gazée et brûlée à Auschwitz à l'âge de six ans, nous lui dédions, à partir de 1994, notre Concours de dissertation.

A la demande de Mariette Altorfer-Genard, souffrante, c'est notre ami le Professeur Marcel Foubert qui assume depuis 1993 la Présidence du Jury de notre Concours. Nous lui cédon donc la place pour vous présenter ces dix fructueuses années de travail au service de la jeunesse et de l'avenir.

Pour clôturer ces quelques mots, nous aimerions remercier de tout coeur tous les membres du Jury de notre Concours, lesquels, en dépit de leurs propres obligations et charges d'enseignants, ont tenu à nous aider activement dans la réalisation de ce projet et ce, avec une assiduité qui force l'admiration. Merci également à l'Assemblée de la Commission Communautaire française et à ses Présidents successifs, Messieurs Serge Moureaux et Robert Hotyat qui nous ont fait l'honneur de s'associer directement à notre Concours depuis 1992 par la participation de leurs représentants à notre Jury et par l'attribution d'un deuxième Prix pour la Région de Bruxelles-Capitale. Aussi, c'est avec plaisir et intérêt que nous publions en postface de la présente édition, le Discours que prononça Monsieur Robert Hotyat à l'occasion de la rentrée de l'Assemblée le 20 octobre 1995.

Marcel FOUBERT
Président du Jury
du Concours de
Dissertation

Présentation du Concours, du jury et des lauréats.

Le concours de dissertation de la Fondation Auschwitz a été créé à l'initiative de son Président, le Baron Paul HALTER, en 1986. Il a pour but d'interpeller les jeunes générations sur le génocide organisé dans les camps de concentration et d'extermination nazis et de rappeler que même dans notre 20ème siècle, même dans une Europe de vieille culture, la barbarie la plus primitive peut soudain resurgir.

Nous nous sommes fixés comme objectif de nous adresser aux jeunes des classes terminales de l'enseignement secondaire, tous réseaux confondus. Tous les établissements sont invités à participer au concours.

Le sujet de la dissertation (parfois deux) est élaboré collectivement par les membres du jury et la Fondation se charge de formuler le thème choisi. Après approbation du texte définitif par le jury, celui-ci est communiqué huit jours à l'avance aux établissements qui en ont manifesté le souhait et le concours a lieu le 8 mai de chaque année. Il y a un lauréat par Province et depuis notre collaboration avec l'Assemblée de la Commission Communautaire Française, deux lauréats pour Bruxelles. Chaque établissement nous fait alors parvenir, après délibération interne, les cinq meilleures copies.

Pour être lauréat, il faut obtenir une note minimum de 14 sur 20. Les copies reçues à la Fondation sont photocopiées et transmises aux membres du jury. Les noms de la province, de l'élève ainsi que de la section suivie ont été occultés afin de permettre aux membres du jury une correction sans a priori. L'anonymat le plus strict est ainsi sauvegardé.

A l'issue de la délibération du jury, la meilleure dissertation est choisie. Sont alors communiqués les noms des lauréats et de leurs établissements.

Un membre du jury remet en mains propres à chaque lauréat le diplôme décerné, le chèque et la promesse d'une participation gratuite à notre voyage annuel d'étude à Auschwitz-Birkenau.

Depuis bientôt dix ans que fonctionne le jury, nous avons été émerveillés de la maturité avec laquelle les jeunes gens et les jeunes filles ont traité des sujets souvent difficiles.

A travers toutes ces dissertations, nous sentons l'implication des écoles, des directions et surtout des professeurs qui veulent faire passer un message. J'en profite au passage pour les féliciter et les remercier de leur coopération, de leur dévouement aussi. Que soient également remerciés non seulement les lauréats mais tous les élèves qui participent à ce concours. Mes remerciements s'adressent bien sûr aussi à tous les correcteurs qui consentent à y consacrer les rares temps libres de leur vie professionnelle.

Nous, les correcteurs, nous découvrons souvent des idées originales, ce qui nous réjouit et nous permet d'entrevoir qu'à travers un avenir souvent incertain, menaçant parfois, des jeunes sont conscients de la nécessité de rendre témoignage des erreurs du passé et de projeter leurs aspirations vers un avenir qu'ils espèrent meilleur.

Depuis l'ouverture du Concours en 1987 ont participé comme membres du Jury :

Mariette Altorfer-Genard, Marcel Foubert, Bernard Charles, Ghislaine De Bièvre, Alfred Bruneel, Jean-Pierre Cornelissen, Valérie Defrène, Jacques Dutrieux, Michel Duponcelle, Suzanne Firquet, Maurice Flament, Nicole Foriez, Michel Gérard, Paul Godin, Paul Halter, Paule Halter, Rosemarie Ingberg-Madlener, Jean-Pierre Janssens, Patricia Jonckheere, Joël Kotek, Monique Moray, Marie-Anne Paridaens, Marie-Louise Paulissen, Martine Payfa, Pol Rysman, Christiane Schnitzler, Christian-Guy Smal, Nelly Thiry, Jeannine Vandenvelde, Maurice Vassart, Michel Vlamincx.

Thèmes des dissertations et texte des lauréats

Concours de dissertation 1987

Thème :

L'histoire récente est riche en totalitarismes meurtriers. Sont-ils accidentels ou ont-ils des causes socio-économiques et psychologiques ? L'homme est-il destiné à revivre son passé ou la connaissance historique peut-elle l'aider à éviter le retour des tragédies et à maîtriser son avenir individuel et collectif ?

Melle Cécile HERMAN
Lauréate du Concours
pour la Province du
Brabant (Institut du
Wolvendael - Bruxelles)

Mussolini en Italie, Franco en Espagne, Hitler en Allemagne... Nos grands-parents s'en souviennent encore, cette lourde page de l'Histoire, tachée de peur, d'horreur et de mort ne peut être tournée. L'expérience de la guerre, vécue et analysée par quelques-uns doit servir à instruire et à rendre l'homme d'aujourd'hui vigilant à l'égard de l'autorité quelle qu'elle soit. L'actualité quotidienne doit l'inciter à rester sur ses gardes car de son attention dépendent son avenir et son bonheur.

Que s'est-il passé en Allemagne dans l'entre-deux guerres ? Aujourd'hui de nombreux historiens réfutent la thèse de l'accident. Dans les années vingt, la plupart des pays d'Europe de l'Ouest connaissaient des problèmes idéologiques et économiques analogues, consécutifs entre-autres à la première guerre mondiale. Cette guerre avait, pour la première fois, mis en scène des armées de miliciens. Après la guerre, l'Etat dut indemniser et permettre la réinsertion de milliers de mutilés. Démographiquement, toute une

catégorie d'hommes âgés d'une vingtaine d'années s'était vue fort diminuée. Cela donna lieu à de grands changements de mœurs : les femmes se mirent à travailler en usine, la mode subit des modifications. La misère, l'inflation, favorisent une certaine effervescence sociale, venue aussi de l'Est. Avec la crise de 1923, chaque groupe social et idéologique en vint à chercher sa propre solution aux problèmes économiques globaux. Une nouvelle idéologie, le fascisme, propose alors ses solutions dans des états démocratiques souvent fort jeunes et mal préparés à réagir. Cette montée du fascisme n'était donc pas accidentelle, puisqu'elle est apparue comme la conséquence d'une crise générale, mais elle n'en était néanmoins pas fatale. Le «pourquoi» du développement rapide du fascisme en Italie, en Espagne et surtout en Allemagne doit faire l'objet d'une analyse interne à ces sociétés. En Allemagne, le fascisme a profité de plusieurs faiblesses de la nation. La population manquait pour une grande part d'instruction et de formation, elle était déchirée entre classe bourgeoise et classe prolétarienne. L'inflation et la misère la rendaient très influençable car souvent désillusionnée et prête à tout pour s'en sortir. Les problèmes économiques, politiques et sociaux ainsi qu'un pouvoir faible détenu par le général Hindenburg permit à Hitler d'atteindre ce pouvoir. Il promit aux uns des droits dont il garantissait l'exclusivité à d'autres. La petite bourgeoisie soucieuse de se protéger contre le prolétariat et désireuse de s'élever par rapport à la grosse bourgeoisie, préféra s'allier au National Socialisme. Les anciens combattants invalides ou sans emploi, insatisfaits de leur condition, ainsi qu'une partie du patronat fournirent leur appui aux fascistes. Lorsqu'en 1933, Hitler fut nommé Chancelier du Reich, il s'empara de tous les pouvoirs, supprimant le parlement. Il entreprit son projet d'expansion de l'Allemagne selon sa doctrine ultra-nationaliste et raciste rédigée en prison en 1923 («Mein Kampf»). Il élimina ses opposants, interdit toute forme de syndicats ouvriers, incita toute la population à l'embrigadement, par la propagande, la violence et la terreur. Il s'assura la mainmise sur l'enseignement et la culture, fit brûler les livres qui pouvaient selon lui «avoir une action subversive» sur l'avenir de l'Allemagne, ou qui pouvaient «porter atteinte aux racines de la pensée allemande...». Le contenu même des manuels scolaires visait à former les jeunes à l'hitlérisme. Dans son ouvrage intitulé «Dix leçons sur le Nazisme», A. Grösser cite par exemple l'énoncé d'un exercice d'arithmétique destiné à démontrer à l'élève la charge que constitue un aliéné ou un invalide pour la société.

Hitler utilisa les médias comme armes premières et désigna à la société aveuglée les «responsables» de la crise. Il accusa tour à tour les syndicats, puis les communistes et ensuite les Juifs, ce qui semblait contenter tout le monde. Les camps de concentration créés pour la déportation des opposants accueillirent rapidement tous les individus ne présentant pas les «qualités» aryennes. Ces camps se transformèrent rapidement en lieux d'extermination pour tous ceux qui n'avaient pas compris à temps ou qui n'avaient pas eu la possibilité de fuir l'Allemagne. Six millions de Juifs furent ainsi exterminés. Cet holocauste dont on se rappelle encore l'horreur, a pu avoir lieu à cause de la passivité complaisante d'une partie de la population.

Est-il possible aujourd'hui de tirer une leçon de ce passé récent et d'éviter de revivre de telles atrocités ? Il est important de développer chez l'individu l'esprit critique, de lui apprendre à réagir contre toute forme d'endoctrinement, notamment la publicité qui représente à l'heure actuelle un réel danger d'abrutissement. La publicité subliminale par exemple, agit sur notre inconscient et peut influencer notre volonté si nous ne sommes pas préparés à nous défendre contre cette violation de la personnalité. Conscients que ce «danger» existe, nous pouvons raisonner différemment et prendre nos décisions plus librement. Cette technique parmi tant d'autres est utilisée en publicité mais peut certainement l'être dans d'autres domaines. L'homme d'aujourd'hui dispose de moyens de formation et d'information qui doivent lui permettre de réagir face à de nombreuses tendances monopolistes ou totalitaires. En démocratie, les médias de par leur diversité peuvent exercer un contrôle dans pratiquement tous les domaines. A l'heure actuelle, l'attention doit se porter entre autres vers les multinationales, dont l'ingérence et la domination croît sans cesse. Leur emprise se situe tant au niveau des marchés qu'aux niveaux politique, social et culturel. Leur puissance s'exerce dans les pays industrialisés mais surtout dans les pays sous-développés où la main d'oeuvre est moins chère, car le peuple ne demande qu'à travailler. De plus, les gens ne sont pas formés pour participer à la vie économique et politique du pays.

Si nous voulons éviter de voir resurgir les drames du passé, nous devons en comprendre les erreurs. L'homme du vingtième siècle doit comprendre et apprendre à ses fils que l'unité d'une nation est essentielle, que la discussion permet l'échange des idées et fait naître la réflexion, que la démocratie ne peut survivre que si tous ceux qui y participent restent vigilants.

«Il faut se rendre à l'évidence : dès la fin de la guerre, une volonté unanime se forge autour de l'oubli. La guerre est considérée comme une erreur et pourtant d'autres problèmes s'installent, préoccupent et menacent : la guerre froide et la guerre atomique, la naissance du Tiers-Monde et la volonté inébranlable des colonies d'obtenir leur libération, problèmes qui poussent irrésistiblement l'opinion publique à s'interroger, à revoir, à essayer de comprendre, voire à juger cette histoire encore récente» («Le procès de Nuremberg au travers de la presse belge de l'époque» par Yves SUFIT¹).

Et Nuremberg enfin arrive. La bouffée d'air après l'orage, le premier pas du nouveau-né qui découvre un autre monde. Aura-t-il seulement le temps de le comprendre ?

C'était un jour parmi tant d'autres, le 14 novembre 1945 et pourtant, ils ne savaient pas encore ! C'était l'hiver sur Nuremberg. C'était Nuremberg ! Temple de la solitude et du souvenir, temple de la mort...

1987, je ne peux plus rêver.

Le procès de Nuremberg a proclamé l'Empire nazi, par l'intermédiaire de ses hauts responsables, coupable de conjuration, de crimes de guerre, crimes contre la paix et enfin, contre l'humanité. Douze condamnations allaient s'en suivre. Des sentences qui satisfirent une grande partie de l'opinion publique. L'opinion publique, oui... mais pas moi ! Car tout comme le peuple juif, je veux que les générations à venir se souviennent et n'oublient jamais.

J'ai dix-huit ans et je n'ai pas connu «votre» guerre. Si je réalise ce travail, c'est parce que je vous ai compris et parce que j'ai envie de partager mes sentiments.

1918. Fin de la première partie. le rideau descend. La salle se vide. Tout est fini. Tout recommence...

Le monde devant moi, un atlas sous les yeux, je cherche, je le cherche, je l'ai trouvé. Trente étudiants juifs, deux camps, et un totalitarisme meurtrier, le IIIème Reich.

Il en existe bien évidemment d'autres mais aucune nation ne peut se targuer d'avoir enlevé, consciemment, la vie à plus de dix millions d'êtres humains, à près de quatre millions de membres du peuple juif. Leur crime : Etre juifs, polonais ou tziganes.

Monsieur Olivier

MOINNET*

Lauréat du Concours

pour la Province du

Luxembourg (Institut

Saint-Remacle

de Marche-en-Famenne)

¹ Yves SUFIT, «Le Procès de Nuremberg au travers de la presse belge de l'époque», *Bulletin Trimestriel de la Fondation Auschwitz n° 13-14*, janvier-juin 1987, p. 28 (n.d.l.r.).

* Le texte de la dissertation était entrecoupé de photographies des camps.

Je sais pertinemment bien que certains pays sont en proie à ces pouvoirs de la violence. Je ne veux en aucune façon faire des comparaisons, cela serait inutile car je ne pourrai jamais nier cette réalité que représente l'extermination du peuple choisi.

Je ne veux pas juger, je n'ai pas cette prétention. Je veux juste essayer de comprendre le pourquoi et le comment de cette intolérance allemande.

1918. L'Allemagne est au bord du gouffre financier. Et ceci pour éviter de dire que le dernier pas fatidique vient d'être accompli.

Lors de la grande guerre, la région industrielle de la «Ruhr» avait très mal acquiescé les bombardements intensifs des alliés. L'armistice signé, arriva le temps de réparer ou de reconstruire. Mais pour remettre sur le chemin de la rentabilité une telle entreprise, il faut pouvoir disposer d'un capital à investir. Or ce pays outre-Rhin est ruiné : directement par les frais qu'a occasionné le conflit et indirectement par les dommages de guerre dus à la France, à la Belgique et à quelques autres pays.

Le 11 janvier 1923, trois divisions françaises s'installent dans la Ruhr afin de canaliser les éventuelles productions minières. Malheureusement, les ouvriers allemands le voient d'un tout autre oeil. Eclatent alors des heurts entre les ouvriers et les soldats français. Treize Allemands y laissèrent la vie.

Après l'aménagement des réparations, favorisées par le plan Dawes ainsi que par le départ des troupes françaises, une inflation s'ensuivit causée précisément par le coût de ces réparations. L'industrie allemande reprenait vie, cependant toujours sous le joug de l'instabilité financière.

Ce problème de la Ruhr avait entraîné une agitation ouvrière évidente ainsi qu'un progrès des mouvements nationalistes d'extrême droite, nés du refus du «Diktat» de Versailles.

Malgré ces quelques problèmes, l'Allemagne amorce en 1923 un retour à la stabilité dû à la détente internationale et aux facilités de paiement des réparations par le plan Dawes.

Cette période de semi-prospérité dura jusqu'en 1929. Epoque à laquelle l'Allemagne comme la plupart des pays

du monde allait être confrontée à la violente crise économique de 1929.

Le peuple allemand, à peine sorti du marasme, se voyait à nouveau acculé aux portes de la misère et du chômage. De cette situation dramatique, profita surtout le national-socialisme qui le 30 janvier 1933 plaça un de ses hauts responsables au rang de chancelier. Le président Hindenbourg avait-il fait le choix le plus judicieux ? Il est de toute façon trop tard pour contrecarrer cette page dramatique de l'histoire. Adolf Hitler était enfin maître d'un peuple.

Par étapes, Hitler et ses amis politiques établirent alors la dictature nazie, en éliminant tous les opposants au régime, promulguant cette purge au sein même de son parti. En établissant sa dictature et sa politique de grands travaux, Hitler avait enrayer un fort pourcentage de chômage et de ce fait, la misère qui sévissait avant son accession à la chancellerie. Tout cela permit au Führer de s'adjoindre un nombre impressionnant de fanatiques dévoués corps et âme à ses projets militaires, politiques et «humains».

L'Allemagne avait enfin retrouvé son prestige perdu en 1918 et qu'elle allait de nouveau reperdre quelques années plus tard.

En l'espace de quelques années, Hitler a réussi sa merveilleuse entreprise qui consistait, tout simplement, à exiger du peuple ce qu'il désirait.

Cet homme possédait une personnalité qui, à elle seule, persuada un peuple de la nécessité de suivre ses projets. Le monde allemand était aux pieds d'Hitler et ne dépendait que de lui... La vie de millions d'hommes ne dépendait que de lui. Et la guerre aussi !

La suite logique de ces phénomènes précise d'une manière très accrue le caractère inéluctable de cette dictature nazie et donc du plus grand totalitarisme meurtrier de tous les temps.

La réflexion et l'étude de ce phénomène du vingtième siècle montre à quel point peut s'abaisser un individu. Nous serons toujours destinés à revivre notre passé car jamais l'être humain ne pourra supporter l'égalité des hommes. La seule chose qu'il est encore possible de faire est d'analyser les côtés négatifs afin d'y apporter une solution propre à rapprocher les peuples, les races et les hommes.

Alors, peut-être qu'un jour, le monde échappera à de telles catastrophes. L'extermination de l'homme par l'homme ne cessera jamais. Nous pouvons essayer d'enrayer une partie du mal mais il restera toujours une partie qui échappera aux règles de l'humanité.

Si la connaissance historique pouvait se faire à une échelle importante, il est vraisemblable que de telles actions seraient enrayerées définitivement.

«Réfléchir, comprendre, agir», trois mots qui caractérisent la lutte du peuple juif. Victimes directes et massives dans les camps de la mort. Les survivants veulent témoigner. C'est la Mémoire.

Ce simple mot a permis à une religion et à un peuple de survivre, de passer tous les obstacles qui se sont mis, au cours des siècles, en travers de leurs routes. Le dernier de ces obstacles n'est autre que la folie et l'intolérance d'un empire, l'empire nazi.

Le monde a froid, le monde a peur et nous faisons affront au passé. Son enseignement devrait pourtant nous faire découvrir un nouveau peuple avec de nouveaux espoirs. Le premier pas que le monde juif vient et continue d'accomplir n'est que l'Alpha d'une entente plus profonde entre les races, entre les hommes. Mais malheureusement, l'Oméga est encore loin. A nous de continuer cette recherche vers le passé afin d'en faire profiter le présent et le futur.

Si dans le monde, la Mémoire devenait un des centres de la vie, une voie vers la paix serait enfin tracée !

A toi qui demain le feras souffrir, à toi qui demain le feras mourir, à toi qui demain connaîtras l'ombre, le brouillard et les tombes, la misère et le sang d'un enfant... ne cherche pas sa couleur, il est de ta race !

A toi qui demain veux rêver d'un monde meilleur, n'oublie pas Auschwitz-Birkenau, n'oublie pas les camps de la vie...

A monsieur...

Monsieur,

«Celui qui, ayant en son pouvoir le remède au mal, refuse volontairement de le donner, recevrait à bon droit, le

même châtement que celui qui tue de sa propre main»
(Saint Basile).

Monsieur, votre pays est ce navire qui ne progresse plus et qui, au fil des vagues, sombre. Vos dernières bouées de sauvetage sont les enfants. Le vent de l'Amour souffle mais il vous faut hisser les voiles !

Vous faites tanguer l'océan des armées, vous faites miroiter le dieu d'Amour et de bonté, mais jamais sous cette pluie de bombes, sous cette pluie de tombes, de sang, de haine et de misère, les pleurs des Mères ne seront lénifiés et l'animosité des Pères, apaisée. Vous faites éclater les volcans de la guerre, mais que jamais les vagues de violence ne déferlent sur eux !

Etendu dans l'enfer des tranchées, noyé dans la poussière guerrière, un enfant meurt. Dans ses yeux, la douleur brille. A quatorze ans, il avait reçu sa première arme comme l'on reçoit sa première montre. Il aurait dû vaincre, il aurait dû vivre, mais voilà, pour son dieu il a donné son âme.

Ils sont des milliers à tomber au champ d'honneur, combattants de la dernière chance ou combattants de l'ignorance, sacrifice ultime pour les idées de leur père. Demain, peut-être, un de ceux-là en aura assez et vous mourrez. Vous aurez marqué le monde de cette pierre noire qui fait peur et qu'on oublie, mais jamais dans les villages, ils ne pourront oublier leurs fils, morts pour les chimères... d'un «homme».

Personne ne peut rester insensible devant ces cris de désespoir et surtout pas vous qui avez la possibilité de les changer. Laissez-leur la liberté de choisir ! Laissez-les vivre ! Vous êtes âgé, ils sont jeunes. Vous êtes un homme, ils sont l'innocence. Vous êtes le roc, ils sont l'Amour.

Dictature : malgré un lent assoupissement de nos consciences endormies par des années de vie démocratique, ce terme garde toute sa puissance d'évocation. Comment oublier, en effet, ces totalitarismes et leurs cortèges de tortures, d'exécutions sommaires et même de génocides qui ont ébranlé l'Europe ces cinquante dernières années ? Il est inutile de tenter de noyer ce lourd passé dans les brumes de l'Histoire ; qu'ils se soient déroulés en Espagne ou en Italie, en Allemagne ou en U.R.S.S., ces

Monsieur A. LEONARD,
Lauréat du Concours
pour la Province de
Namur (Institut Notre-
Dame du Sacré Coeur

événements nous interpellent de par leur proximité dans le temps et dans l'espace.

C'est pourquoi il nous faut affronter la réalité en face en essayant de comprendre comment de telles atrocités ont pu se produire. Dans cette optique, nous tenterons d'abord de savoir si ces phénomènes relèvent du hasard ou s'ils reposent sur des causes socio-économiques et psychologiques précises. Nous nous demanderons ensuite si, avec la répétition d'un contexte historique déterminé, ces événements risquent de se reproduire éternellement ou si la connaissance historique peut nous aider à prendre notre avenir en main et à éviter le retour de telles tragédies.

Les dictatures sanglantes qui ont endeuillé notre siècle nous forcent à nous interroger : pourquoi six millions de Juifs exterminés en Pologne ? Pourquoi un million d'Arméniens massacrés en Turquie ?

¹ GEORGES et LEFEVRE, *Histoire générale de 1789 à nos jours*, Editions Casterman.

Soubres¹ sauts incontrôlables de l'Histoire ou phénomènes lentement mûris dans des situations précises, le débat est essentiel.

L'évolution de la société allemande des années 30 met bien en exergue la lente progression d'un mal qui ronge l'humanité. Nous l'étudierons aux niveaux socio-économique et psychologique.

En 1929, après dix ans d'une prospérité trompeuse, l'Europe sombre dans le marasme économique et la crise provoque un repliement des économies nationales. En Allemagne, les salaires s'effondrent et sept millions d'ouvriers perdent leur emploi¹. Les structures économiques étant complètement dépassées par l'ampleur du phénomène, la population se tourne vers un parti fort, susceptible de rétablir l'ordre d'avant 1929 et plébiscite le national-socialisme. Hitler ne tardera pas à en profiter : il place l'économie sur pied de guerre et offre à chacun l'occasion d'exorciser sa peur en défendant la patrie « *menacée par le judaïsme international et bafouée par la France* ». La guerre correspond donc ici à une « *période de mise en commun intégrale des ressources et des forces* »², où chacun peut fuir la réalité en combattant pour « l'Allemagne éternelle », même si la liberté individuelle s'en trouve sacrifiée sur l'autel de la collectivité et... du Führer !

² R. CAILLOIS, *L'homme et le sacré*, Editions Gallimard.

Sur ce mécanisme assez simple, viennent se greffer des données psychologiques plus complexes dont nous retiendrons deux aspects.

Tout d'abord, en chaque homme réside un «*potentiel d'agressivité latente*»³ décrit par G. Bouthoul. Ces excès de forces vives peuvent se révéler sous forme de nationalismes et déclencher une explosion à la première provocation ou frustration. Chaque société cherche inconsciemment des dérivatifs à cette agressivité, tels que les sports, les grands travaux ou même les Arts. Mais ils peuvent se révéler insuffisants lorsque le pays traverse une crise grave.

3 G. BOUTHOU, *Les guerres, éléments de polémologie*, Editions Payot.

D'autre part, des expériences psychologiques⁴ ont mis en évidence la tendance naturelle de l'homme à se soumettre à une autorité qui lui apparaît comme légitime et à lui abandonner jusqu'à sa conscience personnelle. Rappelons-nous cette expérience où un sujet était encouragé, sous le couvert de vagues recherches, à infliger à un autre volontaire des décharges électriques en réalité factices. Un tel phénomène multiplié à l'échelle d'un peuple peut placer entre les mains d'un despote «illuminé» la puissance terrifiante d'une nation obéissant aveuglément.

4 J. DALOZE, «Expérience et pouvoir», in *La Libre Belgique* du 11 décembre 1986.

Ce faisceau de circonstances socio-économiques particulières et de réactions psychologiques inconscientes et méconnues ont transformé des pères de famille en bourreaux. Les mêmes mécanismes ont conduit à la dictature des pays comme l'Italie, l'Espagne et le Chili. Peut-on encore parler d'accidents de l'Histoire ?

Si de telles circonstances peuvent se représenter de manière plus ou moins cyclique, les dictatures qui en ont découlé échapperaient donc à notre contrôle et ne relèveraient que des caprices de l'Histoire. Affirmation tentante pour expliquer l'horreur des purges staliniennes ou l'odieuse politique raciste de certains pays, quarante ans après Auschwitz.

Pourtant cette assertion est terrible : elle abaisse l'homme au rang d'un être passif, dominé par les événements et destiné à commettre éternellement les mêmes erreurs. Face à cette spirale infernale s'impose à l'esprit le rôle capital de la connaissance historique. En effet, il nous faut «reconnaître la connaissance historique comme le moment primaire dans le processus de l'action morale»⁵ ; toute action doit tenir compte des erreurs et enseignements du passé pour briser

5 B. CROCE, «Historicisme pur et impur». *Revue de métaphysique et de morale*.

le cercle vicieux décrit plus haut et permettre à l'homme de maîtriser son avenir.

C'est dans ce contexte que l'étude des causes génératrices des dictatures prend tout son sens : si, comme nous l'avons démontré, il est possible d'isoler et d'analyser les différents paramètres qui ont conduit une société vers le totalitarisme, alors s'offre à nous l'opportunité de déceler le phénomène et de l'enrayer avant qu'il ne prenne une importance lourde de conséquences.

Mais il va de soi que toutes ces recherches sont vaines si un important effort de sensibilisation du public n'est pas entrepris. En effet, une prise de conscience générale s'avère indispensable car seule une juste évaluation de nos capacités à défendre ces valeurs pour lesquelles tant d'hommes et de femmes ont donné leur vie peut nous permettre de protéger nos démocraties contre toute velléité totalitaire.

Conclure un tel débat peut apparaître comme une gageure de par l'ampleur du problème. Pourtant, quelques lignes directrices s'imposent après cette réflexion. Il nous incombe tout d'abord de renoncer au mythe confortable du totalitarisme accidentel et donc inévitable ; des causes précises ont été découvertes à la base du nazisme et peuvent s'appliquer à la plupart des autres régimes dictatoriaux. Si donc ces événements dépendent d'une conjonction de facteurs socio-économiques et psychologiques, ils en deviennent prévisibles, ce qui rend indispensable une recherche historique approfondie qui, jumelée avec une large prise de conscience, devrait pouvoir éviter le retour de telles catastrophes.

Depuis longtemps déjà, des organismes clairvoyants s'attellent à cette double tâche de connaissance et d'éducation ; ils jouent un rôle primordial dans la défense de nos démocraties et contribuent chaque jour à nous rendre un peu de cet espoir en l'homme dont nous aurons tant besoin pour bâtir la société de demain sur des valeurs de Justice et de Liberté.

Quand on réfléchit un tant soit peu sur les régimes totalitaires de la première moitié de ce siècle, on en vient toujours à se demander s'ils sont dus au hasard ou à la nécessité. Ces deux notions, analysées par Jacques Monod dans le domaine de la biologie, touchent de très près la méthode historique. Dans le cas qui nous occupe, cela revient à se demander si l'instauration d'un régime totalitaire est le fruit de faits historiques qui le rendent inévitable ou le résultat des ambitions et des agissements de quelques individus. Mais voyons d'abord ce qu'on entend par «régime totalitaire».

Le mot «totalitarisme» se prête à deux interprétations principales. Premièrement, il désigne une dictature à parti unique qui tend au regroupement de toute activité humaine sous l'autorité et l'éthique de l'Etat et à son maintien par la force militaire. Mais on peut restreindre son application à un type tout à fait nouveau de gouvernement et dont les seuls représentants sont, à ce jour, l'Allemagne nazie d'Hitler, la Russie soviétique de Staline et, avec quelques nuances, la Chine de Mao Tsé-Tung avec ses émules asiatiques. Leur caractéristique essentielle est la volonté d'appliquer soit les «lois immanentes» de la Nature sous la direction du Führer, soit les lois de l'Histoire sous l'impulsion du «petit père des peuples». Ces lois engendrent nécessairement un mouvement continu, infaillible et cohérent dans sa folie et son mépris des réalités «non totalitaires» vers la «véritable humanité» ou la société sans classes par l'extermination des «races inférieures» ou des classes moribondes. De là découlent les massacres de populations gigantesques et toujours plus importants à mesure que l'opposition est moins grande, ce qui les distingue du premier groupe.

Le fascisme italien et le franquisme appartiennent à la première catégorie. Pour certains historiens, comme Benedetto Croce, l'arrivée au pouvoir de Mussolini ne fut que «*le coup de main réussi d'une bande d'aventuriers*», et ils mettent en avant le rôle primordial des violences squadristi contre les organisations syndicalistes ou socialistes (puissantes, mais mal organisées et désunies) et ils insistent sur l'influence prépondérante de la marche sur Rome dans la cession du pouvoir par le gouvernement, qui avait perdu toute autorité effective, et par la monarchie, peu encline à défendre le libéralisme politique.

D'autres par contre y voient la suite logique des tendances des dirigeants italiens depuis l'autoritarisme de

**Monsieur Eric
RIDOLFO,
Lauréat du Concours
pour la Province du
Hainaut (Athénée Royal
de Gilly)**

Cavour jusqu'au mélange de syncrétisme politique et de dictature larvée de Giolitti, ou lui trouvent une base plus large de sympathisants parmi les nostalgiques et les aigris de la Grande Guerre, les terrorisés du bolchevisme, les petits possédants ruinés par la crise et, enfin, les nouvelles classes moyennes qui aspirent à renverser l'élite traditionnelle.

De même, la dictature du Caudillo s'est imposée par la guerre civile et maintenue par l'armée, ce qui en fait la simple réussite d'un putsch militaire. Mais, champion de tous ceux qui tenaient aux «valeurs traditionnelles» espagnoles (propriété, religion, unités familiale et nationale) et abhorraient les communistes, les anarchistes, et les socialistes, il ne se serait sans doute pas maintenu si longtemps s'il n'avait eu des partisans de son pouvoir fort auprès des civils.

Il semble qu'en fait, les régimes absolus de ce type naissent à la faveur de la rencontre entre une initiative d'un groupe idéologique et des circonstances économiques et psychologiques qui lui assurent un appui extérieur et contribuent d'ailleurs à l'élargissement du groupe proprement dit.

La plupart des Allemands qui portèrent Hitler au pouvoir ne le connaissaient pas. Mais, humiliés par le traité de Versailles, ils furent séduits par ses discours nationalistes et militaristes, par ses théories antisémites et anti-bolcheviques et par ses critiques de la république de Weimar, en un mot, par une démagogie bien adaptée aux circonstances. Ainsi Hitler fut-il en mesure d'établir un régime politico-économique propre à engendrer un Etat totalitaire tel que nous l'avons défini précédemment. Il sépara toujours très nettement la propagande de l'endoctrinement. La propagande était destinée à le présenter à l'extérieur du parti et des frontières comme le leader mystique d'un «simple» état de développement de l'extrême droite fascisante. L'endoctrinement avait pour tâche de montrer son véritable objectif aux adhérents inconditionnels, à savoir l'élaboration de la race «aryenne» à partir des S.S. et non des Allemands, et cela sans soucis aucun ni des intérêts présents, ni des frontières.

De même, dans le cas de Staline, les pouvoirs immenses qu'il détenait seul et le caractère de certitude scientifique qu'impliquait le marxisme favorisèrent l'instauration de son régime de terreur absolue et démente. Mais la création d'un tel type de gouvernement fut surtout dû à sa volonté. La

meilleure preuve en est qu'à sa mort, en dépit de quelques soubresauts, l'U.R.S.S. se mua en un Etat du premier groupe.

Ainsi, pour ce genre d'Etats totalitaires, le caractère accidentel est plus prononcé, malgré l'engouement réel pour leurs dirigeants et trouve même dans la théorie de Hannah Arendt, une explication économique-psychologique : le besoin des masses de se protéger des imprévisibles coups du sort et de leur vie sans but par l'identification au mouvement et l'adoption de ses vues, surtout si elles se détachent de la réalité matérielle.

L'importance du M.S.I. en Italie prouve à l'évidence que la connaissance de l'histoire n'empêche aucunement les convaincus de plébisciter à nouveau un des deux types de régimes. En effet, les fanatiques en acceptent les méthodes et les diverses conséquences en toute connaissance de cause, d'autant plus que les répressions paraissent établir l'ordre et ne semblent atteindre que ceux qui le menacent. Les adeptes de ces régimes peuvent espérer à la longue une société selon leurs vœux. On pourrait dès lors dire que, étant donné la nature des dictatures militaires classiques, tout espoir d'éviter leur retour grâce à l'information est interdit.

Néanmoins, la connaissance de l'histoire peut empêcher d'adhérer à ces régimes par erreur, surtout dans le cas du totalitarisme, et diminue très certainement le nombre de ses partisans. C'est surtout manifeste en ce qui concerne le totalitarisme strict, qui ne laisse aucune place à l'espérance puisqu'il projette, en fin de compte, la transformation du monde en un énorme camp de concentration. Et si les membres les plus férus du parti sont prêts à abdiquer toute individualité, il n'en est pas de même pour le reste de la population de n'importe quel pays. Ainsi, le fait de mettre la population au courant des véritables desseins du totalitarisme peut amener un grand nombre de personnes à prendre conscience qu'un tel type de régime est bien le seul qu'il est impossible d'accepter.

Concours de dissertation 1988

Trois thèmes proposés :

Thème 1 :

Que pensez-vous à la lumière des préliminaires et des deux citations ci-après du problème crucial de la conservation de la mémoire historique ?

Préliminaires :

Plus de quarante ans nous séparent du III^{ème} Reich, de la Seconde Guerre mondiale et des crimes nazis contre l'humanité. Pourtant, les discussions à ce sujet deviennent aujourd'hui de plus en plus vives voire passionnées. Elles requièrent même un intérêt politique d'actualité. Historiens et hommes politiques proclament publiquement la nécessité de réviser l'histoire de l'Allemagne hitlérienne. D'autres, vont jusqu'à nier l'existence même des génocides nazis. Les mass-médias mettent à la une ce qui n'était jusqu'ici qu'affaire de spécialistes. L'opinion publique est alarmée.

Anticipant les discussions actuelles, deux historiens marquants nous ont ainsi livré leur point de vue :

«Quand au génocide (...) je dirai que l'irrationalité apparente résulte d'une erreur de perspective. Hitler avait proclamé plusieurs fois (...) que les Juifs ne survivraient pas à la guerre (...) Si l'on veut bien admettre que la liquidation des Juifs (...) constituait l'objectif prioritaire de Hitler, l'organisation industrielle de la mort devient rationnelle en tant que moyen de la fin, le génocide». (Raymond ARON)

«Pour l'historien qui tente de comprendre l'holocauste des Juifs, l'obstacle le plus important est le caractère absolument unique de cette catastrophe. Ce n'est pas seulement une affaire de temps et de perspective historique. Je doute que dans un millier d'années les gens comprennent mieux Hitler, Auschwitz, Majdanek et Treblinka que nous ne le faisons aujourd'hui. Auront-ils une meilleure perspective historique ? Il se peut, au contraire, que la postérité comprenne tout cela encore moins bien que nous». (Isaac DEUTSCHER)

Thème 2 :

«Nier la responsabilité, c'est ne pas soumettre l'homme à l'obligation de répondre». (L. WITTGENSTEIN)

Le principe de l'obéissance à une autorité fut-elle reconnue et légale ainsi qu'à ses ordres, dégage-t-il l'individu de ses responsabilités morales et éthiques ?

Me suffit-il pour justifier mon obéissance de la fonder sur mon adhésion à quelques principes directeurs idéologiques ?

Le système démocratique et représentatif me permet-il de concilier l'obéissance aux ordres avec l'exercice actif de l'esprit critique et comment dans ce cas cette conciliation peut-elle se réaliser ?

Thème 3 :

Existe-t-il un seuil de tolérance à l'acceptation de la différence de l'autre ? Pouvez-vous, s'il existe, le définir et envisager les moyens de ne pas le dépasser ?

L'absence des limites dans l'acceptation des différences entraîne-t-elle en revanche un enrichissement de la société par assimilation et intégration de celles-ci ou au contraire conduit-elle à des oppositions irréductibles et des conflits ouverts ?

BIBLIOGRAPHIE :

ARENDE (Hannah), *Eichmann à Jérusalem. Un essai sur la banalité du mal*, Paris, Gallimard, 1966 ;

ARON (R.), «Existe-t-il un mystère nazi ? in *Commentaire*, n° 7, 1979 ;

BRACHER (K.D.), *La Dictature allemande*, Bibl. historique Privat, Toulouse, 1986 ;

BROWNING (Christopher R.), «La décision concernant la solution finale» in *L'Allemagne nazie et le génocide juif*, Gallimard-Le Seuil, Paris, 1985 ;

DE FONTETTE (François), *Le racisme*, Que sais-je ?, 1975 ;

FRANKEL (Charles) et all., *La science face au racisme*, Ed. Complexe, Bruxelles, 1986 ;

FRIEDLANDER (Saul), «De l'antisémitisme à l'extermination. Esquisse historiographique» in *Le Débat*, n° 21, septembre 1982 ;

HILBERG (Raul), *The Destruction of the European Jews*, Chicago Quadrangle Books, 1961 ;

JACKEL (Eberhard), «L'élimination des Juifs dans le programme de Hitler» in *L'Allemagne nazie et le génocide juif*, op. cit. ;

MARSAL (Maurice), *L'autorité*, Que sais-je ?, 1958 ;

MASON (Tim), «Banalisation du nazisme ? La controverse actuelle sur l'interprétation du national-socialisme» in *Le Débat*, n° 21, septembre 1982 ;

NEUMAN (F.), *Behemoth*, Edition Payot, Paris, 1987 ;

PARAF (Pierre), *Le racisme dans le monde*, Paris, Edition Payot, 1972 ; *Le racisme devant la science* publié par l'UNESCO, 1973 ;

VIDAL-NAQUET (Pierre), «Thèse sur le révisionnisme» in *L'Allemagne nazie et le génocide juif*, op. cit. ;

VIDAL-NAQUET (Pierre), *Les Juifs, la mémoire et le présent*, Paris, Ed. Maspero, 1981.

Thème 1 :

Tout le monde n'a pas eu, comme nous, le privilège de disséquer ouvertement cette période sanglante de l'histoire. La comparaison hâtive de l'holocauste juif avec ces combats déchirants entre musulmans et hindouistes, ... révèle l'ignorance profonde d'un peuple peu à peu manipulé. En effet, ces déportations massives au lendemain de la campagne de Russie demeurent irrationnelles, incompréhensibles. Pourquoi la «solution finale»? Ces prétentions d'un hystérique apôtre, bible «Mein Kampf» brandie, semblaient uniquement destinées à soulever la colère d'un peuple allemand anéanti, prêt à un dernier sacrifice. Une démagogie articulée à la perfection par un orateur habile suffisait donc pour écraser un communisme montant et pour rallier dans son sillage une Allemagne exsangue, démembrée... humiliée. Avec une aberration tout aussi incroyable, les nations victorieuses d'une grande Guerre trop vite oubliée préfèrent la honte au courage : Munich 1938, spectre des démocraties en crise, avides de foie gras et avares en audace ? «Guerre éclair», mais victoire tout aussi éphémère... défaite à Stalingrad... hiver maudit... puis... la cassure. Dès janvier 1942, l'extermination au moyen du Zyklon-B déclenche la mécanique infernale : trois millions de Polonais, 900 mille Ukrainiens, 450 mille Hongrois... soit environ SIX MILLIONS d'êtres humains trouveront la mort à Auschwitz, Treblinka, Majdanek, Belzec, Chelmno, Sobibor,..., pour ne citer que les principaux porte-drapeaux d'une décadence progressive et du non-sens du fascisme allemand : une quantité inimaginable d'innocents, victimes de slogans sans fondement. Qui expliquera jamais cette démente gratuite, cet engouement rituel pour une cause inconnue ? Le mouvement massif d'une nation autour d'un leader indiscuté est scientifiquement démystifiable : Milgram, entre 1960 et 1963, démontra par le biais d'une expérience célèbre que «dans un pays libre et démocratique, les trois quarts de la population sont prêts à s'entre-torturer dès qu'une autorité quelconque les couvre». Mais comment peut-on rationaliser ce sadisme délibéré, cette haine destructrice pratiquée fréquemment dans les camps d'extermination ? Les SS, responsables de la conduite et de la mise en application du génocide, ont su parfaitement organiser ce massacre détestable. Etant minoritaires, ils remirent la gestion de ce monde cauchemardesque à quelques détenus, constituant une hiérarchie avide de privilèges et désireuse de les conserver. Ce système immoral se révéla très efficace : il permit en effet d'éviter une éventuelle unification des mécontents en vue

**Monsieur Philippe
LAMBERT**
**Lauréat du Concours
pour la Province de
Namur (Athénée Royal
de Couvin)**

d'un soulèvement général. Mais le but majeur de l'univers concentrationnaire est la destruction physique et surtout morale d'un peuple «maudit» à l'aide d'un agencement démoniaque des tortures, de la faim ... A la libération, la mise-à-jour de cette cruauté reléguant aux jouets inoffensifs les écartèlements moyenâgeux, horrifia l'homo sapiens déconcerté. Quelle désillusion ? On ne s'étonnera désormais plus de cet esprit malsain matérialisé par un cerveau sinueux, délicieusement précis dans ses excroissances saillantes mais ténébreux dans ses gouffres rugueux.

Le caractère unique de cette haine raciale reste pourtant pour la majorité de nos contemporains imperceptible. En effet, pour un grand nombre d'entre-nous, il s'agit simplement d'un épisode regrettable de l'histoire, d'un faux-pas malheureux, d'un crime parmi tant d'autres. Nous le comparons rapidement aux stupides guerres de religions sévissant encore de nos jours au proche-Orient... et abrégeons dans un soulagement profond notre raisonnement puéril. Le «méchant nazi» aux dents aiguisées et au regard félin n'est alors plus qu'un soldat de plomb sur une étagère poussiéreuse et ensoleillée. Notre esprit occidental peut enfin, suite à tel déploiement de compréhension, regagner sa tanière, et fouler avec un sourire rêveur les ruines d'un empire hitlérien parsemé de plaquettes commémoratives... rongées par l'oubli. D'autres, encore, considèrent que ces faits hautement néfastes ne constituent pas une exception, et que cette folie meurtrière a aussi existé dans les goulags staliniens. Quarante ans... deux générations nous séparent de la honte... Nuit de Cristal... pur, fier et glorieux. Et déjà, l'horizon absorbe l'île en feu... elle disparaît, inexorablement... Les curieux amassés sur la plage regagnent leurs foyers, distraits, absents... Le temps passe... Les premiers baigneurs pataugent gaiement dans une eau redevenue claire... C'est fini... ! Dans l'ancien port, deux vieillards endimanchés d'un faux-col amidonné se réunissent le soir, après le poker dominical, sur un banc tenace que la marée nargue désespérément dans sa fougue éternelle. Ils discutent les événements passés, leur glorieuse jeunesse, dans ces gloussements saccadés qu'un souffle, trop court accentue chaque semaine. Parfois, les villageois amusés se groupent autour de ce duo irrésistible pour éclater de rire sans retenue face aux visages sillonnés de rides. Dans leurs élucubrations, ils décrivent une île rougeoyante.

Après cette horrible guerre, les plus optimistes affirmaient pourtant qu'elle constituerait une leçon de morale

exemplaire pour le monstre insoupçonné sommeillant de nouveau en nous et que le criminel endurci nagerait jusqu'à épuisement dans un bénitier, en guise de repentir. Mais la lassitude fatale gagna en quelques décennies les membres gonflés du baigneur amateur qui en peu de temps défia de son regard triomphateur les riverains interdits. Il déterra peu à peu la croix nazie que la rouille n'avait pas affaiblie pour l'épingler fièrement sur son «néo-apparat». Un monde nouveau voyait le jour, fort de ses slogans ardents, arborant publiquement un extrémisme illuminé. Ils déclarèrent ouvertement avec l'aide d'une institution, «TOUT CE QU'IL Y A DE PLUS SERIEUX» -reléguant avec conviction les interprétations précoces de jeunes soumis, dociles à la gérontocratie martyre- que les deux vieillards abusaient de ce doux pastis cher aux méditerranéens et que l'île en feu n'était en réalité que le reflet du soleil couchant sur un horizon glacé !!! Derrière cette symbolique d'apparence simpliste, se cache ce qui, éventuellement dans un siècle, sera considéré, comme «l'Auschwitz des Temps modernes» d'un homo récidiviste. Sur les ruines d'un Sobibor éteint, s'élèveront peut-être des fondations identiques. Sur un surplomb environnant, un leader crachant mensonges ingrats sur une foule assoiffée régnera unique sur un royaume de falaises. Révisionnisme simpliste, tu rallies sans peine autour de prédicateurs criards une plèbe analphabète avide de slogans caustiques. Mais quels intérêts cache ce substantif apparemment défenseur d'une vérité démystifiée ? Deux groupes principaux se détachent avec une volonté commune de remettre en question une doctrine jusque là acceptée par tous. Le premier trouve ses bases dans une Allemagne prospère désireuse de déchirer l'étiquette sombre du lourd héritage de grands-parents trop extrémistes. En effet, la pensée allemande du XIXème siècle trouve essentiellement ses racines dans le romantisme, préconisant une assimilation de la culture germanique à la Grèce tragique symbole d'un être aux configurations parfaites. Ce mouvement original appuyé entre autre par Nietzsche, tenta de rejeter catégoriquement la composante juive-chrétienne de son peuple, et préconisera de ce fait, la destruction du monde juif, mais cela, au siècle suivant.

La Seconde Guerre mondiale fut l'événement par excellence permettant l'application de ces théories reprises par ailleurs par le Recteur de l'Université de Fribourg (1933), le philosophe Heidegger. Mais dès 1943, cette entreprise colossale se révéla dans son irrationalité la plus complète, le transport des troupes nazies étant même perturbé par

les «convois de la mort». En effet, le caractère juif ancré dans la culture allemande est indéniable et son effacement implique également l'anéantissement de la race aryenne, mesure que Hitler commandita à l'aube de son suicide, déclarant que ses protégés ne pouvaient assumer l'entreprise à laquelle ils s'étaient voués (Chaplin illustra avec un génie incontestable, cette caractéristique, dans le film intitulé «Le dictateur»). Ce passé lourd de conséquences, semble bien difficile à assumer en cette fin d'un XXème siècle riche en rebondissements et la tentation de rejeter aux oubliettes la spécificité nazie conquiert peu à peu les historiens allemands, voyant progressivement leur pays entrer dans le concert des Nations occidentales. A l'opposé, Habermas combat ses compatriotes-révisionnistes en affirmant que l'on peut très bien s'inscrire de façon critique dans une tradition culturelle ayant suscité le drame nazi. Le deuxième groupe révisionniste, soutenu en France par des politiciens enflammeurs tels que Le Pen, se fonde sur une extrême droite redevenue populaire et encouragée par des milieux académiques tels que certains membres de l'Université de Lyon. Faurisson, Thion, Olivier Mathieu... entretiennent ce désir prétendu honnête de déjouer «un complot international juif», victime devenue martyre face à l'opinion publique éplorée. La remise en question de cette page d'histoire est profondément antisémite et redéploie l'idéologie nazie. La gravité de ce mouvement réside dans une critique menée en fonction d'idées préconçues, d'une mauvaise foi irréfutable. Le mensonge perpétuel constitue le fondement de leurs affirmations. Ils nient tout témoignage direct d'un Juif apparenté à ce «canular» monstre destiné à un Occident trop crédule. Ils rejettent catégoriquement tout document publié pendant la guerre, qu'ils qualifient de «non-fondé». Les rapports nazis à propos de l'holocauste sont ignorés lorsqu'ils n'ont pas été rédigés dans un langage codé. En effet, les écrits en langage direct, tels que les discours de Himmler -ordonnant l'extermination de femmes, d'enfants, de partisans et de commissaires juifs-, le journal de Goebbels -déclarant sans ambiguïté la nécessité d'une solution finale- contredisent totalement les thèses révisionnistes. C'est ainsi que les déclarations de «Mein Kampf» et des différents dirigeants SS jugés à Varsovie, Jérusalem... sont ignorées selon le prétexte classique de l'utilisation abusive de la torture et de l'intimidation sur les anciens nazis. De plus, Faurisson et Cie s'arment de la présence complice de «pseudo-scientifique» affirmant que le génocide présente de nombreuses impossibilités techniques. Certains épisodes tragiques incluant la

mise au point des mécanismes exterminateurs sur les cobayes tziganes, malades mentaux, «politiques» allemands, sont radicalement mis à l'ombre ou dissociés des «prétendues» chambres à gaz. Ou encore, la solution finale ne représente qu'une rumeur habile utilisée par de fins psychologues qui, emportés par une bise printanière, sèment les graines maléfiques d'une guerre des nerfs. Un autre argument majeur développé par le révisionnisme allemand et une frange du mouvement français est la banalisation des exterminations en leur trouvant des modèles antérieurs tels que les goulags staliniens, l'Inquisition médiévale, le génocide des Indiens... Que pouvons-nous faire en vue de combattre une telle falsification ? Intenter des procès est une arme très dangereuse souvent plus néfaste que bénéfique. En effet, un tel recours en justice pour discréditer Faurisson, en 1978, a, au contraire, amené la Cours de Paris à reconnaître le sérieux de son travail ; il fut simplement condamné «pour avoir agi avec malveillance en résumant ses thèses en slogans». Mépriser de tels personnages (et informer constamment le public) semble donc préférable, car demander aux tribunaux de trancher un point d'histoire n'est pas fondé. Ce comportement déconcertant, profondément superficiel, simpliste et nihiliste, réunit pourtant de nombreux adeptes. Le Front National français récolte aisément par l'intermédiaire de son candidat-président, plus de 14 % des suffrages du premier tour (24 avril 1988) et reflétait, lors d'un récent sondage organisé par le célèbre spectacle TV «L'heure de vérité», 28 % des idées défendues par le Peuple. Ceci est une conséquence indubitable de la crise économique, et surtout morale, que l'homme occidental désorienté subit. On se remémore volontiers la crise extrêmement sérieuse que l'économie allemande et son mark en chute libre ont connue, suite au Traité de Versailles en 1919, et plus encore, au lendemain de la crise boursière de 1929 engendrant la réclamation des prêts américains consentis à court terme, le spartakisme de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht décapité, entraînant le succès inespéré du NSDAP subsidié par des industriels terrifiés par le spectre de la Révolution de 17. Le berceau douillet du monstre irrésistible semble donc se complaire au milieu de nations décadentes connaissant politiquement et financièrement des revers particulièrement douloureux. Les démocraties européennes doivent rester sur leurs gardes et contrecarrer aussi rapidement que possible le bacille endormi d'une peste imprévisible. David Rousset cite à ce sujet cette phrase sans appel et très révélatrice d'un volcan endormi : «il serait facile de montrer que les traits les plus caractéristiques

et de la mentalité SS et de soubassements sociaux se retrouvent dans bien d'autres secteurs de la société mondiale. Toutefois, moins accusés et, certes, sans commune mesure avec les développements du grand Reich. Mais ce n'est qu'une question de circonstances». On pourrait se poser cette question douloureuse remettant en cause la règle économique de notre monde occidental : le capitalisme traditionnel (ou tout autre système contradictoire) subsistant dans nos sociétés ne serait-il pas, par ses nombreuses contradictions, la cause des ruptures socio-politiques chroniques engendrant la naissance de périodes favorables à l'oubli de faits historiques tels que le génocide juif ? Cette thèse semble pourtant se confirmer dans le contexte de crise actuel : le regain subit de la popularité de l'extrême droite française appuyée par les falsificateurs, démontre le malaise profond de cette République divisée. L'évolution des structures socio-politico-économiques s'avère aussi constituer un élément opportun à ce type de fraude, à l'instar des libéraux allemands désireux de minimiser leurs erreurs passées dans le but de s'intégrer aussi facilement que possible dans le mouvement européen.

On constate donc, à la vue de ces quelques considérations personnelles à propos d'un débat de plus en plus vivement lié à des intérêts politiques primordiaux, la fragilité extrême de la mémoire historique, falsifiée délibérément et au mépris des victimes passées. Etant de nature plutôt pessimiste, je crains que «les opposants de l'oubli» ne puissent sauvegarder valablement dans les traditions populaires, une interprétation objective de nos racines et je doute que le citoyen moyen ne sombrera pas dans ce délicieux repos de l'âme. Malgré cela, par conviction et idéal, je m'évertuerai à infirmer cette vision noire d'une civilisation sans identité !!!

Thème 1 :

Voici que grandissent les petits-enfants de la Shoah. Une génération qui se développe généralement dans la paix et l'abondance à l'exact opposé du destin qui fut celui de leurs grands-parents.

Se pose dès lors avec acuité le problème du souvenir. Aujourd'hui, la jeunesse du peuple juif se partage, pour aller d'extrême en extrême, depuis l'orthodoxie religieuse intégriste jusqu'à l'athéisme total. Elle garde cependant une chose en commun, le droit et le devoir de la «mémoire historique». Parlant aux enfants nés dans l'immédiate après-guerre, Elie Wiesel disait : Vous êtes une génération singulière, choisie pour une mission spéciale : d'abord écouter les témoins puis transmettre leur témoignage».

Ne pas transmettre une expérience, c'est la trahir, nous enseigne d'ailleurs la tradition juive. L'oubli : obsession majeure des survivants ! L'ennemi misait sur l'oubli et l'incrédulité. «En effaçant les traces de son crime, le bourreau tue une deuxième fois», avait dit Wiesel lors du procès Barbie. Modekhau Anielewicz, le héros du ghetto de Varsovie et ses camarades se battaient non pour vaincre -ils ne pouvaient vaincre dans un monde qui les niait-, ils se battaient pour déposer devant l'histoire. Ils l'ont proclamé dès le début et jusqu'à la fin. Emmanuel Ringelblum, auteur de la Chronique du ghetto de Varsovie, et ses collaborateurs, remplissaient la même tâche par d'autres moyens. Ne pas oublier, ne pas laisser oublier, empêcher l'ennemi d'écrire l'histoire de ces victimes, c'était l'obsession commune à tous les habitants des ghettos, à tous les hommes des camps. Ils tenaient à raconter l'expérience afin qu'elle serve d'avertissement, d'exemple. Il fallait sauvegarder l'étincelle de cette flamme immense qui dévorait tout un peuple, un peuple ivre de chant et d'humanité. Il y avait des historiens dans les ghettos, des chroniqueurs dans les camps qui déposaient avant de disparaître. Partout, il y avait des témoins. A Birkenau, sous les montagnes de cendres, on a retrouvé des documents. Des hommes qui avaient atteint le sommet de la démence et les limites de la souffrance, car leur tâche était de brûler leurs frères, avaient pourtant trouvé la force de vouloir déposer aussi. Ils se mirent à écrire, à décrire, à raconter. Puis à leur tour, ils furent brûlés.

Tout cela paraît bien insensé, incroyable. Pourquoi tant d'obstination, toute cette volonté puisée au fin fond de

Monsieur Philippe

REICHER

Lauréat du Concours

pour la Province du

Brabant (Athénée

Adolphe Max - Bruxelles)

l'âme ? Pourquoi le survivant a-t-il attaché tant d'importance à vouloir témoigner ? Car cependant, il lui arrive d'éprouver des doutes, de céder à la faiblesse. Il entend une voix qui lui conseille de ne plus pleurer sur le passé : lui aussi a le droit de chanter l'amour, de s'imbiber de son ivresse, de crier, et de crier fort, car lui aussi est capable de victoire. Lui aussi a le droit au rire et à la joie, sans devoir désigner la cendre. Mais le survivant doit rester fidèle ; il ne peut trahir les morts à qui il doit ses racines et sa mémoire. Il se doit de transmettre l'histoire de leur disparition même si elle dérange, même si elle fait mal.

Et l'autre raison qui a poussé les morts et les survivants à parler, c'est l'espoir. Après la libération, les illusions avaient pris forme d'espoir. On était convaincu que, sur les ruines de l'Europe, un monde nouveau serait bâti : oui, une civilisation nouvelle verrait le jour. Plus de guerres, plus de haine, plus d'intolérance, plus de fanatisme nulle part. Et tout cela parce que les témoins avaient parlé. Oui, les survivants ont parlé ; on a lu les témoignages et les ouvrages sur l'univers de l'horreur et c'était pour rien. Ils espéraient qu'on en tire une leçon, qu'Auschwitz servirait d'exemple pour qu'à l'avenir on évite les fautes du passé. Mais non, cela n'a servi à rien ! Personne n'a rien compris : on assiste à la résurgence du nazisme et l'horreur se renouvelle chaque jour partout, au Cambodge, au Chili, en Ouganda, en Afrique du Sud, dans les goulags, le racisme, l'intégrisme, le refus des différences de l'autre et les persécutions. Alors, tout cela n'a donc finalement aucune importance ? C'est vrai, il vaut mieux tout oublier. Effaçons tout, comme s'il n'était jamais rien arrivé, comme si six millions de Juifs n'avaient jamais existé... Et c'est alors qu'on se rend compte de l'importance fondamentale du Souvenir et de la conservation de la «Mémoire historique». Car pour nous, petits-enfants du Désastre, la Seconde Guerre mondiale est aussi loin et irréelle que celle de 1914-18 et également parce que nous assistons aujourd'hui à plusieurs phénomènes, dont certains sont de véritables mécanismes élaborés par telle école de pensée, qui reposent cet épineux problème.

On entend par exemple de plus en plus de gens dire «qu'ils en ont assez de ces histoires, qu'il vaut mieux ne plus en parler, panser les plaies, s'occuper du présent et des questions actuelles». Cette attitude pourrait être tout à fait justifiable et acceptable, si ce n'est peut-être le manque de respect né à la mémoire des victimes. Mais là n'est pas

le problème principal. Quarante ans après la plus abominable des guerres, des peuples sont à nouveau en voie de disparition. Le Cambodge est le meilleur exemple. Est-il possible qu'aujourd'hui, un peuple aux traditions et souvenirs séculaires puisse s'engloutir devant la mort et l'oubli ? Sans que personne ne réagisse ? Mais lorsqu'on pense à la génération des survivants, tout est possible. On veut donc abandonner un passé si proche dont on n'a pas été capable de tirer la moindre leçon et qui est en train de renaître sous nos propres yeux ? Si c'est effectivement cela, il n'y a aucun commentaire à faire.

D'autres personnes tentent, en mettant tout et tout le monde sur le même pied, de «banaliser» l'holocauste : col-laborateurs et résistants ont eu leurs héros et leurs salauds. Brasillach et Malraux étaient tous deux des intellectuels que séparaient «quelques» divergences d'opinion. Les nazis ont commis des excès, mais les Français en Algérie aussi, les Américains au Vietnam, les Israéliens au Liban... C'est -on l'aura reconnue- la démarche de maître Vergès, avocat de Klaus Barbie, de l'écrivain d'extrême droite Maurice Barbèche et de plusieurs autres que l'on retrouve dans des débats médiatiques où se développe la curieuse conception de l'objectivité qui prévaut en ce moment : «un quart d'heure pour Hitler, un quart d'heure pour les Juifs». Pour cela, le procès Barbie a joué un rôle important, il a joué un rôle de témoin : c'est une des dernières fois, avec le procès Demanjuk à Jérusalem, après les grands procès d'après-guerre, le procès Eichmann, la chasse aux nazis, que l'on a vu des survivants évoluer comme témoins à l'occasion d'un grand débat médiatique. Ce procès a permis d'exposer au grand jour certaines controverses malsaines, par exemple la difficulté que beaucoup de gens éprouvent à faire la différence entre les «crimes de guerre» et les «crimes contre l'humanité».

Un autre problème se pose, celui des mémoriaux, dont le but est de conserver le souvenir des événements et des victimes. Ces monuments érigés un peu partout pour perpétuer le souvenir des Juifs et de tous les hommes assassinés par les nazis trahissent-ils le passé qu'ils sont sensés immortaliser et fabriquent-ils des représentations et des images qui transforment la vérité historique ? Voilà des questions auxquelles on ne s'attendait pas à devoir répondre un jour, tant la mémoire du génocide est naturelle aux Juifs et à toutes les victimes du nazisme. Et pourtant !

En U.R.S.S., dans la banlieue de Kiev, à Babi-Yar où 80.000 Juifs furent assassinés en quelques jours, il y effectivement un monument grandiose et massif, mais il y a un seul inconvénient : le mot «Juif» n'y figure pas ! Ce monument est censé être élevé à la mémoire des citoyens russes assassinés par les fascistes... Aux Etats-Unis, les monuments célèbrent les libérateurs américains (mais pas soviétiques) des camps et les valeurs fondamentales de la démocratie américaine autant -sinon plus- qu'ils commémorent le génocide. En Israël, la conception des musées et des monuments est invariablement la même : Exil, Destruction, Rédemption, comme on peut le constater par exemple au musée de Yad Vashem à Jérusalem. Les expositions et les textes sont exposés de la même manière : on traverse d'abord l'univers de l'Exil, puis c'est la Destruction et vient enfin la Rédemption, la création de l'Etat d'Israël. Il est un fait que la création de cet état a probablement été stimulée et accélérée par la destruction du judaïsme en Europe, mais elle n'est pas un accomplissement, un aboutissement, la Shoah n'est ni une étape, ni un prélude à quoi que ce soit.

En France et en Belgique, les Juifs se rassemblent plus souvent aux mémoriaux de la Déportation pour protester contre les attentats dont ils sont la cible que pour rendre hommage à leurs martyrs.

Enfin, en prêchant l'universalisation d'Auschwitz, déjà polarisé, communisé et récemment christianisé, on banalise encore plus l'événement. On assiste ainsi à un processus dangereux : l'expérience qu'on croyait unique, la voilà commercialisée, dénaturée, mutilée et utilisée à des fins de propagande, de publicité et de n'importe quoi... Le Cambodge a été ravagé par une guerre fratricide, les Français ont commis des atrocités en Algérie, mais Auschwitz, c'est autre chose... Ce nom ne s'applique qu'à un seul événement dont la portée est universelle ; on ne devrait pas l'employer à tort et à travers. Plutôt qu'analogie, Auschwitz devient point de repère : une sorte de référence. Et un avertissement angoissant.

De plus, non contents de banaliser l'holocauste, certains le discutent, puis finissent par le nier totalement. C'est l'école dite «révisionniste» qui cherche avec ardeur la contradiction ou l'erreur de détail qui lui permettra, espère-t-elle, de remettre en cause l'ensemble de l'édifice du génocide et de réhabiliter ainsi l'idéologie nazie. Et tous ces «révisionnistes» ne sont pas d'extrême-droite, ils

sont de tout bord, remettant en cause l'existence des chambres à gaz.

Le révisionnisme a toujours existé et il est nécessaire, nous y reviendrons ; mais il a actuellement tendance à être associé au sens de correction, de négation, alors qu'à l'origine c'est une méthode de révision historique, de vérification historique.

Nous disions donc que le révisionnisme a de tout temps existé et il est absolument nécessaire dans sa démarche et dans le but qu'il dit se fixer, c'est-à-dire dans son scepticisme et dans la vérification historique qu'il entreprend. En effet, les vérités établies ne doivent, ne peuvent être acceptées en bloc, sans qu'il soit certifié, avec des preuves à l'appui, que ces faits soient historiquement véridiques.

Mais cette démarche n'a rien à voir avec cette «école de pensée» qui tente de soulever un débat qui n'en est pas un et de nier un fait historique dont il y a encore beaucoup de témoins oculaires. Ils nient aussi les documents, les aveux de responsables. Certes, le côté irrationnel et absolument original de l'extermination des Juifs, des Tziganes, des opposants au nazisme peut laisser perplexe et constituer un obstacle important à l'acceptation de cette vérité historique. Ceci permet d'interpréter le sens de «solution finale». mais il est totalement absurde de nier un fait en proclamant son irrationalité et son dépassement de l'imagination. On pourrait se trouver dans une situation analogue en étant devant un homme qui aurait la taille respectable de 2 mètres 50 et en clamant que cet homme ne mesure pas cette taille, car elle dépasse tout simplement l'entendement.

Mais il serait intéressant de savoir pourquoi ces «révisionnistes» s'attachent tellement à nier les six millions de Juifs exterminés et pas, par exemple, le demi-million de morts à Verdun, ou le nombre de Français tombés tout au long de la dernière guerre ?

Outre tout cela, il reste, pour quelques temps encore, les témoignages directs de ceux qui ont survécu et qui, espérons-le, rempliront un jour le rôle qu'on attend toujours d'eux. Le film Shoah de Claude Lanzman a remporté un grand succès lorsqu'il est passé sur les chaînes françaises ; de quoi nous donner bon espoir. Et les écoles, dont le rôle ira à ce niveau nécessairement croissant, arriveront-elles à faire passer la spécificité de la Shoah, l'abominable origi-

nalité de la démarche nazie vis-à-vis des Juifs, des Tziganes et des Slaves ? On peut craindre que, comme pour la guerre de 1914, cela ne devienne une matière morte que l'on étudie par obligation...

Et enfin, nous restons, nous et les générations à venir. Voudrions-nous, saurons-nous transmettre ce flambeau de deuil et d'héroïsme que nous avons reçu ?

Si ces générations ne peuvent, cher Elie Wiesel, se comparer à la vôtre, cette tâche n'est pas de celle qu'on entreprend sans frémir.

Thème 2 :

Mademoiselle

Anabelle VAN

THURNHOUT

Lauréate du Concours

pour la Province du

Hainaut (Athénée Royal

L. Tellier - Anvaing)

Demandez à l'homme de la rue ce qu'est l'autorité. Vous ne le prendrez pas de court et il trouvera spontanément pour vous répondre la définition du dictionnaire à savoir : «c'est le pouvoir d'obtenir sans recours à la contrainte physique, un certain comportement de la part de ceux qui lui sont soumis».

Partout et tout au long de l'histoire, toute société est constituée par un petit nombre d'individus forts, maîtres ou chefs, rois ou prêtres, exerçant un pouvoir matériel ou spirituel sur une masse d'assujettis maintenus dans la soumission. Mais alors, d'où vient le fait que dans une organisation sociale régie par des principes démocratiques, certains hommes ont le pouvoir de faire obéir d'autres hommes sans exercer de violence et par des moyens légaux, de tenir les hommes sous leur dépendance et de les soumettre à une volonté et d'en avoir le droit ? Et que ce droit, soit reconnu par ceux même qui risquent de s'en trouver «aliénés» ?

Tout d'abord, il est évident de remarquer que si une petite minorité peut imposer son pouvoir au grand nombre, c'est qu'elle est la plus forte. Mais la force nue exercée sur les autres entretient une relation précaire, toujours menacée par la crainte que la force ne change de camp. Il a donc fallu faire accepter le pouvoir du maître par le sujet, ce qui permet à une relation fondée sur la force de ne pas recourir à la violence. C'est l'autorité qui assure cette relation, dans un consensus social par lequel le sujet reconnaît sa subor-

dination comme légitime. De ce fait, la relation sociale peut reposer sur un système de tutelle où le supérieur dispose du pouvoir de décision, où le subordonné est soumis à l'obéissance aux ordres et, du même coup, à celui dont les ordres émanent. A peine au monde, l'individu se trouve en état de dépendance à l'égard des autres, il le restera plus ou moins toute sa vie. Dès la naissance, l'enfant est conditionné par l'autorité de ses parents et cette autorité se raffermira au cours de sa vie : professeurs, service militaire, patron...

On sait que, selon Rousseau, ce type de relation repose sur un paradoxe : «L'homme est né libre, partout il est dans les fers». La contradiction posée ici par Rousseau nous force à nous demander, non point pourquoi l'homme est dans les fers, ce que l'histoire nous enseigne assez, mais pourquoi il consent à y être et surtout à y rester, car là est bien le problème, alors que ce qui est vérifiable par l'expérience chez l'homme depuis sa petite enfance, c'est son besoin de liberté et d'indépendance, éprouvé en contradiction avec l'acceptation traditionnelle d'une autorité qui met chacun en tutelle dans un système hiérarchisé des rôles et des fonctions.

Ensuite, si l'on s'arrête pour quelques instants au paradoxe, il est important de constater qu'il est universel et n'intéresse pas seulement les régimes démocratiques. L'exemple des dictateurs modernes en régime totalitaire est à cet égard remarquable. Aucun régime n'ose se montrer cynique, exalter l'arbitraire et le droit du plus fort : il faut au régime dictatorial une légitimité reposant sur un consensus général et si le dictateur concentre dans sa personne toute légitimité, légalité et droit, c'est parce qu'il est l'incarnation de son peuple, le peuple étant bien entendu constitué par les partisans et les silencieux, les autres ayant été éliminés par une contestation qui les retranchait ipso facto de la communauté. Constatons donc que l'exercice du pouvoir qui repose sur l'autorité, implique la bonne conscience de celui qui dispose de ce pouvoir et du consensus général des assujettis. Au nom de quoi ? Ce qui vient d'abord à l'esprit, c'est que justifier le droit par le fait est une manière habituelle pour la paresse d'esprit de se donner bonne conscience. Ce qui perpétue dans la conscience des hommes le principe d'autorité, c'est avant tout peut-être l'expérience vécue qu'ils en font depuis leur naissance jusqu'à leur mort, qu'ils font vivre à leurs enfants et que ceux-ci transmettront aux leurs, à leur tour et sans fin. Et cela parce que depuis tou-

jours l'autorité à tous ses niveaux et sous toutes ses formes est considérée comme une condition nécessaire à la paix sociale. Dès ses jeunes années, on lui enseigne le goût de l'ordre indispensable à sa sécurité, qui le préserve des conflits, on lui fait comprendre que cet ordre dont il a besoin implique une réglementation imposée de l'extérieur, que les bienfaits qu'il en tire justifient l'obéissance à la règle et les sanctions réservées aux contrevenants et qu'en définitive, tout cela vaut bien le léger sacrifice imposé à l'individu de ses inclinations personnelles et de son goût de l'indépendance.

Nietzsche disait par exemple que s'il avait à choisir entre l'injustice et le désordre, il choisirait l'injustice... et il ne serait pas le seul aujourd'hui à penser ainsi. Plus nos sociétés se compliquent, plus les rapports entre les hommes deviennent difficiles, plus les individus sentent leur sécurité menacée et plus ils ressentent un besoin intense d'ordre qui leur assurera la tranquillité, plus on les trouve disposés à abandonner leur sort aux mains de ceux qu'ils pensent assez forts et puissants pour les protéger. Cette prestation de services aliénante a toujours été la justification de toutes les féodalités. L'insécurité renforce le principe d'autorité et prépare le contrat d'abdication de soi, qui est faible, entre les mains du fort, qui détient le pouvoir.

Ainsi, à Nuremberg, au cours des années 1930, des rassemblements nazis mobilisèrent les Allemands en une expression ritualisée de mythologie raciale !

De plus, dans notre société démocratique, l'organisation hiérarchique des fonctions et des rôles caractérise les institutions clés, anciennes et toutes puissantes, piliers de l'édifice social, qui s'efforcent de servir de modèles (!) aux autres : l'armée, l'administration, l'Eglise. Le rôle de la hiérarchie est de rendre l'autorité impersonnelle en la diluant et de la soustraire à la discussion par une sujétion de caractère mystique. Elle confère à l'autorité une sorte de caractère sacré : les rapports de subordination et de commandement en sont comme marqués d'une nécessité transcendante propre à assurer le pouvoir autocratique du chef, lequel se trouve en quelque sorte participé du caractère sacré de l'autorité qu'il incarne. Car si elles ne sont pas une simple survivance du passé, à quoi peuvent bien servir de nos jours toutes ces marques extérieures, tous ces signes distinctifs matériels dont se pare l'autorité : les dignités et les titres, les formules de désignation des personnes par

les rôles, les uniformes et les galons, la toge et l'hermine, sinon à faire ressortir aux yeux des assujettis que le supérieur est d'une autre essence ? Mais alors, les abus de pouvoir ne sont-ils pas avant tout des abus de confiance ? La relation hiérarchique ne repose-t-elle pas sur des rapports truqués et des relations faussées dans leur principe ?

Rappelons-nous Anatole France, pour qui la réponse était simple : «Le mépris de l'inférieur est le fondement de la hiérarchie». Chez celui qui dispose d'une autorité institutionnalisée par la hiérarchie, il y a, plus ou moins consciencieuse, plus ou moins envahissante et comme tapie au fond de lui-même, cette idée que les hommes se divisent par nature en deux catégories : le petit nombre de ceux qui sont prédestinés pour commander, la masse de ceux qui sont faits pour obéir et exécuter la volonté des premiers. Ceux-ci possèdent par don naturel la clairvoyance, la compétence, l'ascendant qui les habilite à commander, les autres doivent être formés à exécuter ce qu'on leur demande de faire, le tout est de veiller à ce qu'ils le fassent correctement. Si on ne leur donne pas d'initiative, c'est que non seulement ils n'en souhaitent pas mais n'en sont pas capables.

Que le «mythe du chef» procède du mépris pour l'homme, qui donc, au cours de son existence, n'en a pas fait la constatation autour de lui ? Il est amusant de remarquer qu'il est des occasions dans la vie où le mépris peut se manifester dans l'éclairage universel et légendaire d'une situation historique. Par exemple, lorsqu'au lendemain du référendum de 1962, le Général de Gaulle a énoncé cette sentence, elle aussi historique : «Les Français sont des veaux» (Le Monde du 25 février 1973) : il exprimait par là une pensée chez lui constante puisque seize bonnes années plus tôt, en 1946, tandis qu'il quittait le pouvoir, salué par l'un de ses fidèles du vieux cri de : «Mort aux cons !», il s'était borné à répliquer selon la tradition : «Vaste programme, monsieur !».

Alors, on pourrait sans doute, s'amuser à établir la liste des types de veaux qui constitueraient la société, depuis le veau brouteur de pelouses, le veau chauvin, le veau migrateur, ... jusqu'au veau C.R.S. qui accepte toute sa vie d'entendre crier sous son nez : «Mort aux vaches» et qui, au signal, «tape comme un gai forgeron». Mais dans la mesure où le phénomène serait exact, en tout cas pas trop caricatural dans son expression, qui en est responsable ? La nature qui lance dans l'existence des chefs-nés en tout petit

nombre et un immense troupeau de veaux à conduire par les naseaux ou un système hiérarchique reposant sur le «mythe du chef» qui, maintenant en tutelle dans une obéissance inconditionnelle les hommes assujettis, fabrique les veaux dont les pouvoirs ont besoin ?

Il est d'autant plus nécessaire que ces questions soient présentes à la conscience des hommes -de tous les hommes- que le système hiérarchique place dans une situation dont la double ambiguïté contribue fortement à en perpétuer les caractères spécifiques : depuis le «grand chef» qui règne sur des milliers d'individus jusqu'au «petit chef» qui surveille trois manutentionnaires, chacun détient une part de pouvoir sur autrui, plus ou moins étendue, plus ou moins réelle ! Il n'est pas d'individu, si bas placé dans l'échelle hiérarchique, qui n'en puisse trouver un autre sur qui exercer un pouvoir. A l'usine, il reste au «petit chef» le simple ouvrier, placé encore plus bas. Mais que reste-t-il à celui qui est au dernier échelon de l'échelle ? Heureusement, il lui reste sa femme et ses enfants pour se donner l'illusion que sa «volonté de puissance» n'est pas aliénée, pour trouver dans cette minable compensation une consolation dérisoire à sa propre aliénation. Et il reste aux enfants à être patients, à attendre de grandir et de devenir adultes pour entrer dans le jeu à leur tour. Si bien qu'en définitive, dans la relation hiérarchique telle qu'elle existe dans sa pureté originelle, le chef et le subordonné sont l'un et l'autre attachés à la même chaîne. Ils ont l'un et l'autre un même maître : l'autorité qui dans la même mesure où elle les exploite les aliène. Ainsi, un système à la fois mystique dans ses origines, mythique dans son fonctionnement est aussi mystificateur dans ses effets.

Mais ceci dit, il convient de reconnaître que de nos jours, la relation hiérarchique a beaucoup perdu de sa pureté originelle, qu'elle est devenue plus mythique que mystique tout en restant pareillement mystificatrice : aujourd'hui la hiérarchie des rôles et des fonctions bénéficie de l'apparition d'une nouvelle hiérarchie, celle du savoir. De plus en plus, dans nos sociétés, hiérarchie des rôles, du savoir et hiérarchie sociale tendent à se confondre, à se concentrer dans les petits groupes, chez les intellectuels, chez le savant, le médecin, l'ingénieur, le juge ou le professeur et d'une manière générale chez tous ceux qui sont censés travailler de leur cerveau, non de leurs mains.

Celui qui sait dispose aujourd'hui d'un pouvoir que le développement même des sciences peut rendre exorbitant. Le principe d'autorité, pourchassé dans les domaines où il était maître, retrouve dans la science un refuge et de nouvelles armes. A l'ère atomique, il était normal qu'un savant nous mît en garde contre les savants. Le linguiste américain, N. Chomsky, dénonce en effet l'impérialisme actuel de la science et celui des nouveaux mandarins, dont le pouvoir réel pourrait faire les véritables maîtres du monde, bien au-dessus des pouvoirs politiques. Et Chomsky montre bien que là n'est pas le seul danger, qu'il en est un plus immédiat : c'est celui de plus en plus ésotérique et mystérieux, impossible à transmettre à d'autres qu'à des initiés, de la masse de ceux qui ignorent et qui, de ce fait, tombent dans la dépendance des premiers. Et le fossé se creuse et s'élargit à mesure que la science progresse. Comme les autres hiérarchies, celle du savoir entraîne un blocage de la communication, une diminution de l'esprit critique, que les détenteurs du savoir ne se sont nullement préoccupés d'atténuer !

Combien de médecins peuvent valablement communiquer avec leurs malades ? Dans le cabinet de consultations, il y a communication à sens unique de prescriptions à suivre d'autorité et sans comprendre, par confiance envers qui sait. Car, dans la plupart des cas, le médecin jugera superflu et inopportun d'accompagner l'acte médical d'explications qu'au demeurant et par hypothèse, le patient ne pourrait comprendre puisqu'il ne possède pas la science médicale !

Allons plus loin... La peur de l'inconnu et du changement considérés comme porteurs de troubles par nature, la crainte des désordres prédits, entraînent comme par une nécessité naturelle l'appel à la force protectrice d'un régime d'autorité. Et puisque l'autorité est censée éviter aux gens l'insécurité par la protection des pouvoirs établis, puisqu'elle leur permet de s'en remettre aux supérieurs, évitant ainsi l'effort toujours pénible de rechercher par soi-même les solutions aux problèmes de tous, l'appel à l'autorité assure le pouvoir des politiques et technocrates d'une part et d'autre part légitimise le pouvoir. En effet, la révolution industrielle et économique a fait naître une insécurité inconnue des époques de stabilité : l'accélération de l'histoire, l'éclatement et parfois la dissolution de la cellule familiale, la montée des forces du hasard et de l'arbitraire en un monde où règnent la science et la planification, ren-

dent les gens plus méfiants et font qu'ils se rattachent à un monde qu'ils croient plus sûr. Et c'est ainsi que l'homme prend l'habitude de se satisfaire, faute de mieux et contre son sentiment profond d'un monde hérissé de «défense de...», de limitations et d'interdits, de mesures de répression et de canalisation propres à faire le conformisme des pensées et le conditionnement des comportements. Bref, un monde de l'aliénation ! Au total, les gens ruminent leur hargne intérieurement et se soumettent à un état de choses qui, pour eux, les dépasse. Tout en recherchant et saisissant avec avidité toute occasion de compensation à leur aliénation, de possibilité de défouler leur agressivité sur les autres, d'exercer sur eux un reste de puissance illusoire et de se prouver à soi-même qu'on est encore son maître !

De ce fait, certains iront même jusqu'à affirmer que l'autorité tend à rendre violent. Mais en même temps que l'homme devient bourreau, il devient victime ! La preuve en est que de nos jours, les prisons sont pleines ! La preuve en est également que d'après une expérience menée à l'institut Max Planck de Munich, 85 personnes sur 100 sont prêtes à torturer, voire tuer un des leurs. Ne trouvez-vous pas affolant que deux personnes sur trois, que vous côtoyez, placées dans une situation précise, soient capables de vous tuer ?

Alors, pour soulager sa conscience, l'homme se dit qu'au fond de lui, il est naturellement bon mais que c'est la situation dans laquelle il est placé qui crée cette situation, qui l'incite à devenir violent ! Espérons pour nous qu'il en soit ainsi ! Qu'on se le dise !

Quant à moi, si je devais m'exprimer sincèrement sur le sujet, je trouve tout à fait vrai que nier la responsabilité c'est ne pas soumettre à l'homme la possibilité de répondre. En effet, tant qu'une autorité plane sur la tête des hommes, les derniers pour la plupart se sentent en sécurité, pensent dans un mouvement unanime «rien ne peut m'arriver, quelqu'un veille sur moi !» et alors déclinent toute leur responsabilité à l'autorité, qui elle s'en frotte les mains !

C'est aussi parce que chacun de nous, depuis sa naissance a été conditionné à l'autorité et à sa légitimité ressentie comme naturelle et nécessaire que nous la tolérons inconsciemment, comme par instinct, alors que nous la contestons par raisonnement.

A l'instant de conclure, on pourrait se poser la question suivante : l'éducation «nouvelle», même correspondant aux aspirations et aux besoins actuels de l'humanité parvenue à son point de développement et de maturité, peut-elle faire qu'un monde encore conduit par l'esprit de domination des puissants, par la domination d'un individu sur un autre, d'un peuple sur un autre, d'une partie du continent sur une autre, peut-on espérer qu'un monde où les relations humaines restent soumises à l'argent, à l'ordinateur, à la mitrailleuse, avec la bombe atomique à l'arrière-plan, un tel monde peut-il enfanter une société non autoritaire, libérée de la volonté de puissance de quelques-uns et de la soumission résignée des autres, prouvant sa maîtrise d'elle-même et sa maturité dans la liquidation rationnelle des conflits ?

Il s'agit de changer l'homme ! Il y a deux mille ans que les religions et la philosophie s'y essayent ! Est-il utile, bénéfique pour l'homme que l'éducation se propose de changer si la lucidité conquise ne peut dévoiler l'illusion de sa liberté et si sa responsabilité n'est que la prise en charge de son désespoir ?

Ces questions, ce ne sont pas seulement les sceptiques qui les posent, mais tous les hommes et les femmes de bonne volonté qui sont les artisans de cette nouvelle éducation libératrice et que le sentiment de leur responsabilité angoisse. Qui parmi eux n'a pas ressenti, au soir des journées harassantes, le «à quoi bon ?» et la tentation d'abandonner ? S'il ne l'a pas fait, c'est parce qu'il n'était pas seul, mais uni à d'autres militants qui menaient la même lutte avec le même espoir, parce qu'il se savait un des combattants de cette petite mais éternelle et redoutable armée des artisans du progrès humain, qui avance dans une marche jamais linéaire, faite de sauts en avant et de régressions durables, mais telle que l'humanité ne repart jamais d'aussi loin qu'elle était partie et qu'au total aujourd'hui apparaît plus digne de l'homme qu'hier et prépare des lendemains meilleurs !

«Restons vigilants pour préserver la démocratie car les régimes forts font trop de morts !»

**Mesdemoiselles
Kristel PERIN &
Patricia LEC
Lauréates du Concours
pour la Province de
Liège (Institut Technique
de l'Etat - Huy)**

Thème 2 :

La responsabilité est l'obligation générale de répondre des conséquences de ses actes. La vie et ses événements multiples nous mettent continuellement en face de choix plus ou moins difficiles à faire, ce qui implique pour chacun, une prise de responsabilité. Selon le caractère et l'éducation reçue, les individus assument avec courage les responsabilités ou les rejettent, par crainte ou lâcheté. Ainsi se déterminent trois catégories de personnes : celles qui ont le courage de leurs actes et des éventuelles conséquences ; celles qui agissent et qui refusent d'accepter les conséquences ; enfin, celles qui, par peur des conséquences, refusent d'agir ou obéissent aveuglément aux ordres venus d'en-haut.

Jusqu'à notre époque, la responsabilité a été considérée comme un problème d'éthique mais les grandes découvertes en biologie génétique lui ont donné un nouvel éclairage. C'est ce qui a permis à J. Rostand de déclarer : «Pour sauver la notion de responsabilité individuelle, il faudrait aller, je crois, jusqu'à admettre qu'on soit responsable de ses chromosomes». Il estime donc que châtier est une usurpation de droit si l'on considère que l'homme agit sans choix, sans liberté, déterminé par un message génétique dont il n'est évidemment pas responsable ! Le problème de la responsabilité se pose pour lui, non en terme de morale, mais en terme d'hérédité ; il remet en cause la valeur des jugements de la société.

Cette interprétation nous place devant une importante question : comment savoir ce qui, en chacun de nous, revient à l'inné ou à l'acquis ? Que peut-on entendre par «acquis» ? Les impressions venues du monde extérieur, l'éducation : maternage et scolarité ; les expériences personnelles se soldant par des réussites ou des échecs ; l'imitation de ce que nous pouvons découvrir autour de nous sont des moyens d'acquérir certains types de conduite. A ces modes d'acquisition vient s'ajouter une influence extérieure, voulue, pernicieuse, qui va provoquer des réactions inconscientes de la part des individus. Elle va modifier insensiblement leur comportement et le modeler sur un stéréotype défini à l'avance, dans un but bien précis. Sans être déjà arrivé au Meilleur des Mondes d'Huxley, notre société conditionne néanmoins ses membres dès leur plus tendre enfance. Commencé tôt, le conditionnement s'effectuera en profondeur et de façon irréversible. Notre époque

«vidéo-audio-sono-info» a, pour exercer ce conditionnement, des armes redoutablement efficaces qui prennent très tôt le relais de l'éducation parentale et de la pédagogie scolaire. Ce sont les mass-médias, véhicules de la publicité voire de la propagande.

L'appartenance à un groupe et la conformité à celui-ci est un ressort psychologique savamment exploité et pas uniquement auprès des adolescents. Il semble que le secret du bonheur soit, pour la majorité, de se fondre dans la masse sécurisante. La preuve en est l'évolution de la crédibilité du personnage Hitler et l'adhésion inconditionnelle, dès 1933, de la majorité du peuple allemand à son idéologie. Orchestrée avec soin, la propagande nazie a entraîné des millions d'hommes dans la ronde infernale de l'horreur et du fanatisme.

Pour être efficace, la propagande doit agir sur un homme appartenant à une société de masse ; que cet homme ait un niveau de vie moyen, une culture moyenne et une information normale. Elle rencontre souvent une certaine prédisposition de l'individu et un besoin. Cela se produit, comme dans l'Allemagne hitlérienne, quand les cadres sociaux et idéologiques sont fortement ébranlés et mis en question ; lorsque le corps social demande à l'individu des efforts ou des sacrifices considérables ; lorsque l'individu se sent perdu dans une situation désespérée et incompréhensible. Il se laisse influencer parce que la propagande le valorise en lui affirmant que son adhésion est essentielle, qu'il a un grand prix aux yeux de tel ou tel parti et que tout peut changer s'il adhère à tel mouvement.

La situation de crise : chômage, misère, famine, ... engendrée en Occident par le Krach de Wall Street en 1929, a créé des conditions extrêmement favorables à la poussée du nazisme. Ajoutons à ces techniques l'idée ingénieuse de la séparation des tâches qui permettait à chacun d'obéir aux ordres sans que sa responsabilité ne paraisse engagée. Par exemple, l'extermination des Juifs était organisée en étapes : de l'arrestation individuelle à la mort collective, il y avait tant d'intermédiaires que, à n'importe quel niveau du processus, chacun pouvait prétendre ignorer ce qui se passait avant ou après.

Ainsi, parce qu'ils ont été soumis à la propagande et au partage des tâches, les Allemands ont clamé leur innocence et dégage leur responsabilité. Mais la plupart des psychosociologues estiment que la propagande n'est pas efficace

et que l'on obtient des résultats que sur ceux qui sont déjà convaincus. Dès lors, les crimes de guerre, les actes abominables contre l'humanité, les génocides quels qu'ils soient, impossible à réaliser sans la complicité du peuple, sont commis volontairement par des gens responsables.

Tous ceux qui ont fermé les yeux, qui ont fait taire leurs scrupules, qui ont étouffé leur conscience, qui ont préféré l'obéissance aveugle à l'indépendance d'esprit, ont une part de responsabilité. Comme le disait le président A. Lincoln : «C'est en gardant le silence quand ils devraient protester que les hommes deviennent lâches.

La société est une construction humaine ; aussi devons-nous nous sentir responsables de ses errements au même titre que de ses réussites. Et puisque nous sommes responsables, comment faire pour éviter ces égarements ?

Les points de vue politique et éthique se rejoignent dans ce domaine. Il faudrait, par l'action de l'ONU, s'attaquer aux pouvoirs totalitaires encore en vigueur à notre époque dans certaines régions du monde. La diffusion d'informations objectives et le rappel des leçons de l'histoire tragiques ou réconfortantes, contribueraient à encourager les peuples dans leur combat pour la liberté. Dans le même temps, on accélérerait les campagnes d'alphabétisation car l'instruction est un vecteur de libération. Pour préserver la démocratie, là où elle existe, l'éducation devrait s'efforcer d'insuffler à la nouvelle génération, l'esprit de tolérance, le sens moral, le courage de ses opinions et le respect d'autrui. Ainsi, peut-on espérer qu'un jour, au sein d'une société démocratique, s'épanouira un type d'homme équilibré, conscient que les droits entraînent des devoirs, obéissant de bon gré à l'autorité légale sans abdiquer son esprit critique, assumant ses choix et responsable de son destin.

**Mademoiselle Mireille
VAN BUYNDEREN
Lauréate du Concours
pour la Province du
Brabant (Lycée Emile
Jacqmain - Bruxelles)**

Concours de dissertation 1989

Thème :

«Si considérable que soit le droit, dont une certaine Puissance dispose en tous domaines, si fermement que lui soit reconnu son rôle d'interprète, et du droit humain, et du culte le plus fervent, jamais cependant les sujets ne pourront être empêchés de porter des jugements de tout ordre, à leur gré, ni de ressentir tel ou tel sentiment à «titre individuel»»(B. SPINOZA)

Que pensez-vous à la lumière de cette citation de l'autonomie du sujet, individuel ou collectif, face au pouvoir ? Est-elle possible ? Constitue-t-elle une exigence éthique ? Peut-elle se justifier en Droit ? L'individu est-il le seul siège de la liberté de conscience ou la collectivité peut-elle s'ériger en lieu d'émancipation ?

Qu'en est-il dans le cadre plus particulièrement de la responsabilité et de l'indépendance de l'intellectuel ?

Nous, citoyens, avons-nous le droit de nous affirmer face au pouvoir ? Les hommes ont-ils le droit de penser tout seuls ? Spinoza pose le problème de l'affirmation de l'individualité humaine et réclame pour tous les hommes le droit d'exprimer leur différence ; il affirme qu'aucun régime, quel qu'il soit, ne pourra jamais enlever à l'homme la possibilité de juger ce qu'il voit et d'éprouver des sentiments selon sa complexion propre, c'est-à-dire que chaque être humain éprouvera partout et toujours des préférences, des satisfactions, des indignations... résultant de son individualité en relation avec le monde extérieur (l'individualité étant l'ensemble de caractères le faisant différer des autres). Actuellement, les libertés de pensée et d'expression sont reconnues par les régimes démocratiques ; l'individualité des êtres y étant respectée. Toutefois, Spinoza affirme la nécessité de reconnaître l'individualité sous n'importe quel régime ; épousant les idées de l'auteur, j'essaierai de démontrer que tout état doit admettre que ses citoyens pensent et s'expriment à leur guise suivant leurs droits naturels. Je montrerai le bien-fondé de ces droits dans un contexte démocratique et les conséquences engendrées par la répression dans les états totalitaires ; j'aboutirai au fait que le respect de ces droits est dans l'intérêt même de l'Etat et que la démocratie, système politique défendu par Spinoza,

fonde les états les plus durables car elle respecte le mieux les droits naturels de l'homme.

Comme nous avons accepté la vie en société, nous nous sommes engagés à respecter un certain nombre de lois afin que l'ordre social ne soit pas troublé. Cette acceptation implique automatiquement une aliénation partielle de notre indépendance naturelle : nous sommes tenus de nous comporter de manière à ne pas heurter nos lois. Cette aliénation partielle n'implique cependant pas dans un pays démocratique une aliénation intellectuelle complète : la pensée est inhérente à la nature humaine et pratiquement indissoluble de l'homme. La réflexion est l'acte qui détermine l'existence : «Je pense, donc je suis» (Descartes) et distingue l'homme de l'animal. Elle aide l'homme à se définir lui-même ; sans la pensée, l'homme n'est qu'une machine sans but, une mécanique dépourvue de spiritualité : «L'homme existe d'abord, se rencontre, surgit dans le monde, il se définit après (...). S'il n'est pas définissable, c'est qu'il n'est d'abord rien» (J.-P. Sartre). Or comment l'homme pourrait-il se définir autrement que par sa pensée ? La pensée est nécessaire à l'homme pour prendre ses distances vis-à-vis des autres, pour affirmer son existence, son moi positif. S'il ne pense que par les autres, il vit alors à travers eux et cesse d'exister en tant qu'individu, en tant qu'homme. Il devient le miroir des autres par lâcheté et faiblesse morale, il nie la vie ; celui qui ne pense pas n'est pas. D'autre part, on peut considérer que les droits de pensée et d'expression sont indissolublement liés ; en effet, supprimer l'un équivaut à nier l'autre et vice-versa (par exemple, si l'on supprime le droit à l'expression, la pensée n'a plus de raison d'être). Cette pensée a lieu en fonction de plusieurs choses : l'homme va d'abord penser en fonction de son individualité mais également en fonction des circonstances, du contexte dans lequel il est plongé et notamment en fonction de l'information dont il dispose : l'autonomie intellectuelle n'est vraiment possible qu'en fonction d'une information suffisante. La réflexion peut être complètement faussée si elle se base sur des données fausses ou insuffisantes : pour une réflexion saine, il est donc nécessaire que les médias ne subissent aucune pression de la part des autorités.

Dans le cas où l'information est prodiguée avec un minimum d'objectivité, alors l'autonomie intellectuelle est non seulement possible mais exigible, car indispensable à la réalisation de l'individu. Sa liberté n'est ni un fait, ni une qualité, ni une propriété, elle est l'individu lui-même, elle

lui fait prendre conscience qu'il est un être unique et qu'il doit affirmer cette identité. Dans certains cas, cette affirmation passe malheureusement par la violence et par l'irrespect de l'ordre social. Ce genre de manifestation est particulièrement condamnable en démocratie où chacun peut trouver le moyen de s'exprimer légalement et sans violence. Le terrorisme et ses dérivés sont à juste titre considérés comme des crimes en démocratie, car ils sacrifient des vies humaines à la force d'expression des idées mises en cause. Le terrorisme est basé sur la violence et perd par l'usage de celle-ci une grande partie de sa force de persuasion puisque bon nombre de gens critiquent et refusent d'adhérer à des idées politiques ou religieuses accompagnées d'actes terroristes, les considérant comme peu valables si elles ont besoin d'un tel appui pour s'affirmer. Le terrorisme en démocratie relève de l'irresponsabilité dans la mesure où ses moyens d'expression sont limités à une forme de chantage à la violence sur la société, ce qui ramène les débats idéologiques ou religieux à un vulgaire rapport de force. L'affirmation de l'identité ne doit pas se limiter non plus à une opposition permanente et systématique au pouvoir ou à n'importe quoi d'autre ; cela reviendrait à quitter le conformisme pour tomber dans l'anticonformisme et donc prendre les idées et la pensée des autres comme référence absolue pour les utiliser «à l'envers».

Cette affirmation, pour être efficace et profitable à l'individu, doit consister en une simple prise de recul vis-à-vis du pouvoir, de la société, des autres en général et en une critique positive ou négative venant de notre propre individualité.

De plus, comme l'expression est indissolublement liée à la pensée, l'homme doit pouvoir faire part aux autres de ses conclusions sous peine d'être agité par des sentiments de révolte naturels. Ce problème de diffusion d'idées est plus aigu au niveau des intellectuels dans la mesure où ceux-ci sont souvent les premières victimes de la répression dans les états totalitaires : plus informés, jouissant donc d'une plus grande autonomie intellectuelle, ils se sentent automatiquement responsables et se battent pour remplir leur rôle social, c'est-à-dire le rôle de critiques permanents de la société et du pouvoir établi et de diffuseurs des idées qu'ils tiennent pour justes. Pour Aristote, les intellectuels représentent la classe d'hommes minoritaires seuls susceptibles d'être véritablement heureux, non pas heureux d'un point de vue matériel, heureux d'un bonheur «terre-à-terre»,

mais au sens de l'accomplissement de leur humanité par le développement de leurs facultés intellectives dans les conditions externes requises.

Ce rôle de phare social exige donc l'indépendance intellectuelle la plus complète possible et donc la jouissance des droits élémentaires de pensée et d'expression au même titre que tout autre citoyen.

La constante critique d'intellectuels aide le gouvernement à corriger ses erreurs et ses défauts et à s'assurer plus de solidité dans ses institutions et plus de durabilité. C'est dans leur propre intérêt que les gouvernements démocratiques accordent aux individus les droits de pensée et d'expression ; si un gouvernement se propose de priver l'individu de droits intrinsèquement inaliénables, il pousse du même coup celui-ci à la révolte, ce qui entraîne sa mort à plus ou moins long terme ; violer les droits d'expression ou de pensée revient à faire perdre aux citoyens leur nature humaine, à les dénaturer et à outrager leur dignité, ce qui est inacceptable à long terme et impossible, la surveillance et la répression ne pouvant s'exercer dans un Etat de manière absolue, il y aura toujours possibilité d'organisations révolutionnaires.

Nous avons quotidiennement sous les yeux les conséquences regrettables de la répression dans les Etats totalitaires : tout d'abord une forme de misère morale pour le peuple, de crainte perpétuelle, de malheur et d'isolement, et ensuite l'éclatement de la violence, sous forme de brusques révoltes (cf. révolte militaire portugaise de 1974 contre la dictature), de coups d'état, de complots, d'émeutes (cf. émeutes algériennes et marocaines de 1955), de rébellions (cf. révolte de Budapest en 1956 contre l'autorité russe ; récentes révoltes tibétaines contre le pouvoir chinois), d'attentats terroristes, de grève (1970 : Gdansk, Pologne ; 1980 : grève menée par Lech Walesa), ...

Une autre conséquence qui n'est pas négligeable en matière de politique extérieure est la réprobation, voire l'indignation des autres pays devant des abus, des violations des Droits de l'Homme et leur refus d'entretenir des relations avec ces pays.

Le régime démocratique est en toute logique et raison le plus durable et le plus agréable à la majorité, car il est le plus susceptible de respecter la liberté naturelle des individus. Spinoza le préférerait à tout autre pour cette raison : «celui où règne la vraie paix, l'union des âmes dans la concorde»

(Spinoza) et non un silence obtenu par la force et donc rempli de tensions prêtes à exploser.

L'homme est un siège de conscience individuelle mais la collectivité, si elle peut s'exprimer librement et sans contrainte, peut s'ériger en un siège de conscience. Son but peut alors être une recherche vers une liberté plus grande et une meilleure organisation sociale, toute chose étant perfectible. Dès que c'est l'Etat qui est au service des citoyens et non le contraire, la collectivité peut devenir catalyseur des efforts de tous (qui seraient sans doute demeurés infructueux au niveau individuel), intellectuels et autres, et devenir un lieu d'émancipation intellectuelle.

Il est donc indispensable à l'homme d'être complètement libre de penser et de s'exprimer, et cela dans l'intérêt même de l'Etat, afin qu'il soit durable. Les conséquences d'une répression sont empreintes de violence et par là toujours regrettables.

L'individu doit cependant rester responsable, ne pas outrepasser ses droits et respecter la juste organisation de son état. Il doit pouvoir exprimer ses critiques en toute liberté, les droits de pensée et d'expression faisant partie de l'individualité humaine de manière indissoluble. Plus particulièrement, l'intellectuel doit être dégagé de toute servitude dans la mesure où il influence la masse par la diffusion de ses idées.

BIBLIOGRAPHIE :

- *Le Soir*, «Un siècle d'actualités», 1987.
- *Sylvain Zac, La Morale de Spinoza*, P.U.F., 1959.
- F. Châtelet, *La Philosophie, de Platon à Saint Thomas*, Marabout Université, 1972.
- J-P. Sartre, *L'existentialisme est un humanisme*, Ed. Nagel, 1946.
- Spinoza, *Traité Politique*, 1967 (dans «Oeuvres Complètes», Ed. Ch. Appuhn, Garnier).

**Dissertation collective
de neuf élèves de 6^{ème}
générale - option
histoire - du Collège
Saint-André -
Auvelais. Lauréat
collectif pour la
Province de Namur**

1933, Hitler arrive au pouvoir. Quelques mois plus tard les syndicats sont supprimés, le parti nazi devient le seul représentant de la voix de l'Allemagne, des lois sont promulguées qui excluent une catégorie de population, les Juifs, de la responsabilité civile, une dictature s'installe sous la forme d'un Etat totalitaire où l'individu compte peu au regard des intérêts de l'Etat ; les opposants d'ailleurs sont envoyés dans des camps. La liberté d'expression a disparu.

Cet exemple montre avec force comment l'autonomie du sujet peut disparaître face aux intérêts collectifs. A moins, en effet, d'adhérer à la mystique de la race aryenne, un Allemand n'a rien à dire ni à faire dans son propre pays. Est-il encore un Allemand ?

A l'opposé de cet exemple, de grandes démocraties, depuis deux siècles, ont tenté de définir les droits de l'individu dans l'Etat et d'élaborer des codes qui garantissent ces droits. Quand la presse aux Etats-Unis a la liberté de mener toutes les investigations nécessaires pour faire la clarté sur le scandale du Watergate ou de l'Irangate et de contraindre un Président de la République à démissionner ou à s'expliquer, nous avons le sentiment d'assister au débat démocratique d'une société où les droits du citoyen ne sont pas un vain mot.

Mais qu'est-ce qui fonde ces droits ? Représentent-ils un idéal de l'homme dans certaines sociétés évoluées ou sont-ils une exigence éthique de l'homme, c'est-à-dire un idéal pour toute société ? Voilà un aspect important de la question qui nous est posée.

Et si les droits de l'homme sont un idéal pour tous, les individus seront-ils les porte-parole isolés du droit à l'expression individuelle ou bien exigerons-nous que dans une société donnée les plus évolués d'entre-eux, les intellectuels, exercent un rôle privilégié quant à cette revendication ? Marcherons-nous ensemble ou individuellement vers la conquête des droits de l'homme ?

En 1789, la France révolutionnaire proclamait les droits de l'homme et du citoyen en dehors desquels, laisse entendre le texte, un Etat n'est pas digne de ce nom. Depuis deux cent ans, les droits de l'homme fondent en effet les démocraties contemporaines. La déclaration de l'O.N.U. en 1948 ne fait que les approfondir en les précisant. Indéniablement, l'idée des droits de l'homme, affaire de juristes ou d'idéa-

listes en 1789, est devenue affaire populaire en 1989. Qui, en effet, n'a entendu parler de l'action d'Amnesty International contre la torture ou le droit à l'expression ? Qui n'a pas été sollicité un jour ou l'autre par cette organisation pour apposer sa signature au bas d'un document réclamant la liberté d'un prisonnier politique ? Les droits de l'homme sont devenus, par ailleurs, un axe de réflexion des médias, une sorte de référence en matière d'information sur les pays d'Amérique latine ou d'Afrique ? N'a-t-on pas vu également, il y a quelques semaines, la presse française se mobiliser pour la défense d'un écrivain anglais, Salman Rushdie, menacé d'exécution par le chef d'Etat tyrannique d'un pays totalitaire, l'Ayatollah Khomeyni, pour avoir écrit des «versets sataniques», interprétation romanesque mais inacceptable, pour le chef religieux, de l'histoire de Mahomet ?

Est-ce à dire que la conscience des droits de l'individu face à l'Etat a évolué au cours des siècles ou bien les droits de l'homme sont-ils seulement à la mode ? C'est un vieux débat dont s'est nourrie la philosophie, de Platon à Karl Marx en passant par Spinoza, que celui de la place du citoyen dans l'Etat et des droits de l'individu face à la collectivité.

Selon Platon, l'Etat doit être dirigé par les philosophes qui sont le mieux à même de définir les biens communs et de mettre en oeuvre les mesures nécessaires à ce bien commun.

C'est dans cette ligne de pensée que se situent les princes éclairés du XVIIIème siècle qui voulaient certes le bonheur du peuple mais sans passer par lui. «Tout pour le peuple, rien par le peuple.»

Le fondement de cette politique, au XVIIIème siècle, comme au IVème siècle avant Jésus-Christ n'est autre que la Raison qui justifie l'omnipotence du chef. Et sans doute un chef bien éclairé et soucieux du bien de ses sujets peut-il faire leur bonheur, fût-ce plus ou moins malgré eux. «Notre doctrine c'est le fait» disait Mussolini, signifiant par là que le pragmatisme guidait son action pour le redressement de l'Italie. Et peut-on nier que malgré son absolutisme et le caractère dictatorial de son régime, Mussolini n'ait pas opéré ce redressement ?

La bataille du blé, par exemple, qu'il lance en 1926, n'a-t-elle pas permis en quelques années de produire en

suffisance et d'éviter les importations ? Or, c'est au nom de la Raison que Mussolini agit lui aussi.

Il arrive pourtant quand la Raison se confond avec un mysticisme raciste, qu'elle ouvre la porte à l'horreur. Le régime mis en place par Hitler en 1933 et préparé de longue date par le développement des idées nazies a beau chercher dans la philosophie de Nietzsche, de Gobineau et autres Rosenberg, des fondements rationnels à son action, il ne représente que l'exaltation des plus bas instincts de l'homme et le triomphe du fort sur le faible. D'ailleurs à côté de ses recherches sur la supériorité de la race aryenne, Hitler ne nourrissait pas une très haute idée de l'humanité, conduite selon lui par la peur, l'envie et le désir de paraître, sentiment qu'il a su exploiter au maximum par ses talents d'orateur. Le vrai fondement du nazisme n'est rien d'autre que la folie d'un homme et son ambition démesurée. Et les générations ne seront pas trop nombreuses dans les siècles à venir ni les intellectuels assez déterminés pour dénoncer cette folie et cette ambition : le crime contre l'humanité ne se périmé pas.

«Tout Etat est fondé sur la force» disait Trotsky. Mais, il y a la force et force : celle d'un homme ou d'un parti qui s'impose envers et contre tout, ou celle légitime de la loi. L'Etat selon Max Weber, est «une communauté humaine qui dans les limites d'un territoire déterminé, s'arroge le monopole de la violence légitime physique» et toute loi, dans les régimes les plus démocratiques, est une forme de violence, puisqu'elle «brime» la liberté de l'individu à faire n'importe quoi, puisque ma liberté s'arrête où commence celle des autres, puisque la loi garantit cette limite et en cas d'infraction, réprime mes actes. Cependant, dans une démocratie, la loi est l'expression de la volonté générale. C'est donc de bon gré que les individus cèdent une part de leur autonomie à l'Etat qui garantit l'utilité commune.

«L'individu perd sa liberté naturelle et un droit illimité à tout ce qui le tente et qu'il peut atteindre ; il gagne la liberté civile et la propriété de tout ce qu'il possède», tel est selon Rousseau le fondement du contrat social.

Spinoza lui aussi pense que «l'Etat relève d'un pacte entre les individus fondé sur l'utilité commune». Cependant, il explique dans son traité théologico-politique, que «la fin de l'Etat, n'est pas la domination ni la crainte mais la liberté, c'est-à-dire, la possibilité pour le citoyen de conserver son droit naturel, d'exister et d'agir (...)». Et si l'on demande ce qui fonde pour Spinoza la liberté de l'individu,

il faut répondre ici encore : la Raison. C'est la Raison qui autorise l'individu à s'exprimer dans l'Etat. De même que la Raison fonde le droit de l'Etat à contraindre l'individu en vue de l'utilité commune.

Le droit positif ne supprime pas le droit naturel ; l'homme ne disparaît pas derrière les institutions, sa liberté de «porter des jugements» ou de «ressentir tel ou tel sentiment» reste entière face à la puissance de l'Etat, «si fermement que soit reconnu son rôle d'interprète, et du droit humain, et du culte le plus fervent».

Si Spinoza a raison, il importe aux individus de dénoncer les injustices et les atteintes aux droits de l'homme. Peut-être est-ce un devoir particulier des intellectuels qui, mieux à même de comprendre les enjeux du pouvoir et mieux au fait par leur culture des dérives où conduisent les abus de pouvoir, doivent crier halte à ces abus quand ils les perçoivent.

C'est l'oeuvre des intellectuels également d'entretenir la mémoire collective sur les abus du passé. C'est pourquoi la Fondation Auschwitz remplit un rôle important en nous rappelant qu'une bête dort en nous qui ne demande qu'à se réveiller.

Mais ne vivons-nous pas dans un monde où le goût du scandale compte plus que le désir de vérité ? Et voyons-nous beaucoup de journalistes chercher à éclairer leurs auditeurs sur les causes des événements dont ils exploitent plus volontiers le caractère médiatique, c'est-à-dire, l'effet de scoop ?

Dans l'affaire Rushdie que nous évoquions plus haut, c'est trop souvent les circonstances extérieures de la condamnation de l'écrivain par l'Ayatollah, les manifestations qui l'entourent qui sont évoquées plutôt que la question de fond : un écrivain a-t-il le droit de dire n'importe quoi, n'importe comment ? Une déontologie ne devrait-elle pas imposer le respect de l'engagement philosophique de la personne dont il prétend faire un personnage de roman ? S'il faut défendre le droit à l'expression, faut-il pour autant défendre le droit de n'importe qui à faire n'importe quoi sous prétexte d'expression ? A ce compte là, autant défendre le droit des voyous à défigurer les monuments publics ou le droit des ignorants à dénigrer les oeuvres d'art ? Car on parle beaucoup des droits de l'homme, on parle peu de ses devoirs qui intéressent peu la presse et les médias en général :

Monsieur Xavier

CHARLES

Lauréat du Concours

pour la Province du

Hainaut (Collège Saint-

Stanislas - Mons)

l'exaltation des droits enflamme l'imaginaire, l'affirmation des devoirs nous ramène aux exigences de la raison sociale ; cela ne se vend pas...

Peut-être convient-il, en définitive, de se maintenir dans l'état d'esprit que Camus appelait «l'esprit de révolte», celui qui fait prendre conscience à l'homme de l'historicité des valeurs et donc de leur relativité par rapport à une société donnée où des droits et des devoirs s'imposent à chacun de nous, aussi longtemps qu'on ne prétend pas les sacraliser ? L'homme, selon Camus est celui qui sait dire non à l'Homme, c'est-à-dire, à des valeurs à priori qui s'imposeraient à nous au nom de quelques Raisons que ce soit...

Il n'y a pas de Raison ! Il y a des raisons relatives...

L'homme cultivé, l'intellectuel, n'est-il pas celui qui mieux qu'un autre perçoit la relativité des choses ? Le seul absolu à défendre, le véritable droit de l'homme inaliénable et imprescriptible n'est-ce pas le droit de dire : non ! Ici et maintenant, je ne suis pas d'accord avec vous.

Spinoza a vu clair lorsqu'il affirme que le droit peut être manipulé par le pouvoir et qu'il dispose d'une puissance considérable, mais que cependant, il ne pourrait jamais empêcher l'homme de penser ou d'éprouver des sentiments à titre individuel. En écrivant cela, Spinoza devait vraisemblablement viser l'inquisition.

Le problème n'est donc pas nouveau, il est toujours d'actualité. Dans certains pays, malgré la charte des droits de l'homme, signée par tous les membres de l'ONU, un homme peut encore être poursuivi pour son idéologie. Qu'en est-il de l'autonomie de penser de l'homme dans notre société et du rôle que les intellectuels ont à y jouer ? Le droit permet-il à l'homme d'être lui-même ?

L'homme doit-il subir passivement les lois ou doit-il s'insurger et dénoncer les défauts des institutions et ce en vue de les améliorer ?

L'autonomie de l'homme face au droit est impossible si on comprend ce terme dans le sens d'indépendance totale, simplement parce que l'homme vit en société. En effet, on peut imaginer aisément le chaos si l'homme était totalement libre de ses actes. La législation a justement été créée

pour réglementer droits et devoirs. Ceux-ci sont le fondement de toute société, il faut donc aussi les faire respecter. Socialement donc, mais aussi moralement, une telle autonomie est inacceptable. Car si on laissait l'homme libre d'agir à sa guise, en toutes circonstances, ses instincts primaires reprendraient vite le dessus. Il régresserait donc au stade animal.

Mais, si une autonomie totale est impensable en société, elle est tout à fait applicable au niveau intellectuel. C'est même une exigence éthique. Il est par ailleurs impossible de museler la pensée de l'individu. Toute notre civilisation et notre morale occidentale (et par extension, d'une certaine manière mondiale) ont été fortement influencées par l'humanisme et la religion chrétienne. L'homme est considéré comme un élément primordial de l'univers. Chaque individu est un être unique, doté d'une intelligence qu'il faut respecter. Il faut que l'homme soit lui-même responsable. Il ne doit pas se laisser bercer par le pouvoir, mais il doit agir en vue d'améliorer le système dans lequel il évolue. D'où, danger pour le pouvoir.

Cette vérité est d'autant plus réelle que, de tout temps, le pouvoir a tenté d'annihiler les consciences personnelles et collectives pour les remplacer par celle du groupe au pouvoir. En réduisant l'homme à l'état de pantin, le pouvoir espère avoir main mise sur ses sujets et ainsi, maintenir l'égalité du système au profit de certains «nantis».

C'est actuellement ce qu'essaie de réaliser Ceaucescu en Roumanie : sur-propagande, décapitation des mouvements intellectuels d'opposition et destruction du patrimoine. Le peuple, privé de «leaders», de sa culture et de ses traditions, n'a d'autre alternative que de s'en remettre au parti.

Si le sujet dispose d'une autonomie intellectuelle, celle-ci ne peut toujours se justifier en droit. Cette pensée ne peut se comprendre qu'au sens du droit collectif, car l'intérêt du groupe peut et doit passer avant les intérêts particuliers. Mais, il faut toujours avoir à l'esprit que si le droit a été créé pour défendre la société et les individus, il est cependant engendré par la société et risque à tout moment d'être manipulé par le pouvoir. C'est lui qui crée les lois, qui nomme les juges. Il peut donc les influencer. Le droit ne défendra pas toujours un individu considéré comme gênant par le système.

Ainsi, Socrate, dans sa quête de la sagesse, s'est heurté à la société athénienne. Bien qu'innocent, comment aurait-il pu être acquitté, puisqu'il avait toute la société contre lui et

qu'une partie de celle-ci, élue par les citoyens, faisait office de juge ?

Si la société, par le biais de la justice, peut donc limiter l'indépendance intellectuelle en éliminant les «gêneurs», elle peut également s'ériger en lieu d'émancipation. Un individu normal serait incapable de s'orienter vers le bien sans apport extérieur. L'homme a besoin de l'expérience des autres, des conseils d'êtres plus intelligents pour éclairer son jugement et le faire progresser. Au contraire, un homme sans éducation sociale serait tel un animal, répondant à ses pulsions.

Cependant, l'individu est le seul siège de la liberté de conscience. C'est à lui de choisir en dernier ressort ce qui peut l'aider à s'épanouir parmi tous les enseignements reçus de la société.

Faire progresser l'individu et la société en général vers le bien est par ailleurs la finalité de l'intellectuel. Celui-ci a une très grande responsabilité car il peut influencer en bien ou en mal ses disciples.

Mais, l'intellectuel entraîne le débat. L'intellectuel se doit de critiquer le système car aucun ne peut être parfait : ni le pouvoir arbitraire (bien sûr) ni même nos démocraties, qui ont parfois tendance à penser qu'on peut gérer des hommes comme on le fait avec des objets. «Un intellectuel, c'est quelqu'un dont la simple présence indique que la société fait droit aux droits du débat» (B.H. LEVY). Autorité, légitimité, lois, décrets... les bases de nos institutions doivent être remises en question en vue d'une amélioration.

On comprend donc aisément qu'un pouvoir arbitraire ait tant intérêt à faire taire ses intellectuels. Soljenitsyne?... Goulag... Sakharov ? Goulag. Combien d'autres intellectuels qui, comme eux, avaient entrepris de dénoncer les injustices, les défaillances du système et faire prendre conscience au peuple de l'oppression ont été incarcérés ?

Mais, pour pouvoir débattre, il est indispensable que l'intellectuel soit indépendant de toute entrave, politique ou sociale, qui pourrait influencer sur son jugement. Aragon, qui est resté toute sa vie affilié au P.C.F., ne l'a jamais compris. Comment l'intellectuel pourrait-il voir les failles et les défauts d'un système s'il en est lui-même partie intégrante ?

Concours de dissertation 1990

Cette année le jury a voulu innover. Une cassette vidéo a été envoyée aux établissements scolaires inscrits au Concours avec le texte sur la démocratie lu par le Président du Comité International Auschwitz, le Baron Maurice Goldstein. Ci-après, la transcription de la bande vidéo.

Thème : A propos de la démocratie

Il est, dans la littérature du moyen-âge, un poème qui s'appelle la «complainte Rutebeuf» : ce poème, dans lequel Rutebeuf explique les malheurs qui l'accablent, comporte trois vers qui vont servir d'introduction à ces modestes réflexions.

Ces trois vers sont :

«Que sont mes amis devenus

Que j'avais si près tenus

Et tant aimés ? ...»

Et bien, Rutebeuf me pardonnera si, parodiant ces trois vers, je pose la question «Que sont nos droits de l'homme devenus, que nous avons si près tenus et tant aimés ?...»

Qu'est devenue effectivement aujourd'hui cette conquête que l'on a présentée comme l'enfant, comme le fruit de la pensée des philosophes du XVIIIème siècle, paternité qui -soit dit en passant- appellerait commentaires et rectifications...

Tenter de répondre à cette question en quelques minutes relève évidemment de la gageure, de la mission impossible : c'est qu'en effet pour répondre à cette question, il nous faudrait passer en revue et de manière détaillée le monde entier et que le temps nous fait défaut pour semblable examen minutieux.

Dès lors, je vais tenter de montrer que, pour utiliser une fois encore Rutebeuf, «ce furent droits de l'homme que vent emportera et il ventait devant ma porte : aussi (le vent, il) les emporta».

Nous avons en effet l'habitude de diviser le monde en deux grandes parties : le monde libre -le nôtre, celui où nous vivons, où nous avons la latitude de nous réunir- et l'autre, celui où règnent la dictature, la tyrannie, l'oppression.

Et pour cette seconde partie, le tableau est facile à broser et il n'est guère réjouissant : qu'il me suffise d'évoquer :

- la Chine où, il y a à peine quelques mois, des chars écrasaient sous leurs chenilles et sous leur feu des étudiants dont le seul crime était précisément de revendiquer ces Droits de l'Homme dont nous célébrons la naissance en 1789 ;

- l'Iran de Khomeyni et de ses successeurs où l'on lapide à mort les femmes adultères, où l'on envoie -ou envoyait- à la mort -c'est-à-dire au feu des canons irakiens- des enfants de 11 ou 12 ans munis d'un fusil et d'un aller simple pour le Paradis, où la liberté de pensée, d'opinion, de réunion n'est même pas concevable, où l'on appelle à tuer un écrivain comme Salman Rushdie parce que ses écrits sont blasphématoires ;

- la Roumanie où un peuple entier a tremblé de peur, de froid et de faim sous la poigne d'acier d'un Ceausescu, tyran mégalomane. Actuellement, la peur s'est tue, la révolte a éclaté : la conscience collective a enfin eu raison de tant d'années de dictature, de privation, de répression. Le bain de sang et de larmes subi par la population révoltée laissera longtemps des milliers de familles meurtries et peut-être demain ce pays ne trouvera-t-il son équilibre qu'à l'occasion de nouveaux déchirements, dus à cette absence de tradition démocratique ;

- le Panama où se déclarer opposant politique relevait soit de l'héroïsme, soit de la folie pure, où des milices privées à la solde du pouvoir frappaient à coups de barre de fer, devant les caméras de télévision du monde entier, ceux qui avaient l'audace de se porter candidats aux élections, où l'assassinat politique était monnaie courante ;

- l'Afrique du Sud où la couleur de votre peau décide pour vous du métier que vous exercerez, de l'endroit où vous vivrez et des droits que vous pourrez ou non exercer.

Et ce ne sont là que quelques exemples piqués au hasard entre une multitude d'autres comme le Liban, le Zaïre, la Colombie, l'Angola, le Cambodge, le Vietnam, ou ces régions de l'Afrique ou de l'Asie où la famine, par définition, dénie tous droits aux hommes et aux femmes qui tentent d'y survivre.

Bien, me direz-vous, d'accord : dans ces pays-là, dans ces régions-là, les Droits de l'Homme soit n'existent pas, soit n'existent que de nom.

On peut déplorer l'attitude encore et toujours plus réactionnaire de nombreux gouvernements, qui ne font que peu d'embarras de leur absence totale de légitimité. Pour qui le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'est qu'un vain mot. Qui ne répondent aux appels à la démocratie et à l'ouverture de leurs administrés que par la répression, l'instauration de la loi martiale, l'incitation à la délation...

Mais chez nous, dans notre partie du monde, là tout de même nous connaissons la démocratie.

C'est vrai qu'en Europe occidentale, par exemple en Belgique -même régionalisée- ou en France sans parler des Pays-Bas, du Royaume-Uni ou de la R.F.A., pour utiliser les termes mêmes de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, c'est vrai, dis-je, que :

-le droit de manifester sa pensée et ses opinions, soit par la voie de la presse, soit de toute autre manière, le droit de s'assembler paisiblement, le libre exercice des cultes ne peuvent être interdits».

- c'est vrai ou presque vrai que «tous les hommes sont égaux par la nature et devant la loi».

- c'est vrai encore que «nul ne doit être accusé, arrêté, ni détenu que dans les cas déterminés par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites. Tout citoyen appelé ou saisi par l'autorité de la loi, doit obéir à l'instant».

- c'est vrai aussi que «le droit de propriété est celui qui appartient à tout citoyen, de jouir et de disposer à son gré de ses biens, revenus, du fruit de son travail et de son industrie».

- c'est toujours vrai que «l'instruction est le besoin de tous. La société doit favoriser de tout son pouvoir les progrès de la raison publique et mettre l'instruction à la portée de tous les citoyens».

- c'est vrai que «la Souveraineté réside dans le peuple. Elle est unie et indivisible, imprescriptible et inaliénable».

- c'est vrai enfin que la démocratie est d'avoir un système juridique commun sans tribunaux d'exception ou de juridictions spéciales.

C'est l'apport de la Révolution Française qui a mis en exergue les libertés fondamentales inscrites dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

On fera valoir que la Bill of Rights de 1689 et la Déclaration d'indépendance des colonies anglaises d'Amérique de 1776 avaient préexisté mais le texte de 1789 est plus complet car il aborde la tolérance religieuse et prétend énoncer des principes de portée universelle.

La concrétisation politique et juridique de ces principes est l'installation d'un régime parlementaire reposant sur la séparation des pouvoirs, l'abolition des privilèges et la motivation des jugements. D'autre-part la liberté religieuse fit franchir un pas décisif à la laïcisation de l'Etat et à la séparation des Eglises : les lois sur la sécularisation du mariage, le divorce et la création de l'état civil de septembre 1792 en furent un corollaire. De même, on ne peut comprendre le droit privé sans faire référence au Code civil de 1804 dont la base idéologique était constituée des principes d'égalité et de liberté des individus. Tout cela est vrai et ces principes fondamentaux sont effectivement d'application dans nos démocraties.

Mais une démocratie n'est pas à l'abri de toute tentative de coup d'état.

Aussi élémentaire que cela puisse paraître aux yeux de certains, la maîtrise de l'existence de la démocratie est, sans aucun doute, la richesse la plus précieuse qu'il soit en ce monde, même si une fois acquise, elle est en même temps l'entreprise la plus délicate et la plus difficile qu'il soit à mener à bien.

En prenant comme exemple l'Allemagne à la sortie de la guerre 1914-1918, la fragile République de Weimar, créée le 11 août 1919 allait céder sous le poids des forces militaires et nationalismes et dès 1929 sous la pression du national-socialisme qui exploitait le mécontentement et axait sa propagande nationaliste sur le refus des réparations, la révision du traité de Versailles, la xénophobie, l'antisémitisme, l'opposition au communisme.

Profitant de l'impuissance du régime, Hitler avait mis sur pied une formidable organisation paramilitaire, les S.A.

qui menaient une guerre à la Chancellerie du Reich. On connaît la suite : les lois racistes de Nuremberg en 1935, la Nuit de Cristal en 1938, les camps de concentration d'abord, d'extermination ensuite : Auschwitz et Birkenau, Treblinka, Dachau et bien d'autres.

Aussi combien de temps encore ces hommes qui usent et abusent de leur pouvoir au mépris du bien général, pourraient-ils réprimer, contenir, enfermer des manifestations, des protestations, des révolutions qui chaque jour ça et là se font entendre plus fortes et plus nombreuses ?

En conclusion, sommes-nous certains qu'est vraiment garanti «le droit de manifester sa pensée et ses opinions» quand un film comme «La Dernière Tentation du Christ» de Martin Scorsese provoque des attentats avec morts d'hommes à Paris ?

Pouvons-nous affirmer en toute quiétude et en toute sérénité que, dans notre société, «la liberté est le pouvoir qui appartient à l'homme de faire tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui» quand, par exemple, l'interruption volontaire de grossesse est toujours hors la loi en Belgique et, de toute évidence, le restera encore longtemps, quand des ligues s'organisent aux U.S.A., chez les Insurgeants pour reprendre la terminologie du XVIIIème siècle, pour interdire l'accès aux cliniques où se pratiquent des avortements ?

Sommes-nous tellement sûrs de ce que «les délits des mandataires du peuple et de ses agents ne doivent jamais être impunis, que nul n'a le droit de se prétendre plus inviolable que les autres citoyens» quand on connaît le nombre «d'affaires» auxquelles ont été ou sont mêlés des hommes publics de tous les partis politiques en France et en Belgique, «affaires» restées sans suite ou jamais élucidées, quand les 28 victimes des Tueurs du Brabant Wallon attendent toujours que justice soit faite ?

Croyons-nous enfin sincèrement que «tout homme peut engager ses services, son temps ; mais il ne peut se vendre ni être vendu. Sa personne n'est pas une propriété aliénable. La loi ne reconnaît point de domesticité ; il ne peut exister qu'un engagement de soins et de reconnaissance entre l'homme qui travaille et celui qui l'emploie quand tant, dans notre société occidentale «avancée», sont victimes de ce qu'il est convenu d'appeler «la nouvelle pauvreté», quand certains restent désespérément à la recherche de

**Mademoiselle Valérie
TEITELBAUM**

**Lauréate du Concours
pour la Région de
Bruxelles-Capitale
(Athénée Robert
Catteau - Bruxelles)**

cet emploi, de ce travail qui leur permettra de retrouver une dignité ? ...

Non, je ne suis pas vraiment convaincu que les Droits de l'Homme et du Citoyen soient respectés comme il le faudrait, même chez nous, même par nous et cela parce que ces mêmes droits de l'homme sont fragiles, parce qu'ils constituent une victoire toujours remise en question, parce qu'ils demeurent un héritage fabuleux mais ô combien délicat, fort sensible à ces venins insidieux que sont la peur de l'autre, le goût du pouvoir, l'égoïsme ou, plus simplement encore, l'indifférence et la lâcheté.

C'est ainsi qu'il appartient d'être vigilants chaque jour pour que ce patrimoine extraordinaire légué à l'humanité par la Révolution ne soit pas dilapidé.

Pour conclure de manière positive, laissons la parole à un historien qui, en 1980, préfaçait de manière admirable une fort belle édition de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Il terminait en effet sa préface par les phrases suivantes : «Malgré tout, et il faut le dire hautement, avec ses lacunes et ses illusions, cette charte (la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen) vieille de bientôt deux siècles, constitue un jalon impérissable dans le destin de l'humanité. Elle nous enseigne à tout le moins ces deux vertus fondamentales qui subsisteront comme des guides sûrs quels que soient les contextes politiques et sociaux : la TOLERANCE et le RESPECT D'AUTRUI. L'avenir n'est écrit nulle part, il apparaît morose ou même inquiétant, mais un phénomène nouveau, imprévu, a surgi avec force depuis une dizaine d'années : bien plus au fond qu'en 1789, les droits de l'homme sont brandis comme un levier puissant, mobilisateur d'une jeunesse innombrable. Espérons, soutenons-la, et guidons-la de nos conseils expérimentés car de même qu'en 1789, les choses sont beaucoup moins simples qu'on ne le croit. Et les déceptions donneraient prétexte à un recul qui serait à la mesure des espoirs trompés.»

C'est en suivant ces conseils que nous respecterons et sauverons la démocratie.

L'humanité fit naître la démocratie dans l'Antiquité, et les droits de l'homme en 1789. Mais déjà, des siècles se sont écoulés. Alors qu'a-t-elle bien pu en faire depuis lors, et de par le monde où ils se sont répandus ?

En guise de réponse, nous ne fournissons bien souvent qu'un cliché : celui d'une frontière marquée entre pays, dits «libres» et démocratiques, et ceux des autres, où règnent les plus noires dictatures.

Ces «autres», ce sont la Chine, l'Iran, la Roumanie d'il y a un an, l'Afrique du Sud, ... Et il est vrai que là-bas, «liberté» est un mot tabou que l'on ne prononce qu'au prix de sa vie.

D'autre part, ici : rien de tout cela ! Des exemples ? La liberté de presse, de culte, l'égalité devant la loi, le droit à l'instruction, à la propriété des fruits de son travail, le système démocratique, ... bref, la liberté et la souveraineté du peuple.

Et pourtant... la République de Weimar, gros progrès démocratique pour l'Allemagne, a chuté sous Hitler, cette fameuse liberté du culte, soi-disant garantie pour nous, n'a pas empêché l'incendie d'un certain cinéma par des fanatiques catholiques, ou encore, on ne peut pas dire que nos sociétés qui «préservent les droits de l'homme» et «la nouvelle pauvreté», elle aussi bien de chez nous, ne soient pas contradictoires.

On le voit bien : la démocratie est fragile. La raison en est que là où l'opinion est divisée, imposer la décision de la majorité à tous les autres, ou des plus intolérants aux plus ouverts, est une entrave à leur liberté. L'interdiction collective détruit la liberté individuelle, alors que l'interdit personnel préserve la liberté collective.

C'est pour cette raison, et aussi parce que l'homme peut être égoïste, lâche ou indifférent, et avoir le goût du pouvoir, que la démocratie est le plus beau trésor que nous puissions avoir, mais aussi le plus difficile à garder.

Tout d'abord, ce n'est pas des démocraties en théorie que nous a parlé le conférencier, mais de ce qu'elles sont devenues. Car elles ont changé. Ou plutôt, elles ont évolué

depuis les grands apports de la Révolution Française. Et cette évolution était bien nécessaire, pour qu'une fois le système installé, et l'enthousiasme passé, ses dangers et ses failles puissent paraître au grand jour. Ainsi, le but de la conférence n'était pas seulement de nous en faire l'analyse, mais de nous mettre en garde contre ses erreurs possibles. L'avertissement repose sur des expériences vécues, desquelles il faudra tirer une leçon.

Une démocratie, dans sa conception la plus large, est une société où les droits de l'homme sont respectés... société merveilleuse, mais combien fragile !

Parmi les différents exemples envisagés, j'ai distingué deux séries. La première comporte le dictateur illégal, et aussi le politicien impuni pour ses fraudes ou bavures. Pour l'un, les droits de l'homme n'existent pas, et pour l'autre, l'égalité devant la loi n'est pas respectée. Mais le problème ne vient pas de la démocratie en soi : ils n'en tiennent même pas compte.

Voici, par contre, l'autre série d'exemples. J'ai repris les trois principaux, et l'important est que chacun se déroule au sein d'un système déjà démocratique : trois événements historiques, ou comment la liberté parvient à s'auto-détruire.

Premier exemple : Hitler. Il se retrouve à la tête du pouvoir, avec derrière lui, le support d'une foule déchaînée, comme on n'en avait jamais vu auparavant. Déchaînée en effet, mais surtout travaillée, manipulée, conditionnée. Un vrai travail de maître. Le problème est que des maîtres comme lui, il s'en présentera toujours, et que rien, dans le système démocratique, ne peut s'opposer à leur montée au pouvoir. La majorité gagne. Alors deux choses à dire : tout d'abord, que cette majorité devrait être avertie, instruite, et formée à voir large, avant de pouvoir agir, ensuite que, sans Hitler, la minorité qui, elle, peut-être, voyait large s'est vue -et c'est le moins qu'on puisse dire- «insatisfaite». Comme quoi, la démocratie, qui tient compte de la liberté des plus nombreux ne tient plus compte de celle des autres.

Second exemple : «La dernière tentation du Christ» ou le problème de l'intolérance. C'est évident : entre un homme à l'esprit ouvert et un fanatique, pas de discussion possible ; et plus le premier est tolérant, plus l'autre s'acharne à lui faire entendre «raison», par la force, s'il le faut. Et cette fois, le problème de la démocratie se pose sous une autre forme : dans quelles limites pouvons-nous permettre à

**Monsieur Jeffrey
MALEK-MANSOUR
Lauréat du Concours
pour la Province du
Brabant (Athénée
Robert Catteau-
Bruxelles)**

l'autre de «s'exprimer», surtout si lui ne se plierait à nous pour rien au monde ?

Dernier exemple, plus général : la hiérarchie sociale préétablie. «Préétablie ?» Peut-on répondre ? «Chacun n'a-t-il pas les mêmes chances ?» En théorie, oui. Mais lorsqu'on apprend qu'en Belgique, où tous ont droit à l'instruction, un pour-cent des jeunes qui pratiquent leur service militaire sont analphabètes, l'on se pose des questions quant à leur chance de réussite sociale !

Ainsi, voilà donc la mise en garde : «Démocraties, soyez vigilantes !». On l'a bien vu, la liberté ne peut être totale. Car une obligation, oui, une seule, s'impose, et elle est de taille. Cent pour-cent de droits impliquent cent pour-cent de devoirs, et ces devoirs portent un nom : «respect d'autrui».

On l'a vu aussi : les égoïstes, lâches ou indifférents ne signent le contrat que dans un sens et ne prennent que les droits. Je crois qu'il en existera toujours, et avec eux, à cause d'eux plutôt, les lois. Mais n'en venons pas au pessimisme, d'immenses progrès sont possibles. L'enseignement, et surtout l'éducation, voilà entre autre par où on peut faire passer la tolérance.

J'ai parlé de mise en garde, et d'appel à la prudence pour conserver intactes nos démocraties ; je parle maintenant d'appel à la réflexion, à la raison, et à la sagesse.

En 1789, l'humanité achevait une longue quête. Enfin, l'Homme faisait valoir ses droits dans un texte de portée universelle.

Aujourd'hui, le monde est-il devenu plus humain et plus juste ? Les fameux «Droits de l'Homme» sont-ils respectés ? Sont-ils menacés ? Sont-ils bafoués ?

Rendons-nous d'abord à l'évidence ! De nombreuses dictatures règnent encore sur Terre. C'est en leur nom que des étudiants sont massacrés en Chine, que des femmes adultères sont mutilées en Iran, que des rivaux politiques sont battus ou assassinés au Panama, et qu'encore bien d'autres atrocités sont commises.

Bien-sûr, tout cela n'existe pas dans nos sociétés occidentales. Nous vivons en démocratie parlementaire. Nos

régimes reposent sur la séparation des pouvoirs, sur l'abolition des privilèges, sur la motivation des jugements, et sur la souveraineté inaliénable et indivisible du peuple. Ils ont été apportés par l'application du texte de 1789. Celui-ci accorde la liberté religieuse à l'origine du Code Civil et de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. De plus, il draine des principes universels qui, ici, sont appliqués.

Cependant, l'Histoire a montré la fragilité de nos «Droits de l'Homme». Même aujourd'hui, certains, par leur volonté d'interdiction, entravent la liberté de leurs concitoyens. D'autres, hommes publics, s'arrogent le droit d'arrêter la marche de la justice.

L'heure du bilan a maintenant sonné. L'évidence est là. Sensibles, nos «Droits de l'Homme» doivent être protégés. Leurs ennemis s'appellent goût du pouvoir, lâcheté, indifférence, peur de l'autre, égoïsme. Continuer à vivre dans la tolérance et le respect mutuel implique de rester vigilant.

Mademoiselle

Nathalie MINET

Lauréate du Concours

pour la Province de

Namur (Institut Notre

Dame du Sacré Coeur -

Beauraing)

Ce texte appelle des commentaires. Tout d'abord, on peut voir combien est difficile l'accession pour un peuple à la démocratie et au respect de ses droits fondamentaux. En effet, la plupart des dictateurs d'aujourd'hui étaient hier les meneurs des révolutions qui auraient dû amener joie et bonheur dans leur pays. Bien souvent un arriviste trompe le peuple, leur fait faire la révolution, et s'installe au pouvoir. N'oublions pas qu'en Iran, Khomeiny faisait croire qu'il allait restaurer les droits du peuple, avant d'instaurer la République Islamique. En France, Robespierre fut plus tyrannique que tous les Rois qui l'ont précédé. Parfois, un régime démocratique parvient quand même à s'installer. La menace le guette encore. En Chine, il y avait une république avant la Révolution culturelle. On peut alors se demander comment empêcher un peuple de «se tromper de révolution», comment l'empêcher de se mettre sous la coupe d'un tyran. Il faut lui donner les moyens de réfléchir. Il faut l'instruire. En effet, un bon orateur, un harangueur un peu psychologue peut obtenir beaucoup d'une foule de gens faiblement instruits. D'abord, il y a l'effet de groupe. Opposer, seul, ses idées aux cris d'une foule en délire demande un grand effort. Ensuite, et c'est là qu'intervient l'instruction, il faut avoir des idées à opposer. Il faut pouvoir prendre du recul face aux discours faciles et démagogiques, les mêmes discours qui ont amenés Hitler au pouvoir ! Il faut donner à la population les moyens de critiquer ce qu'on lui dit, lui permettre de comprendre les

conséquences des actes qu'elle pourrait poser. Un grand danger pour la démocratie est la démagogie. Celle-ci propose des solutions arides, mais aux conséquences parfois désastreuses. La tolérance, par contre, demande un effort, elle exige de comprendre l'autre, de réfléchir sur ses motivations. Mais, cette même tolérance sous-tend les droits de l'Homme. Chacun des articles de la déclaration appelle à la tolérance. L'orateur a, malheureusement, bien montré que, même dans nos pays démocratiques où les gens ont reçu une certaine instruction, cette tolérance manque. Il parlait du problème de l'avortement, mais on pourrait aussi citer tous les mouvements racistes qui fleurissent aujourd'hui.

Je conclurai donc et dirai que : pour éviter la chute de nos démocraties respectueuses des droits de l'Homme, il faut absolument apprendre à chacun à regarder les discours démagogiques d'un oeil critique, et à ne pas toujours accepter les solutions de facilité, car, souvent, elles sont superficielles.



En imitant Rutebeuf, le professeur Goldstein s'interroge : «Que sont les droits de l'homme devenus ?» ; ces droits qui sont le fruit de la pensée des grands philosophes du dix-huitième siècle.

Nous pouvons distinguer deux grandes parties dans le monde : le monde libre, le nôtre et le monde où règne l'oppression et la dictature.

Citons quelques exemples : la Chine et ses étudiants écrasés par des tanks parce qu'ils voulaient simplement un peu plus de liberté ; l'Iran où les enfants apprennent à tuer dès leur plus jeune âge et enfin la Roumanie où tout un peuple a connu la dictature d'un Ceausescu. Il ne faut pas non plus oublier l'Apartheid en Afrique du Sud, la Colombie, le Vietnam, ... Dans ces pays, les gouvernements méprisent ou méconnaissent les droits fondamentaux.

Par contre, dans nos sociétés démocratiques, il est vrai que le droit de manifester sa pensée, de s'assembler librement, la liberté de culte, de propriété est bien présent. En démocratie, l'instruction est à la portée de tous et il n'existe qu'un seul système juridique, car les hommes sont égaux devant la loi.

Mais malheureusement, la démocratie n'est pas à l'abri des tentatives de déstabilisation. La démocratie est la richesse la plus précieuse mais aussi la plus fragile. Elle est un défi à relever !

Donnons l'exemple de la montée du nazisme. Hitler avait mis sur pied des sections d'assaut qui ont tout d'abord combattu les partis de gauche, puis Hitler accède à la chancellerie, ensuite apparurent les lois racistes de Nuremberg et enfin, il y eut les terribles camps de concentration puis d'extermination.

Mais actuellement, sommes-nous certains qu'est vraiment garantie la possibilité d'exprimer nos opinions alors qu'un film comme «La dernière tentation du Christ» a provoqué un attentat meurtrier ?

On peut également citer l'exemple d'une justice à deux visages lorsque des hommes politiques sont mêlés à des affaires restées sans suite, pensons aux tueries du Brabant Wallon avec ses vingt-huit victimes. Comment peut-on admettre dans une «société occidentale avancée» le nombre croissant de nouveaux pauvres qui recherchent simplement la dignité ?

Et oui, même chez nous, les droits de l'homme ne sont pas respectés comme ils devraient l'être. Nous devons rester vigilants pour que la peur de l'autre, l'égoïsme, le goût du pouvoir ou l'indifférence ne détruisent pas cet héritage fabuleux mais tellement délicat qu'est la démocratie et pour mieux atteindre ce tout, nous devons être tolérants et respecter chacun quel que soit le contexte politique ou social.

La majorité des Etats modernes qui se veulent démocratiques acceptent la liberté d'expression selon la diversité des opinions de chacun.

Aussi, de ce fait, les droits de l'homme face au pouvoir de l'Etat forment un ensemble de libertés dont disposent les individus. Mais, il serait bon de préciser que selon les pays, la manière de concevoir ces droits peut différer. Cependant, où que ce soit, on ne peut nier une vérité commune à tous : l'affirmation de l'égalité entre les individus et l'existence de droits inaliénables attachés à la personne humaine. Et c'est à ceux qui dirigent le pays de garantir à chacun le respect de ces droits.

Cette garantie relève d'une exigence morale et juridique, mais l'histoire, comme celle du nazisme, met l'accent sur des

«réalités politiques» qui prennent trop souvent le dessus sur la morale.

De nos jours, devant le danger d'une menace extérieure (exemple : l'immigration) ou d'une menace intérieure (en Belgique, les querelles linguistiques), de nombreux dirigeants renvoient ces deux notions de morale et de justice au second plan. Nous condamnons l'apartheid en Afrique du Sud et pourtant chez nous où cette notion fondamentale d'égalité de race semble aller de soi, des situations particulières amènent à se poser des questions : les immigrés restent privés pour autant qu'on les accepte, de certains droits comme celui du vote : pourtant un enfant d'immigré qui naît en Belgique a le même droit, dès sa naissance qu'un enfant belge.

Ce maintien d'une catégorie de la population dans un statut d'infériorité constitue une «entorse» à la démocratie car elle encourage au racisme.

De plus, à cause du chômage croissant, des situations de pauvreté ou de précarité se multiplient et marquent une marginalisation dégradante parce qu'elle prive l'homme de ses droits économiques et sociaux.

Il est incontestable que des droits acquis par et pour l'homme sont un patrimoine inestimable. Mais les droits de l'homme restent une longue histoire inachevée car sans cesse se posent de nouveaux problèmes : l'intolérance, la drogue, l'exploitation sexuelle, les ventes d'armes aux pays en guerre, la peine de mort, car dans certains pays, c'est une véritable méthode de gouvernement afin de réduire l'opposition à néant (la Chine). La torture, quant à elle, dans n'importe quel cas est inacceptable et pourtant la presse ne parle que trop souvent d'enfants martyrisés.

Je pense donc qu'il est impératif de s'informer et de faire attention pour que l'ignorance, l'indifférence ou l'égoïsme ne ferment pas nos yeux face à tous ces problèmes qui nous concernent tous.

La démocratie n'est pas possible sans le respect des droits de l'homme. La démocratie est fragile ; il faut en prendre soin ; c'est un défi que nous sommes appelés à relever mais pour atteindre ce but, il n'y a qu'une solution : le respect et l'acceptation de l'autre tel qu'il est, avec ses différences qui ne sont ni une menace, ni un danger, mais bel et bien de nouvelles richesses qui s'offrent à nous.

Mademoiselle

Véronique RIVIERE

Lauréate du Concours

pour la Province du

Hainaut (Athénée Royal

d'Enghien)

Les droits de l'homme, fruit de la pensée des philosophes du XVIIIème siècle, sont-ils vraiment respectés ?

Aujourd'hui on a pris l'habitude de diviser le monde en deux grandes parties : celle où règnent la dictature, la tyrannie, l'oppression et la nôtre.

Dans le premier cas, nous rencontrons des exemples quotidiennement : l'écrasement du «printemps de Pékin», l'exécution des femmes adultères, l'envoi d'enfants à la guerre, l'interdiction des libertés élémentaires en Iran ; le Panama, où les assassinats politiques sont courants. Même où le peuple vainc sa peur et se révolte, l'absence de tradition démocratique constitue un frein aux droits de l'homme.

Dans toutes les régions citées et dans bien d'autres encore, les droits de l'homme sont inexistantes ; les peuples n'ont pas le droit de disposer d'eux-mêmes, toute révolte est écrasée par une répression sanglante, la délation est favorisée ce qui a comme conséquence la neutralisation de toute opposition naissante.

Chez nous, la démocratie semble profondément ancrée : nous disposons de toutes les libertés qui n'entravent pas celle des autres. Certains principes comme le besoin d'instruction ou la souveraineté du peuple semblent acquis à jamais. Tous ces droits ont été obtenus d'abord dans la «Bill of Rights» en Angleterre, puis dans la déclaration d'indépendance des Etats-Unis en 1766 et enfin, dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de la Révolution Française de 1789 qui est plus complète que les deux autres déclarations car ses principes sont de portée universelle et elle instaure la tolérance religieuse qui aboutira à la laïcisation de l'Etat. Cette déclaration est basée sur la séparation des pouvoirs, l'abolition des privilèges. La constitution de 1804 a une base idéologique encore plus complète.

Si la démocratie peut paraître solidement ancrée, elle n'est cependant pas à l'abri de coups d'Etat ou autres. La maîtrise de la démocratie acquise est en effet délicate. Ainsi, l'Allemagne des années '20 vit la montée du national-socialisme qui était basé sur le mécontentement, le refus du Traité de Versailles et de ses réparations, la xénophobie et l'antisémitisme. La réussite du mouvement fut accrue par la faiblesse du régime de Weimar. En 33, Hitler entre à la Chancellerie et installe peu après la dictature. De nos jours, les dirigeants abusent de leur pouvoir et aussi de l'immunité parlementaire par exemple. Le droit d'expres-

sion est parfois bafoué comme avec «La dernière tentation du Christ» de Martin Scorcese pendant la projection duquel un attentat causa la mort d'un homme à Paris. La volonté d'une grande minorité devient une entrave à celle de la majorité. Il faut alors veiller à ce que chacun bénéficie d'une certaine liberté : ainsi cette liberté ne sera pas une entrave à ceux qui veulent se soumettre à l'interdiction de cette liberté. Certaines «affaires» sont restées sans suite comme celle des tueurs du Brabant Wallon.

En conclusion, même chez nous, les droits de l'homme ne sont pas tout à fait respectés : ils sont un héritage délicat qui peut être dilapidé par la peur de l'autre, le goût du pouvoir, l'égoïsme, la lâcheté ou l'indifférence.

S'il est vrai que les droits de l'homme ne sont pas toujours respectés, et sans être trop optimiste, les événements de fin 1989 ont quand même révolutionné la face du monde : les pays les moins démocratiques tentent d'améliorer leur image de marque car les dirigeants ont peur de subir le même sort que les époux Ceausescu. Par exemple, le Zaïre, en pleine crise économique et lâché par le F.M.I. a entamé de timides réformes politiques. Mobutu promet la séparation des trois pouvoirs et le pluralisme des partis politiques. L'indépendance enfin accordée par l'Afrique du Sud à la Namibie et l'organisation d'élections libres laissent entrevoir un timide espoir de démocratisation. De même, la libération de Nelson Mandela et la levée de certains principes de l'apartheid améliorent la situation bien que celle-ci reste préoccupante : les Noirs n'ont toujours pas le droit de vote, les classes d'enfants Noirs sont surpeuplées (80 élèves pour un seul professeur) alors que les Blancs bénéficient des meilleurs professeurs et de classes peu nombreuses. Cependant, le développement de l'économie passe par la démocratie du régime. Le nombre de régimes marxistes purs et durs a considérablement diminué. En étant obligé de retirer ses troupes d'Afghanistan, Gorbatchev, menacé dans sa fonction présidentielle, a aussi dû lâcher la pression dans les satellites de l'Est. Seules l'Albanie, la Corée du Nord, Cuba et la Chine s'entêtent encore dans la voie de l'obscurantisme. Du côté des régimes de droite, la situation s'est aussi améliorée : Pinochet a été écarté du pouvoir, de même que le Chef du Paraguay ; presque tous les Etats d'Amérique du Sud sont ainsi devenus plus démocratiques. Par contre, en Allemagne de l'Est, le danger d'une montée du mouvement néo-nazi est à craindre. Les peuples n'ayant

**Monsieur Philippe
HUBERT
Lauréat du Concours
pour la Province de
Liège (Athénée Royal
de Düren)**

pas de tradition démocratique ont en effet tendance à réagir de façon excessive.

D'autre part, dans notre monde de tradition démocratique, le putsch des colonels en Grèce a prouvé, il n'y a pas si longtemps que ça, que la démocratie est un système fragile qui peut être renversé à tout moment. Le problème de la démocratie est qu'il est permissif : il permet aux extrémistes de s'exprimer. Ceux-ci, comme Faurisson par exemple, peuvent utiliser des sophismes pour duper les gens. Au fur et à mesure que les témoins disparaissent, son hypothèse devient plus crédible alors que si elle avait été émise juste après la Seconde Guerre mondiale, elle aurait provoqué un tollé général. La seule solution pour éviter ces sophismes est d'éduquer les jeunes, de leur montrer des documents télévisés, des preuves. En Belgique, la découverte d'affaires louches impliquant la sûreté, la police n'ont pu être totalement étouffées grâce aux médias. Cependant, il est assez significatif de remarquer que si l'affaire des CCC a été rapidement résolue, l'affaire des tueurs du Brabant Wallon n'est toujours pas élucidée : les expertises balistiques se sont succédées à un rythme effrayant, de nombreuses pistes ont été écartées, à tort bien entendu.

En conclusion, la situation dans les pays non démocratiques s'est légèrement améliorée cette année. Cependant, une poussée de l'extrême droite est à craindre dans peu de temps. En Belgique, malgré les abus de pouvoirs et les affaires louches, la démocratie est tout de même plus ou moins assurée et il ne serait quand même pas facile de la transformer en dictature car la population a trop été habituée à bénéficier de libertés qu'elle n'aurait plus.

Il y a 45 ans, les alliés mettaient un terme à la barbare tyrannie nazie réinstaurant par là la liberté et la Démocratie qui depuis cinq ans étaient foulées aux pieds. Quelle meilleure occasion pour rappeler l'incalculable valeur ainsi que la fragilité des droits de l'homme. Ces droits qui issus du cerveau raisonnable des Lumières du XVIIIème siècle furent propagés par la Révolution Française. Aujourd'hui, on divise de manière quelque peu simpliste le monde en deux blocs : le premier, le nôtre étant considéré comme celui du droit et de la liberté et le second comme celui de la tyrannie et de l'arbitraire.

Il est vrai que dans cette partie du monde, les exemples d'iniquité ne manquent pas : qu'il s'agisse de la sanglante répression de la «contre révolution» chinoise, de l'intolérance fanatique de certains pays islamiques, de la «Monarchie populaire» de Ceausescu, avide de destruction, des fraudes électorales panaméennes ou encore de l'apartheid sud africain ; la liste étant encore fort longue.

Face à ces pays que tout le monde s'accorde pour dénoncer et critiquer leur absolutisme, nous apposons nos démocraties occidentales dont nous sommes si fiers. En effet, il est indéniable que nous jouissons de nombreuses libertés fondamentales. Nous sommes tous libres, égaux, protégés de toutes arrestations arbitraires, nous possédons la liberté de presse, de paroles, de pensées, de cultes, ce qui engendre la laïcisation de l'Etat et nous protège du fanatisme, nous possédons donc probablement actuellement le moins imparfait de tous les régimes à ce jour connus.

Cependant, sommes-nous pour cela assurés d'une liberté éternelle et la tentative de déstabilisation que nous constatons actuellement ne risque-t-elle pas d'engloutir une fois de plus ce trésor si durement gagné par le sang de nos pères ?

Il est, aujourd'hui, indéniable que la démocratie est encore loin d'être la règle générale et que dans beaucoup d'endroit les libertés sont fortement limitées voire même inexistantes. Les exemples donnés dans le film d'introduction sont éloquents et ne sont qu'un faible échantillon des injustices qui encore de nos jours submergent le Monde. Un simple coup d'oeil sur un rapport d'Amnesty International le prouve, les pays respectueux des droits de l'homme sont les exceptions.

Et pourtant, aujourd'hui, beaucoup de personnes n'y prêtent plus guère attention, la plupart, sûrs de leurs libertés, sont lassés de ce genre de nouvelles et ne se préoccupent que de leurs petits problèmes quotidiens. Ils préfèrent fuir dans le divertissement ces vérités si pénibles à apprendre. Certains même, optimistes convaincus prétendent même que la démocratie gagne de plus en plus de terrain et que ces derniers temps, l'injustice est en nette régression.

Il est vrai que les changements incroyables survenus en moins d'une année peuvent amener à un certain optimisme.

Les renversements, pour la plupart sans violence, des régimes totalitaires de l'Est et leur remplacement par des régimes de type démocratique, la chute du mur de Berlin, la

glasnost et la pérestroïka en U.R.S.S., la tendance générale au désarmement en Afrique, l'ouverture du Zaïre au multipartisme ainsi que la libération de Nelson Mandela dans le cadre de l'adoucissement du régime d'apartheid, ... tout cela peut nous faire voir l'avenir avec plus de confiance en la destinée de l'homme.

Cependant, pouvons-nous pour cela baisser notre garde et cesser de nous préoccuper de ce problème laissant agir le temps ? Non ! En effet, la disparition des problèmes cités précédemment fait naître cent autres dangers.

Prenons l'exemple le plus frappant : celui des pays de l'Est. certes, le communisme aigri et arbitraire est tombé, mais que voyons-nous apparaître ? La montée de l'extrémisme, des manifestations d'extrême-droite et des néo-nazis font leur réapparition, les nationalismes sont exacerbés et entraînent le fanatisme, l'intolérance, le racisme et l'antisémitisme. A peine libérées de la tyrannie, les populations se sont ruées sur les minorités cherchant à les anéantir. La religion, parfois opprimée par les anciens régimes, se redresse aujourd'hui et loin de prêcher la tolérance, elle reprend le flambeau de la dictature et déchire le fanatisme.

Prenons un autre exemple : celui du Mur de Berlin qui depuis peu s'effrite de plus en plus. Certes, il est loin de voir fondre les deux blocs et d'espérer la réunion de l'Europe. Mais, nous sommes bien placés pour le constater ici en R.F.A., l'orgueil nationaliste allemand remonte et qui nous prouve alors qu'il y a cinquante ans exactement l'Allemagne violait pour la seconde fois notre sol neutre cherchant à imposer son infâme idéologie, qui nous prouve donc que l'Allemagne réunifiée ne sera pas reprise par ces désirs d'expression ? Un seul homme suffirait peut-être à faire rebasculer tout un peuple dans une haine fanatique. Certes, les circonstances ont changé mais pouvons-nous regarder sans défiance la race qui par deux fois est venue massacrer nos parents, nos ancêtres innocents. Non ! Le fascisme et le nazisme ne sont pas morts, l'extrême droite opère une remontée fulgurante propageant des idées racistes et antisémites. Non, l'homme n'a pas compris les leçons de l'Histoire. Il les ignore et se condamne peut-être à revivre ces funestes événements.

A côté de ce triste constat de l'étranger, penchons-nous un instant sur le cas de notre propre pays que nous considérons comme un modèle. Certes, nous l'avons vu, les libertés

y sont bien respectées mais ce serait faire preuve d'une grande naïveté que de croire que tout y est pour le mieux.

On nous dit que la liberté de presse est garantie mais alors que penser des interdictions préventives faites contre certaines émissions télévisées ainsi que des perquisitions effectuées chez certains journalistes suspectés de détenir des informations ?

On nous dit que l'individu est protégé de l'arrestation arbitraire mais alors que faut-il penser de la manière avec laquelle fut traité l'épineux dossier des tueries du Brabant Wallon ? Comment peut-on arrêter et emprisonner pour des durées interminables des suspects qui bien que n'étant pas «tout blanc» ne méritaient pas un tel traitement destiné uniquement à brouiller les pistes et à tenir cachées des vérités trop graves, préservant ainsi les intérêts de certaines personnes hautes placées ?

On nous dit que tout le pouvoir émane de la nation et que le peuple fait les lois par l'intermédiaire de ses représentants ; alors comment comprendre que le chef de l'Etat recourt à des pratiques indignes d'un monarque qui toujours doit être un exemple pour le peuple, pour contourner le vote d'une loi issue du vote de la nation ?

A côté de ces faits saillants d'actualité, nous constatons tous les jours que l'égalité qui pourtant devrait être un des piliers de la démocratie est loin d'être respectée. Les exemples illustrant ce cas sont légions car il faudrait être aveugle pour ne pas constater la misère et les injustices qui nous entourent.

Non, même notre pays n'est pas une démocratie parfaite et les droits de l'homme n'y sont pas toujours respectés. Ceci constaté, il ne faut pas beaucoup réfléchir pour constater la fragilité d'un tel régime pourtant si difficile à instaurer.

Peu de choses suffirait à nous faire replonger dans la dictature, la démocratie est donc un bien d'autant plus précieux qu'il est délicat et susceptible de disparaître à tout moment.

Pour le maintenir, le citoyen doit lutter sans cesse pour elle et entretenir l'héritage que ses frères ont acquis de leur sang. Pour cela, il ne doit pas se contenter de jouir de ses droits mais sans cesse veiller à bien accomplir ses devoirs, restant toujours en éveil, prêt à défendre ses acquis car comme le disait Jaubert : «Il faut que les hommes soient les esclaves du devoir ou les esclaves de la force».

**Mademoiselle
Delphine TILMANT
Lauréate du Concours
pour la Province de
Namur (Institut Notre-
Dame du Sacré Coeur
de Beauraing)**

Concours de dissertation 1991

Thème : *Le Civisme*

Le civisme désigne nos devoirs et nos droits en tant que citoyens. Il faut le reconsidérer régulièrement, car ce n'est pas une notion stable : elle change, grandit et s'adapte aux circonstances. Nous, les jeunes, nous n'avons bien souvent qu'une idée vague du civisme.

Ce sujet est très vaste et je n'en envisagerai que quelques aspects : comment assurer la sécurité en matière d'emploi, quels sont nos devoirs de citoyens et comment devons-nous défendre la démocratie ?

Chaque citoyen possède des droits fondamentaux et chacun de nous doit veiller à ce qu'ils soient respectés au mieux.

L'exercice d'un emploi n'est-il pas un de ces droits ? Aujourd'hui, chez nous, comme dans bien d'autres pays d'ailleurs, un grave problème est apparu : celui de la nouvelle pauvreté. On a peine à se rendre compte qu'aujourd'hui, en Belgique, des citoyens pareils à nous, vivent dans des conditions misérables, sans travail et souvent même sans abri. En quoi consiste le civisme dans ce cas précis ? Je pense que ce serait un grand progrès d'inscrire de nouveaux droits dans la loi et qu'il serait tout à fait normal que chaque personne bénéficie de possibilités accrues au niveau de l'emploi. Je n'ignore pas que d'énormes progrès ont été réalisés dans ce domaine grâce au minimex, mais il faut continuer à progresser, l'évolution de la démocratie est à ce prix. Il ne faut cependant pas oublier que tout citoyen possède non seulement des droits, mais aussi des devoirs. Ainsi, dès l'âge de 18 ans, nous sommes tous appelés à voter. Mais nous avons bien d'autres devoirs envers notre pays et envers les autres. Malheureusement, je pense que les jeunes sont trop peu informés. Alors pour nous éclairer, ne serait-il pas intéressant de créer un cours de civisme dans nos écoles ? Dans ce cours, il serait bon d'introduire ces quelques thèmes : les devoirs de chacun envers lui-même et les autres, le travail rémunéré, la propriété, la sécurité, la liberté, la tolérance et la compréhension entre les cultures. Ainsi, nous pourrions mieux assumer notre rôle de jeune citoyen car aujourd'hui, nous ne nous rendons pas assez compte de l'importance de notre participation à la construction de la société de demain.

Mademoiselle

Christine DALIER

Lauréate du Concours

pour la Province de

Luxembourg (Institut

d'Enseignement

Technique de l'Etat -

Izel-Sur-Semois)

Pour terminer, j'ai choisi d'évoquer la défense de la démocratie. Il est vrai que c'est un régime pour lequel il faut sans arrêt se battre puisqu'il est fondé essentiellement sur la liberté. L'institution démocratique s'appuie sur une confiance profonde dans la capacité de tous les citoyens à se gouverner eux-mêmes et leur donne entre autres la liberté de parole.

Malheureusement, dans notre pays, la démocratie est encore trop souvent desservie par des politiciens, des affairistes et autres, beaucoup plus préoccupés par leur profit personnel que par le mieux-être de leurs concitoyens.

Serait-il alors utopique de penser que toute décision socio-politique importante devrait faire l'objet d'un débat où chaque citoyen pourrait exprimer son avis par l'intermédiaire d'un référendum ? A ce moment-là, le jeu démocratique fonctionnerait sans doute mieux.

Le sujet est vaste et aussi très important. C'est à nous, les jeunes, de construire le monde et le civisme de demain. Nous portons en nous le ferment pour construire une société dans laquelle il fera bon vivre. Pour réaliser cette mission, il nous faudrait être plus informés et surtout prendre part plus intensément à notre vie de citoyen en accomplissant nos devoirs, mais aussi en valorisant tous les droits qui nous sont octroyés.

Avant de se lancer dans de longues considérations, il serait bon de cerner le civisme, c'est-à-dire le dévouement envers la collectivité, l'Etat et de le différencier du patriotisme, plus sentimental qui recouvre l'amour de la patrie et du nationalisme, plus idéologique doctrine exaltant l'idée de patrie ou de nation. Au sens large, le civisme est la priorité donnée par le citoyen aux intérêts de la nation, c'est-à-dire une communauté humaine, installée sur un même territoire et qui possède une unité historique, linguistique, culturelle, économique plus ou moins forte. C'est ainsi que nous pouvons parler de nation belge depuis la révolution de 1830.

A la notion de nation, beaucoup trop vaste, nous préférons celle d'Etat. Celui-ci est doté d'institutions, ce qui définit l'organisation de la société nationale. Afin d'éviter la majorité des conflits au sein de la nation, des citoyens se conforment à un pacte tacite, équilibrant droits et devoirs afin

d'organiser le pays au mieux. C'est le système qu'invoque Rousseau dans «*Le contrat social*». Lorsque la propriété n'existait pas, nul besoin de légiférer afin de gérer les relations humaines. Mais dès son apparition, les lois durent être introduites. A partir de ce moment-là, certains ont été reconnus aptes à établir ces lois, à les faire appliquer et à déterminer les sanctions lors des infractions.

Cependant, ce phénomène introduit des cas de conscience : où s'arrêtent les obligations du citoyen face à la loi et celles de l'Etat vis-à-vis du citoyen ? Les réponses à ces questions varient d'une personne à l'autre.

Autre cas de conscience : qu'advierait-il si l'Etat outrepassait ses pouvoirs ? Si la démocratie se dirigeait pas à pas vers la dictature ? La question pourrait se poser si l'ensemble des citoyens ne respectait pas ses devoirs envers l'Etat, s'ils ne votaient plus, ne choisissaient plus leurs représentants.

Si le citoyen se doit d'obéir aux lois, comment doit-il réagir cependant s'il pense que la loi est mauvaise ? Lorsqu'un père estime que sa femme n'élève pas leur enfant convenablement et que le juge lui refuse le droit de garde, quelle sera sa position ? Obéira-t-il à la loi ou essaiera-t-il de récupérer son enfant même si le moyen est illégal ?

Lorsque la Belgique a été sous l'occupation allemande, de 1940 à 1944, le Belge devait-il obéir à l'autorité de l'envahisseur ou résister ? Considérons l'hypothèse que les Belges résistaient tous aux Allemands et que ces derniers sortaient vainqueurs de la guerre. L'occupation illégitime serait devenue de ce fait légitime. Dans ce cas, le citoyen belge aurait-il dû se plier aux lois allemandes, à plus forte raison s'il les jugeait bonnes, ou aurait-il dû refuser malgré tout de les appliquer ? Aurait-il dû s'opposer au pouvoir ou s'y soustraire ?

Chacun peut un jour être confronté à des hypothèses de ce genre et réagir différemment selon ses convictions, son caractère. Certains se battront, et d'autres s'avoueront vaincus d'avance. De toute manière, avant d'agir, il faut mesurer l'ampleur de ses actes et éviter de précipiter des personnes dans le malheur.

Peut-être le civisme s'oppose-t-il parfois au bonheur de l'homme... L'amour de la patrie justifie-t-il les trains de jeunes gens que l'on emmène vers la boucherie barbare

**Mademoiselle France
DELOBBE
Lauréate du Concours
pour la Province du
Hainaut (Athénée Royal
d'Enghien)**

qu'est la guerre ? Est-ce que le sens civique ne devrait pas s'arrêter là où commence le malheur de l'homme ?

Le civisme. Ce mot vient du latin «civis», le citoyen, l'homme de la cité. Le civisme serait alors le simple fait d'exister, d'être dans une société organisée ? Non, c'est bien plus que cela. Le civisme, c'est mettre tout en oeuvre pour que la somme de nos individualités forme un ensemble cohérent, un Etat ouvert et offert à tous, destiné à la progression et à la pérennité d'un peuple tout entier.

Mais pour que cette communauté fonctionne, chaque citoyen doit faire preuve de civisme à tous les niveaux. Si le civisme, c'est céder sa place à une femme âgée ou enceinte dans les transports en commun, c'est aussi accepter d'être assesseur lors des élections, c'est aussi témoigner au cours d'un procès malgré les désagréments que cela pourrait entraîner ; c'est encore payer honnêtement ses impôts même si la tentation est forte et la fraude aisée. C'est voter sérieusement en réfléchissant à la portée de notre acte au lieu de rendre un bulletin orné de motifs floraux du plus bel effet mais sans aucune utilité pour l'Etat...

En lisant ces exemples, on pourrait croire qu'il s'agit là d'une notion très naïve ! Le «bon citoyen» serait-il le plus bel idiot de la création ?

Nous considérons le civisme à travers le prisme tronqué de notre égoïsme, de notre individualisme exacerbé. Notre sens civique s'est émoussé parce que nous sommes habitués à ce que l'Etat nous donne tout sans que nous devions, nous, faire un effort pour obtenir ces avantages.

Cependant les nations qui luttent pour acquérir leur liberté ou qui se sont récemment émancipées savent bien que le civisme est essentiel et que ce n'est pas une idée obsolète, une image fanée héritée de grands-parents trop exaltés. Voyez ces apatrides qui eux savent que sans le civisme, ils n'obtiendront pas ce que nous avons déjà, c'est-à-dire un Etat, des institutions telles que des services sociaux, une justice libre et impartiale...

Ces nations, ces peuples nous démontrent que la notion de civisme n'est pas dépassée et qu'elle est la meilleure pour l'«émergence», la sauvegarde ou la pérennité d'un Etat libre et démocratique.

Concours de dissertation 1992

Comme pour le Concours de 1990, cette année le Jury a également envoyé aux établissements scolaires inscrits une cassette vidéo, avec un texte sur la question du nationalisme lu par le Président de la Fondation Auschwitz, le Baron Paul Halter. Ci-après, le texte de la bande vidéo.

Thème :

«Libération par les nationalismes ? L'an 2000 : Où allons-nous ? Que voulez-vous ?»

Depuis quelques années, le paysage géopolitique de l'Europe se trouve bouleversé de fond en comble. La dislocation des anciens équilibres modifie et déstabilise les rapports mondiaux. De vastes Etats, hier encore de grandes puissances, s'effondrent avec fracas et volent en éclats. Sur leurs ruines se développent et s'amplifient des mouvements et des revendications d'autonomie et d'indépendance : Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Croatie, Serbie, Géorgie, Monténégro, Bosnie, Slovénie, Ukraine, etc...

Parmi les nombreux facteurs qui ont causé et précipité ce processus général de dislocation, on peut en distinguer un qui occupe la une de l'actualité : les revendications nationalistes. C'est là certes une question déjà fort ancienne, mais qui revêt aujourd'hui une acuité nouvelle. Aussi, s'interroger sur la nation et les mouvements qu'elle peut faire naître, c'est s'interroger aussi bien sur notre passé que sur notre présent et notre avenir. Mais, afin de mieux comprendre l'actualité, l'histoire peut-elle nous apprendre quelque chose à ce sujet ?

Depuis deux siècles déjà, le nationalisme secoue l'ensemble des conceptions politiques occidentales. Particulièrement complexe, la question nationale ne se laisse pas définir facilement. Pour la fonder, on se réfère tour à tour à l'histoire, à la politique, à l'émancipation des peuples, au Droit, à la langue, aux traditions, aux coutumes, à la religion, à la culture, aux mythes, au territoire, à la race, au sang... Les ingrédients sont nombreux. Au cours de l'histoire contemporaine, la question nationale s'est manifestée de façon récurrente, mais sous des formes et à des vitesses différentes.

Sept phases peuvent être ainsi schématiquement distinguées :

1. Le nationalisme a vu le jour avec la Révolution française. L'homme est un être rationnel, libre et autonome, qui devient universel ; ses droits, déclarés universels, garantissent son autonomie et sa liberté. Aussi, ses choix, notamment d'appartenance, étaient censés être l'expression d'une volonté libre et rationnelle. En 1772, Rousseau écrivait : «Quand il est question de raisonner sur la nature humaine, le vrai philosophe n'est ni Indien, ni Tartare, ni de Genève ou de Paris, mais il est l'homme».

L'égalité des hommes devant la loi fait d'eux des citoyens du monde avant d'être des sujets d'un monarque, ce qui va au-delà de toutes les conceptions antérieures. On était Français par adhésion aux valeurs humanistes et aux conquêtes sociales et politiques de la Révolution. La nation à laquelle tout se réfère, c'est d'abord cette assemblée de citoyens dont la volonté est libre et souveraine. La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen ne précise-t-elle pas que : «Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation ; nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément».

2. Pour les révolutionnaires, ces libertés nouvellement acquises ne pouvaient se limiter à la seule France. Ils se sentaient investis d'une mission émancipatrice vis-à-vis des peuples voisins, écrasés selon eux sous le joug des despotes.

Les occupations napoléoniennes, perçues d'abord comme sonnante la fin de l'Ancien Régime, finissent, elles aussi, par être vécues par ceux qui la subissaient comme oppressives. En réaction contre l'envahisseur français, on assiste ainsi à la naissance de l'idée nationale dans les pays limitrophes. Mais cette idée nationale est déjà ambivalente. D'une part, les élites anciennes tentent d'utiliser les aspirations nationales pour mieux restaurer leurs privilèges. Ainsi, le Congrès de Vienne avait voulu rétablir l'ordre ancien, en réaction précisément à l'expansionnisme napoléonien. D'autre part, il y avait aussi la volonté de certaines forces qui prenaient en compte les acquis de 1789. Tel est le cas du nationalisme qui apparaît alors en Europe, par exemple en Belgique hollandaise, en Grèce ottomane, ou en Pologne tsariste.

En 1830, notre pays arrache son indépendance aux Pays-Bas et adopte une Constitution largement inspirée des principes libéraux de 1789. Un manifeste à la population affirmait : «Il est des époques où l'indépendance et l'honneur d'une nation ne peuvent être sauvés que par une haute manifestation de la volonté générale. Ce moment est venu pour les Belges. La patrie sera sauvée par l'union de ses enfants (...). Belges, ne comptons que sur nous seuls ; la liberté se prend, et ne se demande pas».

L'insurrection hellénique contre l'occupation ottomane, elle aussi largement inspirée des idées révolutionnaires, enthousiasme à la même époque libéraux et romantiques de toute l'Europe. Les Hellènes déclaraient : «La nation grecque prend le ciel à témoin, que malgré le joug affreux des Ottomans, elle existe encore. Elle s'est trouvée dans la nécessité absolue de courir aux armes. Après avoir repoussé la violence par le seul courage de ses enfants, elle déclare (...), son indépendance politique».

Même souffle du côté d'une Pologne soumise à la Russie tsariste. Mais, abandonnée par l'Europe, la révolution polonaise aura moins de succès et sera définitivement écrasée en 1862 et 1864.

Le mouvement de libération face aux occupations étrangères ne se cantonne pas à l'Europe. Les nations d'Amérique Latine accèdent à l'indépendance entre 1810 et 1824, conduites par des hommes comme Simon Bolivar.

3. Dans la deuxième moitié du 19ème siècle, la liquidation de l'Ancien Régime est coulée dans le moule des idéologies unificatrices des grands Etats centralisés. Se concrétise alors l'idée de l'Etat-Nation. Un leader italien affirmait que «La jeune Italie est unitaire, parce que sans unité il n'y a pas vraiment de Nation».

L'unification de l'Allemagne et de l'Italie se fera au travers de processus d'annexions pures et simples ou de rattachements volontaires aux idées nationalistes. Dans les deux cas, ce sont des royaumes qui s'imposeront comme moteurs du mouvement, le Piémont pour l'Italie, la Prusse pour l'Allemagne.

Cavour fait du Piémont un foyer d'attraction pour les aspirations nationales des Italiens. Après de nombreuses péripéties, dont des guerres contre l'Autriche, la Péninsule italienne est unifiée. En 1866, la Prusse amorce l'unifica-

tion de l'Allemagne, Bismark réalise l'unité par son habileté de diplomate et sa ténacité dans le rêve pan-germanique. Il brise toute opposition par le fer et par le sang.

«Lorsque je suis arrivé au pouvoir», écrit-il, «je ne m'étais tracé qu'un but : l'unification de l'Allemagne sous l'hégémonie de la Prusse. L'unité de ce pays sera réalisée non par des discours, ni des décisions de majorité, mais par le fer et le sang. Quand notre armée sera forte, je saisirai la première occasion pour liquider l'Autriche, dissoudre la confédération germanique et doter l'Allemagne d'une unité nationale».

Cette détermination froide et calculatrice sera payante, puisqu'en défaisant la France en 1871, l'Allemagne s'unifie et accède au rang d'Empire.

Entre 1830 et 1914, l'Europe a ainsi vu la naissance de nouvelles nations. Mais cette accession à l'indépendance de certains territoires n'a pas concerné tout le continent. Ainsi le sort, par exemple, des Polonais dominés par la Russie ou des Slovaques intégrés dans l'Empire Austro-Hongrois, sera l'enjeu des convoitises des grandes puissances et le foyer des conflits mondiaux.

4. Dans ce contexte, un nouveau type de nationalisme voit le jour, tout à la fois patriotique et impérialiste. Afin d'assurer le succès de leurs visées expansionnistes, les gouvernements cherchent à obtenir le soutien populaire en exaltant les sentiments nationaux : la patrie se voit transformée en une notion mystique qu'alimentent les problèmes non résolus de la fin du 19ème siècle. La France par exemple cultive un esprit revanchard en entretenant le souvenir de la perte de l'Alsace-Lorraine et l'idée de son retour à la mère patrie. L'esprit patriotique affirmait : «(...) Le visage de tristesse et de résignation, d'humilité et d'inquiétude avec lequel la France avait supporté jusqu'ici les menaces de nos vainqueurs a disparu. Nous avons vu apparaître la noble figure de cette France qui se montre enfin prête à se verser utilement pour son propre honneur dans la guerre future.»

Dès 1908, la course à la guerre apparaît pour une grande partie des conservateurs européens comme une nécessité, alors que la gauche, avec Jaurès, reste encore fortement attachée au pacifisme. L'Empire allemand adopte lui aussi un impérialisme tout aussi net et offensif, où s'esquisse déjà l'idée d'une grande Allemagne née de l'écrasement de

ses voisins. Les militaristes déclaraient ainsi : «*Quelle situation pitoyable que la nôtre, si l'on considère que pas moins de 25 millions d'Allemands, c'est-à-dire 28 % de la race vivent au-delà des limites de l'empire allemand. Quelqu'un doit faire de la place, ou les Slaves ou nous. Comme nous sommes les plus forts, le choix ne sera pas difficile. Un peuple ne peut se maintenir qu'en croissant*».

Mais déjà à côté de cette glorification du Droit du plus fort s'affirme l'apologie de conceptions racistes du monde et de la société. Chamberlain, homme d'Etat anglais proclamait en 1895 : «Où, je crois en cette race anglo-saxonne, la plus importante des races gouvernantes que le monde ait connues, qui (...) sera la force prédominante de la future histoire de la civilisation universelle».

La Grande Guerre, celle de 14-18, précipite l'Europe toute entière dans un terrifiant brasier qu'alimentent les idéologies chauvinistes et impérialistes de l'époque.

5. Après l'armistice de 1918, ce nationalisme chercha consolation, pour un moment, dans les efforts de reconstruction d'une Europe tombée en ruine. Mais très vite, en raison des crises économiques, il réapparaîtra, exacerbé, dans le fascisme et le nazisme. Le paroxysme de cette nouvelle phase du nationalisme agressif sera atteint par le national-socialisme. En effet, le nazisme se situe aux antipodes de la conception de la nation héritée du 19^{ème} siècle. Il fait de la loi du plus fort et de la supériorité raciale le principe même de la nation. Celle-ci n'est plus fondée sur le Droit et la volonté librement déterminée de l'individu mais sur le sang et le mythe. Nous sommes loin des principes égalitaires de 1789. La qualité d'être Homme n'est plus universelle. L'individu n'est plus souverain. Il est aveuglément soumis à la nation, racialement définie, Hitler disait dès 1922 : «(est national-socialiste) celui qui est prêt à faire sienne la cause nationale, dans une mesure telle qu'il ne connaît pas d'idéal plus élevé que la prospérité de la nation, celui qui a compris que notre hymne national, 'Deutschland über Alles', signifie que rien dans le vaste monde ne surpasse à ses yeux cette Allemagne, sa terre et son peuple.»

Dans cette conception, les êtres humains ne naissent pas égaux. Il y a au sommet une race supérieure, celle qui constitue la nation. Les autres races sont soit inférieures soit nuisibles. Les races dites inférieures sont par nature esclaves et doivent travailler pour la race des seigneurs. Les races

nuisibles, considérés comme des bacilles, doivent être exterminés, physiquement, pour éviter qu'elles ne contaminent par des mésalliances le sang de la race pure.

Une telle nation ne peut être gouvernée que par un Etat fort ne tolérant aucune opposition, un Etat totalitaire. Pour assurer sa supériorité et sa domination, pour soumettre toutes les races inférieures et dominer le monde, il doit faire la guerre permanente. Le IIIème Reich mit la terre à feu et à sang pour accomplir ce projet abject. Il déclara la guerre à toute l'Europe et extermina les Juifs et les Tsiganes.

6. A la fin de la deuxième guerre mondiale, on assiste, avec la décolonisation, à une sixième phase du nationalisme. En 1926, on comptait plus de 80 colonies dans le monde, représentant plus de 33 % de la population mondiale. A présent, les peuples colonisés réclament le droit à l'autodétermination, ce même droit que les peuples du continent européen avaient réclamé un siècle auparavant contre la domination des grands empires.

Déjà, dans l'entre-deux guerres, un leader marocain déclarait : «Nous sommes accusés d'être des rebelles, mais nous combattons pour notre pays. Nous proclamons notre désir de vivre en paix et de développer les ressources de notre pays pour le bénéfice de ses habitants.»

La conférence de Bandoeng qui en 1955 rassemble pour la première fois les représentants des anciennes colonies n'affirme rien d'autre que les principes de 1789 : «Art. 2 : Respect de la souveraineté et de l'intégralité territoriale de toutes les nations. Art. 3 : Reconnaissance de l'égalité de toutes les races et de toutes les nations».

Les mouvements de décolonisation, ici, violents, là, précipités, ailleurs encore bâclés, laissèrent des traces et des blessures profondes que nous ressentons jusqu'à nos jours à travers un «Tiers-Monde» affamé, endetté, en pleine faillite, souvent en proie à des conflits tribaux.

7. Mais les grands espoirs qu'avait fait naître la fin du cauchemar de la dernière guerre ne furent pas démentis seulement par les violents conflits mondiaux. Le monde tout entier fut alors divisé en deux grands blocs ennemis, division que les nouvelles armes atomiques rendaient encore plus angoissante. A l'Est, l'Union soviétique faisant fi des sentiments nationaux, affirmait sa puissance sur la mosaïque des peuples qui la composait et vassalisait la Pologne,

l'Allemagne de l'Est, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Bulgarie.

Face à la menace soviétique, le leadership américain, de son côté, se considère comme la garantie et la protection du monde dit libre. Très souvent, les conflits coloniaux ont été eux-mêmes l'expression de cette guerre des deux grands, par nations opprimées interposées.

Au milieu de ces deux grandes puissances, l'Europe tente, elle aussi, de se réaffirmer par la voie de l'intégration européenne. On y sacrifie bon gré mal gré quelques prérogatives nationales pour assurer le développement économique de l'Europe et pour neutraliser l'hégémonie des Etats-Unis et de l'Union Soviétique. Les chances de la paix s'en trouvèrent augmentées, la construction européenne put constituer un facteur d'équilibre qui permit de garantir la sécurité de l'Europe pendant des années.

Pourtant cette fin de notre siècle semble à nouveau obscurcie : de lourdes menaces pèsent sur l'humanité. L'ombre de la question nationale semble à nouveau dominer le destin du monde. Le nationalisme de Saddam Hussein, toléré et nourri par l'Occident lui-même, fut à l'origine de la toute récente guerre du Golfe.

A l'Est, l'effondrement de la puissance soviétique fait sauter brutalement le couvercle avec, comme résultat, l'irruption de nationalismes exacerbés et agressifs. De véritables guerres civiles qui souvent prennent l'allure de guerres tribales s'installent et prolifèrent avec leurs cortèges de morts et de destructions.

Quelles sont les différentes formes de nationalismes que vous avez retenues dans l'exposé qui précède ? Quelles questions se posent devant la nouvelle phase que nous vivons actuellement ? A quels courants se rattachent-ils ?

En Europe même, la montée inquiétante de l'extrême droite et du racisme met sérieusement en danger nos institutions démocratiques. Sous prétexte de démocratie, peut-on autoriser l'extrême droite à prendre le pouvoir «démocratiquement» ? En France, en Allemagne, en Belgique, elle s'affirme désormais comme une force politique qui s'appuie démagogiquement sur des revendications d'identités nationales, voire régionales : «Les Français d'abord ! ; Etrangers dehors ; Flamand, maître chez toi ; Les Wallons d'abord», autant d'expressions d'une poli-

**Monsieur Vincent
DELVAUX
Lauréat du Concours
pour la Région de
Bruxelles-Capitale.
(Athénée Royal
d'Auderghem)**

tique d'exclusion et d'un particularisme souvent borné. A l'heure de la construction européenne, que penser de la reconnaissance et de la caution donnée à des affirmations autonomistes, comme par exemple dans l'ex-Yougoslavie ?

Mesure-t-on les risques d'un tel repli sur soi ? d'un tel retour aux formes les plus néfastes du nationalisme ? Que voulons-nous ? Où allons-nous ?

Les revendications nationalistes actuelles s'appuient sur un passé long de deux siècles déjà. Elles puisent leurs sources tant dans la culture, la langue, le droit, la politique que dans le mythe de la race.

C'est la Révolution française qui a fondé les bases du nationalisme, éclairé par les lumières des philosophes français qui prêchaient les droits de l'individu à travers son autonomie, sa liberté et son caractère rationnel et universel. Selon eux, la nation est une assemblée de citoyens dont la volonté est libre et souveraine.

En réaction aux conquêtes napoléoniennes, on va assister à la naissance du sentiment national dans les pays limitrophes de la France, avec la volonté en Belgique, en Hollande, en Grèce ottomane ou en Pologne tsariste de prendre en compte les acquis de 1789.

Au 19ème siècle la chute de l'Ancien Régime fait apparaître des idéologies basées sur l'unification des grands Etats centralisés, par des processus d'annexions ou de rattachements volontaires.

Les visées expansionnistes des grandes puissances vont apporter une nouvelle âme au nationalisme par le biais de l'exaltation des sentiments patriotiques et impérialistes, ce qui va embraser et dévaster l'Europe lors de la guerre de 14-18.

Après une brève accalmie qui suivit l'Armistice, d'importantes raisons économiques vont faire surgir les idéologies fascistes et nazies qui seront le point d'orgue du nationalisme. L'individu perd les notions de souveraineté, de liberté et d'égalité au profit de l'Etat qui prône la supériorité raciale et la loi du plus fort.

Dans les colonies on va assister à la fin de la deuxième guerre mondiale, à une résurgence des principes proclamés

en 1789. Le monde va se trouver divisé entre deux blocs superpuissants à l'Est et à l'Ouest. L'Europe va tenter de s'affirmer via la construction européenne, qui agira comme facteur d'équilibre entre les deux parties.

Toutefois la chute de l'empire soviétique et les troubles au Proche-Orient ont fait resurgir la question nationale avec une intensité qui risque de faire basculer une fois de plus le monde dans un chaos destructeur.

Peut-on tolérer, à l'aube de la construction européenne et des efforts de paix dans le monde, une nouvelle poussée du nationalisme et de l'extrême-droite dans nos pays ?

Certes, cela représenterait un danger bien réel pour nos institutions démocratiques, d'autant plus que les idéologies intolérantes profitent des faiblesses du système pluraliste pour se faire élire démocratiquement alors que les valeurs qu'ils prônent sont antidémocratiques. L'attitude de l'extrême droite vis-à-vis du problème du racisme est un exemple particulièrement pervers qui devrait nous faire prendre conscience du danger : ils augmentent leur électorat en tirant profit du patriotisme et du mécontentement de nos populations et en utilisant à leurs fins les problèmes engendrés par une cohabitation avec les étrangers. En effet, l'insécurité et la criminalité croissante de nos sociétés urbaines, imputées aux immigrés ne fait qu'alimenter les frustrations et le ressentiment de nos citoyens à leur égard, et la tactique de l'extrême droite consiste à canaliser cette peur et les sentiments malveillants vers les proies faciles que sont les immigrés. Ne l'oublions pas, ceux-ci proviennent souvent de milieux moins favorisés que les nôtres et cette fois, c'est l'inégalité sociale qui est, indirectement, la cause de cette vague de xénophobie. L'iniquité nous concerne tous car si les étrangers doivent faire un effort d'adaptation - car il n'est pas dans leur intérêt qu'une telle situation s'éternise - nos gouvernements devraient également se préoccuper davantage de ce problème brûlant et nous, de nous débarrasser de ces détestables préjugés que ces méprisables extrémistes tentent de nous inculquer. La démocratie a le droit de se protéger contre les menaces que font peser ces gens sur elle et l'Humanité de fortifier ses fondations qu'ils sont en train de saper par la force de leur intolérance.

A la lumière des événements historiques qui jalonnent ces deux derniers siècles, on peut arriver à la conclusion que les sentiments nationalistes et xénophobes n'ont provoqué que mort, peur et destruction dans le monde.

**Mademoiselle
Christelle COLLET
Lauréate du Concours
pour la Province de
Namur. (Communauté
Educatrice Jean XXIII -
Couvin-Pesche)**

Pourquoi dès lors l'homme s'entête-t-il à commettre à nouveau les mêmes fautes ? Les sentiments patriotiques qui embrasent le monde un peu partout naissent soit des frustrations de ces peuples qui dans l'aveuglement des précédents conflits ont été écrasés ou ont dû quitter leur pays (ex : en ex-Yougoslavie, ou les Tchèques et les Slovaques...) et qui, déracinés, trouvent dans le nationalisme un réconfort à la perte de leur identité culturelle ; soit des nouveaux conflits déchirant le monde et qui ont, bien souvent, une origine économique plutôt que nationaliste (exemple : l'annexion du Koweït par l'Irak).

Face à ces problèmes, ne devrions-nous pas laisser de côté les différences culturelles et ethniques afin de réaliser une meilleure harmonie et pouvoir se déclarer enfin citoyen du monde, maintenant que les moyens de communication et technologiques sont à même de promouvoir concrètement ces initiatives ? L'Europe montre la direction à suivre, alors pourquoi les autres pays n'emboîteraient-ils pas le pas ? Bien sûr, il s'agit là d'un défi considérable tant du point de vue économique que politique et culturel mais tout au moins des efforts pourraient être fait. En donnant, par exemple, plus de pouvoir aux organismes internationaux comme l'O.N.U., il pourrait être concevable de faire régner la paix dans le monde. Ainsi, tout en conservant l'identité des peuples on pourrait préserver l'harmonie qui devrait être si chère au cœur de l'homme.

Sur le plan individuel, nous devrions axer nos efforts vers une revalorisation des valeurs universelles d'égalité et de fraternité pour éviter le piège du nationalisme - qui est en fin de compte un manque d'ouverture d'esprit à l'égard d'autres cultures.

Bien sûr ces sentiments utopiques n'ont pas de sens dans une société corrompue par le pouvoir de l'argent. En effet, qui serait prêt à sacrifier son bien pour être l'égal d'autres hommes moins bien lotis ? La question n'appelle pas de réponses et soyons lucides, il faut à l'individu plus que des mots et pour cela il faudrait d'abord s'attaquer aux autres problèmes majeurs de notre monde comme l'inégalité, l'injustice, etc... en bref tout ce qui rendrait notre société harmonieuse, ouverte et qui ferait de nous des individus altruistes et ne devrait-ce pas être là le but de tout homme que de bannir ses sentiments égoïstes et de s'ouvrir à son prochain ? Cela sonnerait définitivement le glas du nationalisme.

Depuis quelques années, nous assistons à une multitude de bouleversements et ce, au sein d'un même espace géopolitique : celui de l'Europe ! Des quatre coins de celle-ci, jaillissent des revendications d'indépendance et d'autonomie : Arménie, Azerbaïdjan, Croatie, Serbie, Géorgie, Monténégro, etc... Partout, le déséquilibre est total et ne fait que s'accroître. C'est dans la Révolution Française que le nationalisme prend sa source. Avec la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen, l'autonomie et la liberté de l'Individu est proclamée. L'acquisition de nouvelles libertés va se répandre aux pays voisins qui, face à des souverains despotiques, nourrissent une pensée nationaliste. D'une part naît une volonté de restaurer les anciens privilèges et d'autre part, ce sont de nouvelles forces libérales et progressistes qui s'affirment. Ainsi, en 1830, la Belgique obtient son indépendance et adopte une constitution. L'insurrection hellénique sera, elle aussi, inspirée des principes libéraux.

Dans la seconde moitié du 19^{ème} siècle, on va se tourner plus volontiers vers la perspective d'un Etat-Nation. La tendance générale du moment sera donc le patriotisme et l'impérialisme. Dans cet ordre d'idée, la politique du pays sera axée sur l'extension de la souveraineté envers d'autres pays. Chacun voulant étendre son «Empire», ce sera la loi du plus fort qui départagera les adversaires. A l'horizon, se profilent des menaces de guerres. Et celles-ci se font de plus en plus proches et pressantes. Ainsi, en 1914, l'Europe pénètre toute entière dans la Grande Guerre. L'armistice aura lieu en 1918. Mais l'entièreté du continent est plongée dans une misère croissante. Moment propice que cette époque déstabilisée et désarticulée pour les mouvements fascistes et nazis. C'est pourquoi les nationalismes vont se cacher sous les apparences de ces deux courants. La suite, la terre entière la connaît : l'accession d'Hitler au pouvoir avec sa conception d'une race supérieure constituant la Nation. Conception qui coûtera la vie, d'ailleurs, à plus de six millions de Juifs. Ce sera la naissance de l'Etat totalitaire.

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, on entre dans une phase du droit à l'autodétermination. On prend aussi conscience de l'existence du «Tiers-Monde». A la suite de décolonisations successives, on a créé un monde qui «survit» dans un état permanent de paupérisme.

Aujourd'hui que penser de l'avenir ? Le nationalisme semble revêtir ses formes les plus néfastes : le fascisme et le nazisme réapparaissent semble-t-il. L'exaltation du sentiment national fait naître un peu partout en Europe une tendance à la xénophobie et une volonté d'isolement.

Ce sont les mouvements extrémistes qui semblent récolter de plus en plus l'appui d'une partie de la population. Ils se déclarent nationalistes. Quel but poursuivent-ils ? Selon Rivarol, *«le patriotisme est l'hypocrisie de notre siècle ; c'est l'ambition et la fureur de dominer qui se déguisent sous des noms populaires»*.

Cette annexion du nationalisme par l'extrême droite est si manifeste qu'elle aboutit au sentiment déclaré par l'ensemble des mouvements d'incarner la seule force politique capable de préserver la grandeur et l'intégrité nationales. L'extrême droite se présente volontiers comme l'unique et véritable émanation de la nation, et ses leaders comme les seuls «bon français» (je pense au Front National).

L'extrême droite rejette hors de la nation un nombre sans cesse croissant de personnes menaçantes pour la «cohésion», ce qui la conduit à un isolement inévitable. Dans l'Europe toute entière, on peut rencontrer cela. Bien rares sont les jours où des actions racistes ne figurent pas dans nos journaux. La xénophobie ne s'est jamais «aussi bien» portée qu'aujourd'hui. Les partis d'extrême-droite ne manquent plus de sympathisants.

La science et l'histoire ont pourtant ouvert les yeux sur la bêtise et la cruauté du racisme. En 1989, lors des élections européennes, plus de 2,5 millions d'Allemands votaient pour des partis présentant des similitudes gênantes avec la politique menée par les nazis. En février 1990, à Florence lors du carnaval, quelque deux cents personnes masquées et armées de battes de fer ont entamé une chasse aux «bronzés». La xénophobie prend parfois même des formes surréalistes : la société de jouets «Lego» a eu des ennuis avec des parents belges car elle distribuait une brochure où on voyait un petit noir présenter quelques produits de la firme.

Où allons-nous ? Qui a le droit de hiérarchiser la société humaine de cette façon ? La démocratie est mise en péril. N'est-il pas évident que l'on est en train de se comporter comme dans les années 1930 ? Pourquoi, comme le clame le nationalisme, faudrait-il aimer sa Nation de préférence à toute autre ? Pourquoi faudrait-il combattre les

ennemis de l'intérieur ? Puisque l'idée de nation s'enracine dans des différences et que la cohésion n'est acquise qu'au prix d'une opposition à tout ce qui est étranger. Est alors exclu du cadre national une grosse partie de la population. On accuse les travailleurs étrangers d'être la cause du chômage. N'oublions pas que tous ces maux existaient déjà avant leur venue. N'oublions pas non plus que la plupart d'entre eux sont chez nous parce que nous les avons appelés pour venir faire des travaux que plus personne ne voulait entreprendre, parce qu'ils ont espéré trouver chez nous un monde meilleur.

La nation n'est pas immuable, elle est un processus permanent de création et de renouvellement, à condition de la préserver des forces de déclin et de destruction. Un retour à de pareilles idéologies ne peut être qu'une régression. Comme le dit Maurice Thorez : «*Le fascisme, c'est la guerre, la lutte contre le fascisme, c'est la lutte contre la guerre*».

Si l'on observe ce qu'il se passe en U.R.S.S., pour la multitude des peuples qui la composent, la libéralisation était une occasion unique d'exprimer leurs revendications nationalistes. Les pays baltes ont été parmi les premiers à réclamer et puis à proclamer leur indépendance. Ensuite, ce sera le tour d'autres républiques. Mais quel avenir s'offre à eux ? Le présent est déjà constitué d'affrontements interethniques et d'effondrements de l'économie. Peuplées de plus de cent nationalités, ces nouvelles nations européennes pourront-elles surmonter les conflits interethniques que provoque la montée des nationalismes ? Les Etats pourront-ils garantir les principes démocratiques nouvellement acquis ?

En conclusion, que va-t-il advenir de l'Europe ? Un retour aux années trente est-il à prévoir ? Cela semble bien parti. Le désintérêt vis-à-vis de la chose politique ne va rien arranger. Cela ne fera au contraire qu'encourager les mouvements extrémistes. Dans les années à venir, pourrions-nous encore utiliser les mots «liberté, égalité, fraternité» ?

A mon avis, cela paraît bien mal engagé. Dès à présent, il faut agir, il faut se remuer. Ne laissons pas à de tels principes l'occasion de s'affirmer. La mission de chaque homme sur terre est de s'appliquer à la rendre meilleure. N'oublions pas la phrase bien connue de Sartre «Par mon choix, j'engage les autres».

**Monsieur Vittorio
METTEWIE
Lauréat du Concours
pour la Province de
Brabant. (Athénée
Royal Jean Absil -
Etterbeek)**

On peut distinguer sept phases dans les nationalismes :

1. Les nationalismes trouvent leur origine dans la Révolution Française. Les principes d'égalité et de raison permettent à l'individu de déterminer seul son appartenance à un peuple, à une nation. Cette liberté est à l'époque révolutionnaire et la France rêve de la communiquer aux autres pays.
2. Les nations conquises par Napoléon revendiquent leur indépendance territoriale et politique. Ainsi se développe en Belgique l'idée d'une nation indépendante qui prendra forme après la Révolution de 1830. D'autres Etats comme la Grèce et la Pologne essaieront d'acquiescer leur indépendance face à leurs oppresseurs ottomans et russes.
3. Puis se développe l'idée de réunification pour former de grands Etats. C'est le cas de la Prusse de Bismarck et du Piémont de Cavour.
4. Ensuite apparaît une nouvelle forme de nationalisme, patriotique et impérialiste. En France se développe l'idée d'une revanche par rapport à la Prusse. Le manque d'espace et la présence de 25 millions de Prussiens vivant en dehors de leurs frontières poussent la Prusse à prôner une politique impérialiste. Le heurt de ces deux nationalismes aboutit à une guerre qui sera pour l'Europe une des plus meurtrières.
5. Après la première guerre mondiale le nationalisme se manifeste dans l'une de ses formes les plus terribles : le fascisme. Le nazisme veut faire croire qu'il y a une «race supérieure». Le nationalisme aboutit de nouveau à une guerre et à la tragédie des exterminations massives des «races inférieures».
6. La décolonisation de l'après-guerre entraîne dans le sillage de ses revendications légitimes à l'égalité, une nouvelle vague de nationalisme.
7. On a cru que la fin de la 2ème guerre mondiale avec la constitution de ses deux blocs puissants et de l'Europe mettrait un terme aux nationalismes. Aujourd'hui, avec la disparition de l'U.R.S.S., une multitude de nationalismes ont refait surface avec le cortège de morts et de guerres. L'arrivée «démocra-

tique» de l'extrême droite est une nouvelle menace basée sur des principes nationalistes ou régionalistes.

Commentaire

Les nationalismes se présentent sous plusieurs formes : refus d'une autre nationalité, d'une religion ou d'une autre classe sociale. Pendant 50 ans une armée puissante a mis en sourdine les nationalismes de l'Est de l'Europe. Maintenant que l'Union Soviétique a disparu, elle a fait place à une multitude de nationalismes. L'U.R.S.S. s'est effacée devant une pléiade d'états immédiatement reconnus par la communauté internationale («diviser pour régner») tels l'Ukraine, la Biélorussie, la Géorgie, la Lituanie. Comme la Croatie et bien d'autres, ces Etats furent considérés comme de «bons nationalistes» puisque en lutte contre le communisme. De l'autre côté il y a par contre les «mauvais nationalistes» tels les indépendantistes irlandais, les Corses, les Basques et les Lombards qui, eux, n'ont pas été reconnus par peur d'un morcellement de cette Europe qui veut rester puissante. L'utopique raisonnement du droit du sol à son premier occupant, déjà utilisé par Bismarck, fait encore les belles heures des nationalismes de tous pays. Il a pour corollaire évident l'exclusion de ceux qui ne peuvent se prétendre les premiers occupants. Si on pousse ce raisonnement jusqu'à son paroxysme, nous devrions faire place à une peuplade des bords du lac Balaton (Hongrie) puisque les historiens ont découvert que c'étaient eux qui en 5.000 Avant Jésus Christ avaient été les premiers habitants sédentaires sur le territoire de la Belgique.

Les nationalismes se développent toujours pendant des crises économiques et sociales, en rejetant la culpabilité de ces crises sur une partie de la population «différente» mais ils n'apportent évidemment jamais de réelle solution aux problèmes. Ces partis remportent aujourd'hui de très bons scores dans une Europe démocratique et leur succès pose une question essentielle à la démocratie. Doit-on laisser place à un parti raciste et exclusionniste sous prétexte que la population l'a élu démocratiquement ? Il ne faut pas oublier que le nationalisme est le terreau sur lequel se développe le fascisme. L'exemple de la Flandre est flagrant. Les anversoïses, marqués par une forte tradition nationaliste, ont été les spectateurs passifs des mesures antisémites pendant la guerre. C'est la police anversoïse qui a apposé sur les cartes d'identité des Juifs l'étoile et les cachets spécifiques. Aujourd'hui, après un nouvel intermède nationaliste, les

**Mademoiselle
Fabienne
HELDENBERGH
Lauréate du Concours
pour la Province du
Hainaut. (Athénée Royal
Chatelet-Centre)**

anversois votent massivement pour le Vlaams Blok. On feint de croire que les électeurs ne connaissaient pas le caractère ouvertement fasciste de ce parti. En réalité la tradition nationaliste les a poussés à choisir ce projet de société. Ce vote est-il une «erreur» ? C'est ce qu'on tente de nous faire croire chaque fois que les résultats des élections semblent déplaisants pour la démocratie. Démocratie et Droit de l'homme sont parfois contradictoires. En Algérie tout le monde fut soulagé lorsque l'armée prit le pouvoir car tout le monde savait bien que la poursuite du processus démocratique signifiait l'abolition des droits de l'homme mais surtout de la femme. Il faut parfois prendre des décisions non démocratiques, ce que fit par exemple Mitterrand en supprimant en 1982 la peine de mort tout en sachant que la majorité de la population voulait son maintien.

Comment se définir face aux nationalismes ? Mon histoire personnelle témoigne de l'absurdité pour moi des nationalismes. Ma famille, d'origine italienne, a fui le fascisme de Mussolini. Après avoir passé huit ans en Union Soviétique, elle a été expulsée de Suisse et de France avant d'aboutir en Belgique.

Le nazisme a envoyé mon grand-père dans les camps et une grande partie de ma famille en prison. Quant à moi, élevé par une femme marocaine ('mti Mina), j'ai étudié jusqu'à douze ans dans une école néerlandophone et passé toutes mes vacances auprès d'un oncle espagnol ! A quel nationalisme pourrais-je m'identifier ? Je me sens personnellement un citoyen du monde. Comme l'écrivait Berthold Brecht dans «Dialogue d'exilés» : *«Je ne vois pas pourquoi je dois aimer d'un amour particulier le pays où je paye mes impôts»*.

L'effondrement actuel des grandes puissances engendrant de nombreuses revendications nationalistes peut mieux se comprendre si on analyse l'histoire, déjà ancienne, du sentiment nationaliste. Le nationalisme apparaît pour la première fois à l'époque de la Révolution Française. Chaque homme était considéré comme un citoyen universel, libre et autonome. L'idée de nation ne fera surface qu'avec la première assemblée de citoyens qui ont choisi librement de vivre ensemble. Les français, selon les révolutionnaires, se devaient de transmettre leur liberté aux pays limitrophes, opprimés par des despotes. Mais ils les écrasèrent à leur tour par les forces napoléoniennes. Tous les pays se sentant réprimés par un tyran se révoltèrent, l'idée nationale poussa les petits Etats à se libérer de la férule des grands : un nouveau nationalisme agressif venait de surgir en Europe. Cette tendance au nationalisme s'était aussi répandue vers les pays d'Amérique Latine. Ensuite se développe l'idée de l'Etat-Nation, l'unification était à la base de la nouvelle conception du nationalisme. L'Europe voit alors se former de nouvelles grandes nations par annexion ou rattachements. A titre d'exemple, l'Allemagne créera son unité nationale par le fer et le sang, méthode apparemment efficace puisque l'Allemagne accédera au rang d'Empire. Comme le soutien populaire était indispensable à un tel nationalisme, les nations exaltèrent donc les sentiments nationaux : le patriotisme était né. Ces grandes puissances renforcées par le patriotisme des masses, écrasèrent les plus petites nations. Comme la guerre de 14-18 avait engendré frustrations et déséquilibre, les peuples se tournèrent vers le fascisme et le nazisme. Bafouant complètement les principes des droits de l'homme, ces mouvements entretenaient les inégalités raciales et la soumission. En effet la race dite supérieure représentait la nation, tandis que les autres races étaient considérées comme nuisibles ou esclaves. Seul le totalitarisme pouvait permettre une telle conception du nationalisme. Un siècle après les peuples européens, les peuples colonisés, proclamèrent à leur tour leur droit à l'autodétermination en exigeant d'exprimer leur propre culture, mais surtout ils revendiquèrent leur indépendance et ce furent les déchirures de la décolonisation. Quant à l'Europe, se retrouvant entre deux grands blocs opposés (l'Union Soviétique, dictatoriale et l'Amérique, défendant un régime de liberté), elle essaye de se réaffirmer en construisant l'intégration européenne ; l'avenir serait donc à l'équilibre et la paix, mais des menaces nouvelles obscurcissent l'horizon : guerre du Golfe et guerres civiles à l'Est, montée de l'extrême droite. Ce sont de nouvelles

formes de nationalisme agressif et autant de signes d'un danger très réel, dont nous devons nous inquiéter.

Quelles questions se poser devant la nouvelle phase que nous vivons actuellement ? A quels courants se rattachent-ils ?

Le «nationalisme» serait-il redevenu un sentiment libérateur et démocratique tout comme à la fin du 18ème siècle où les révolutions française et américaine ébranlaient le monde grâce à leurs conceptions nouvelles et révolutionnaires de la nation ?

Cette lueur d'espoir, nombreux sont ceux qui l'ont aperçue lorsque les médias occidentaux nous ont présenté les indépendantistes baltes comme les vainqueurs de la dictature bureaucratique soviétique qui s'effondrait. Les Lituaniens, Estoniens et Lettons, mais également Géorgiens, Arméniens, Azéris, Tchétchènes et autres Moldaves nous étaient présentés comme les «sans-culottes» de notre fin de 20ème siècle. La désillusion fut donc immense lorsque ces mêmes médias laissèrent transparaître la triste vérité, faite de massacres, de guerre civile et de misère. En sera-t-il donc toujours ainsi, doit-on se rendre à l'évidence et admettre que le nationalisme est et restera une valeur qui tôt ou tard tombe dans le camp réactionnaire ? Notre histoire à elle seule semble en être le triste exemple. Que ce soient les régimes fascistes, justifiant leurs génocides par des théories xénophobes et antisémites ou les indépendantistes terroristes motivant leurs attentats par des raisons tactiques, le résultat s'accompagne presque toujours du sang de milliers d'innocents. C'est parce que l'idée de nation est devenue le justificatif de tant de haine et de massacres, qu'il faut la bannir ou en tout cas la transformer de fond en comble.

Karl Marx, tant décrié aujourd'hui, écrivait que *«les prolétaires n'ont pas de patrie»*. Du moins voulait-il dire (comme Jaurès plus tard) que dans leur intérêt, les prolétaires ne devraient pas avoir de patrie, qu'ils devraient être d'abord prolétaires et ensuite seulement être d'ici ou de là.

Puis-je plagier ces penseurs en avançant que les hommes n'ont pas de patrie ou devraient être d'abord des hommes fraternels avant d'être d'ici ou de là. Bien sûr, nous avons tous des cultures, des histoires, des religions différentes, mais cela aussi bien au niveau collectif qu'au niveau individuel. Que ce soit au niveau du couple, de la famille, des amis, des connaissances, du monde extérieur, tout est basé sur les apports et les échanges mutuels du bagage historique de cha-

cun. Le fait que certaines théories ou opinions veuillent limiter cette communion culturelle à un cercle restreint ou, isoler celui-ci du reste du groupe, est totalement absurde voire dangereux. C'est justement notre tolérance et notre acceptation du «mélange» qui permet la vie en société et même la vie tout court.

Face à la nouvelle montée extrémiste que nous connaissons depuis quelques années la seule réaction acceptable est le rejet catégorique et la lutte implacable contre ces théories xénophobes. Mais les moyens à utiliser ont changé car les Le Pen et De Winter ne sont plus les Hitler et Mussolini d'hier. Leur discours ne prône plus comme base essentielle la supériorité d'une race sur une autre mais bien un apartheid culturel. La science a sapé le discours des premiers, à nous de vaincre celui des seconds.

Et pour ce faire, y a-t-il une meilleure alternative à proposer qu'une sorte d'«internationalisme» ? Ne sommes-nous pas tous égaux face au danger nucléaire, à la déforestation de la planète ou à la crise écologique ? Des organisations internationales telles qu'Amnesty, l'UNICEF ou Médecins Sans Frontières sont de telles manifestations de la solidarité interculturelle qui devrait être essentielle dans le monde de demain, mais elles restent indifférentes aux conflits dans lesquels elles sont amenées à intervenir. C'est leur force, c'est leur vertu mais aussi leur faiblesse, certains disent même que c'est parfois une connivence. Ce n'est plus le moment de se refermer sur soi-même ou de tenter de vivre en autarcie. Ces expériences ont montré leur absurdité. Je suis convaincue que le bonheur des hommes passe par des solutions internationalistes.

Convaincue, mais est-ce suffisant ? Jaurès était convaincu, mais a-t-il convaincu ? Marx était convaincu, a-t-il convaincu ? Ses disciples, on le sait, ont préféré la force à l'argumentation. Bref, il est certain qu'il ne suffit pas de dire et de répéter que le nationalisme est un beau projet qui a dégénéré ou qu'il devrait n'être plus qu'un mauvais souvenir, celui d'une période de l'histoire égoïste et aveugle. Ceux à qui on adresse ces belles paroles ont pour eux leur intérêt immédiat, ou leur orgueil avide de revanches, ou leur besoin impérieux de se sentir les meilleurs, ou tant de raisons qui les empêchent d'entendre un message de paix... Comme les ventres affamés, ils n'ont pas d'oreilles. C'est donc vers une autorité qu'il faut se tourner. Plus qu'une autorité morale ou intellectuelle. Il faut trouver ceux qui sauront imposer,

**Mademoiselle Valérie
GERKINET
Lauréate du Concours
pour la Province de
Liège et les Forces
Belges en Allemagne
(Athénée Royal Y.
Cornet - Jupille)**

mais sans violence, cette fraternité qui est si peu spontanée. Je pense souvent à l'O.N.U., dont la mission devrait être celle-là, mais qui déçoit tant. Elle représente ce désir raisonnable de coopérer pour le bien de tous face à nos instincts égocentriques. Elle représente ce souhait réel de compromis face à nos volontés suicidaires de l'emporter sur l'autre.

On me dira que ce «machin» n'existe que pour le «bla-bla», qu'il ne se dégage pas de l'emprise de certains grands, que sa réussite n'est qu'utopie ! Pourtant si l'O.N.U. pouvait encourager la formation de fédérations de régions (comme l'Europe le deviendra sans doute et l'ancienne U.R.S.S.), peut-être si elle pouvait, comme j'ai entendu Albert Jacquard le dire, contribuer à «*effacer les cicatrices de l'histoire*» que sont les frontières, alors elle réduirait cette contradiction apparente entre notre besoin d'être de quelque part, heureux de l'être et cet autre besoin, celui de vivre en paix.

L'Europe d'hier n'est plus ! Les grands Etats s'effondrent. De tous côtés souffle un inéluctable vent d'autonomie. Pourquoi cette soif d'indépendance éclate-t-elle aujourd'hui ? Peut-être l'Histoire pourrait-elle nous éclairer sur les raisons profondes de ces soudaines revendications nationalistes.

Certes, le mouvement n'est pas nouveau : depuis deux siècles déjà, il ébranle nos conceptions politiques occidentales. Nous pouvons sans crainte avancer l'hypothèse qu'il naquit au 18ème siècle avec la Révolution Française. L'homme s'affirme alors en tant qu'être universel, citoyen du monde avant tout. Tout révolutionnaire se sent donc investi d'une mission émancipatrice vis-à-vis des peuples voisins encore asservis. Dans les pays limitrophes se répand alors l'idée de nationalisme : la Belgique, la Suisse, la Pologne se révoltent contre leurs oppresseurs.

Dans la seconde moitié du 19ème siècle se concrétise l'idée d'Etat-Nation. Dans ce sens, l'Italie et l'Allemagne réussissent leur unification. Dans ce contexte voit le jour un nouveau type de nationalisme, à la fois patriotique et impérialiste. La patrie se voit transformée en une notion mystique qu'alimentent les problèmes non résolus de l'époque. La France cultive ainsi un esprit revanchard en entretenant le souvenir de perte de l'Alsace-Lorraine. De même, l'Empire allemand caresse l'idée d'une grande Allemagne née de l'écrasement de ses

voisins. La Grande Guerre 14-18 précipite l'Europe dans un conflit alimenté par les idéologies chauvinistes et impérialistes de l'époque.

Après l'armistice - tout à leurs efforts de reconstruction - les nationalistes restent cois. Mais en raison des crises économiques, leurs revendications réapparaîtront rapidement exacerbées dans le fascisme et le nazisme. Le tout puissant national-socialisme prône pourtant des idées aux antipodes des conceptions du 18ème siècle. La «Nation» n'est plus fondée sur le droit de l'individu mais sur le sang et le mythe. L'homme est soumis à la nation racialement définie par Hitler dès 1922. Une race supérieure prédomine et les «races nuisibles», doivent être exterminées. Pour affirmer son idéologie, le «petit caporal» ne peut tolérer aucune opposition. Le IIIème Reich mettra donc la terre à feu et à sang pour accomplir ce projet abject.

Dès la fin du deuxième conflit mondial, les peuples colonisés réclament le droit à l'autodétermination ainsi que l'avaient fait, au siècle dernier, les peuples d'Europe. Les mouvements de colonisation, souvent violents et précipités, ne laisseront souvent que des blessures profondes.

Face à ces revendications nationalistes, deux blocs s'affrontent : l'Union Soviétique affirme sa domination sur la mosaïque des peuples qui la composent ; en revanche, l'Amérique se veut le défenseur du monde libre. Entre eux, une Europe désireuse de constituer un équilibre et une sécurité.

Pourtant, cette fin de siècle semble à nouveau obscurcie. Le nationalisme resurgit. De véritables guerres civiles éclatent. La montée de l'extrême droite met en danger nos institutions démocratiques. A l'heure de l'Europe, pouvons-nous reconnaître toutes ces affirmations autonomistes. Où donc allons-nous ?

Commentaire

Le visage du continent européen vient, en effet, de se modifier radicalement. Sous la montée des nationalismes, l'Europe est devenue un puzzle d'Etats aux frontières incertaines et aux ambitions démesurées. Peuplés de nationalités différentes, ces nouveaux Etats pourront-ils éviter les conflits interethniques que provoque la montée du nationalisme et du racisme ?

Nous avons bien dû le constater dans notre pays lors des élections du 24 novembre 1991 : les partis d'extrême-droite accentuent leur pouvoir en prônant le rejet, par la violence s'il le faut,

des «autres», différents d'eux. A travers l'Europe toute entière. Les partis politiques racistes attirent un nombre croissant d'adeptes qui choisissent comme devise le dangereux slogan : *Notre peuple en premier !* Tout comme le faisait Hitler dans les années 30, ils accusent les minorités de tous nos problèmes de société : chômage, violence, délinquance, insécurité... deviennent l'apanage des immigrés et des réfugiés vers qui se canalise toute leur haine. Comment pourraient-ils admettre une société égalitaire dans laquelle vivraient des ethnies différentes ?

Ecoutez autour de vous ! A la maison, à l'école, dans la rue : de partout jaillissent les propos racistes, préjugés peu fondés et souvent dangereusement galvaudés à des fins politiques. Ceux qui furent propagés au sujet des Juifs n'ont-ils pas permis aux nazis de les isoler sans entraîner chez des non-Juifs la rébellion ? Mêmes conséquences pour les gitans et les homosexuels ! Rapidement, les préjugés conduisent ceux qui refusent l'égalité des Droits de tous, à une totale discrimination.

Mais les conséquences du racisme sont parfois moins tangibles bien qu'aussi dramatiques. Si vous êtes sans travail, si vous avez peu d'éducation, si vos possibilités financières sont réduites... vous risquez d'être bientôt catalogué «d'être inférieur» et rejeté par la société des nantis.

Avez-vous déjà envisagé votre position sociale, dans notre Europe occidentale, si par malchance, vous étiez né avec la peau noire ? Auriez-vous bénéficié des mêmes chances de réussite ?

Combattre le racisme ne peut donc se limiter à lutter contre les préjugés mais aussi à mettre fin à toute forme de discrimination dès les premiers signes de son apparition.

Soyons conscients du fait que le climat économique et social que nous connaissons actuellement rappelle dangereusement celui qui régnait dans l'Allemagne de l'avant-guerre.

Allons-nous, nous aussi, nous laisser influencer par l'éloquence facile de quelques orateurs bavards ?

Réagissons ! Refusons l'intolérance ! Souvenons-nous qu'il y a deux siècles, des hommes ont lutté pour que soit reconnue «l'Egalité des Hommes».

Concours de dissertation 1993

Thème : «*Qu'est-ce que l'homme ?*»

Présentation

Depuis les temps les plus reculés, l'homme s'est toujours préoccupé de sa propre définition. Qui est-il ? Qu'est-ce qui le différencie des autres espèces ? Quels sont ses rapports au monde ? etc...

La tradition occidentale véhicule à cet égard un certain nombre de pensées et de définitions qui ont durablement influencé notre éducation et marqué nos conceptions.

Nous vous en proposons ici quelques-unes afin de nourrir votre propre réflexion sur cette question. Parmi ces «pensées-définitions» de l'homme, lesquelles rencontrent votre approbation et pourquoi ? Quelles sont vos éventuelles critiques pour l'une ou pour l'autre des ces pensées ? Avez-vous une autre définition de l'homme à proposer ? Comment vous définiriez-vous vous-même dans ce monde qui est le vôtre ?

Citations

«L'homme est un animal doué de raison» (ARISTOTE).

«Puisque l'ultime bonheur de l'homme ne se trouve pas dans les biens extérieurs, dits biens de fortune, ni dans les biens du corps, ni dans ceux de l'âme, sensible ou intellectuelle, dont dépendent l'activité pratique et l'action morale, il ne peut se trouver que dans la contemplation de la vérité» (THOMAS D'AQUIN).

«Les hommes se font beaucoup moins scrupule d'offenser celui qui se fait aimer que celui qui se fait craindre, parce que l'amour est tenu par un lien de reconnaissance qui, à cause de la «mauvaiseté» des hommes, rompt à la moindre occasion d'intérêt personnel ; tandis que la crainte dépend de la peur du châtement, et cette peur dure toujours» (MACHIAVEL).

«Il n'y a pas d'espoir que l'homme pourra jamais se connaître lui-même (...) et savoir ce qu'il est, jusqu'à ce

qu'il se voie dans la source même, qui est Dieu» (LUTHER).

«L'homme n'est donc que déguisement, que mensonge et hypocrisie, et en soi-même et à l'égard des autres. Il ne veut donc pas qu'on lui dise la vérité. Il évite de la dire aux autres ; et toutes ces dispositions, si éloignées de la justice et de la raison, ont une raison naturelle dans le coeur» (PASCAL).

«L'homme est un loup pour l'homme» (HOBBS).

«Il n'y a guère d'homme assez habile pour connaître tout le mal qu'il fait» (LA ROCHEFOUCAULD).

«Les hommes savent qu'il vaut mieux être juste, que d'être riche ; être raisonnable, que d'être savant ; avoir l'esprit vif et pénétrant, que d'avoir le corps prompt et agile».(MALEBRANCHE).

«Les lions ne font point la guerre aux lions, ni les tigres aux tigres ; ils n'attaquent que les animaux d'espèces différentes ; l'homme seul, malgré sa raison, fait ce que les animaux sans raison ne firent jamais» (FENELON).

«Les hommes sont d'abord sauvages ; ils aiment la solitude ; puis ils se lient d'une amitié fidèle, mais avec peu ; plus tard ils se civilisent et s'attachent à beaucoup de leurs semblables ; à la fin c'est vers des fins particulières qu'ils tourneront leur activité, ne se proposant plus que l'utilité ou les plaisirs ; dissolus avec tous et perdus dans l'immense foule des corps, leurs âmes, elles, retournent à leur première solitude» (VICO).

«L'homme est un être que nous connaissons par expérience (...) Les hommes sont si bien les mêmes, à toutes les époques et en tous les lieux, que l'histoire ne nous indique rien de nouveau ni d'étrange sur ce point» (HUME).

«L'homme est une machine si composée, qu'il est impossible de s'en faire d'abord une idée claire, et conséquemment de la définir (...) Qui sait d'ailleurs si la raison de l'Existence de l'Homme ne serait pas dans son existence même ? Peut-être a-t-il été jeté au hasard sur un point de la surface de la Terre, sans qu'on puisse savoir ni comment, ni pourquoi ; mais seulement qu'il doit vivre et mourir» (LA METTRIE).

«L'homme est né libre et partout il est dans les fers»
(ROUSSEAU).

«Dire que l'homme est un composé de forces et de faiblesse, de lumière et d'aveuglement, de petitesse et de grandeur : ce n'est pas lui faire son procès, c'est le définir» (DIDEROT).

«L'homme peut ce qu'il doit ; et quand il dit : je ne puis, c'est qu'il ne le veut pas» (FICHTE).

«Ce qui élève l'homme par rapport à l'animal, c'est la conscience qu'il a d'être un animal... Du fait qu'il sait qu'il est un animal, il cesse de l'être» (HEGEL).

«Le premier devoir de l'homme sincère est de ne pas influencer sur ses propres opinions, de laisser la réalité se refléter en lui comme en la chambre noire du photographe, et d'assister en spectateur aux batailles intérieures que se livrent les idées au fond de sa conscience» (RENAN).

«L'homme est, en effet, tenté de satisfaire son besoin d'agression aux dépens de son prochain, d'exploiter son travail sans dédommagements, de s'approprier ses biens, de l'humilier, de lui infliger des souffrances, de le martyriser et de le tuer. Homo homini lupus : qui aurait le courage, en face de tous les enseignants de la vie et de l'histoire, de s'inscrire en faux contre cet adage ?» (FREUD).

«L'homme, s'il n'est pas définissable, c'est qu'il n'est d'abord rien. Il ne sera qu'ensuite et il sera tel qu'il se sera fait. Ainsi il n'y a pas de nature humaine, puisqu'il n'y a pas de Dieu pour la concevoir» (SARTRE).

«La mise en question de la qualité d'homme provoque une revendication presque biologique d'appartenance à l'espèce humaine. Elle sert ensuite à méditer sur les limites de cette espèce, sur sa distance à la «nature» et sa relation avec elle, sur une certaine solitude de l'espèce donc, et pour finir, surtout à concevoir une vue claire de son unité indivisible» (R. ANTELME, déporté à Buchenwald-Gandersheim).

Mademoiselle

Christine LECQ

Lauréate du Concours

pour la Région de

Bruxelles-Capitale

(Athénée Charles

Janssens - Bruxelles)

«Dire que l'homme est un composé de forces et de faiblesse, de lumière et d'aveuglement, de petitesse et de grandeur : ce n'est pas lui faire son procès, c'est le définir» (DIDEROT).

A l'aube des temps, un homme marche à pas lents dans la grande plaine. Le soleil filtre de temps en temps à travers les nuages et fait briller d'un éclat métallique son regard épuisé.

Alors même qu'il commence à penser que cette plaine n'a pas de limite, il aperçoit au loin le relief déchiqueté d'une montagne plantée toute droite au milieu des herbes desséchées et des troncs morts de soif. Il accélère le pas imperceptiblement d'abord, puis se met à courir de toute la force de ses jambes écorchées. Là-bas, dans la montagne, au détour d'un roc, il trouvera un abri.

Il grimpe à grandes enjambées, il souffle et grogne, peine et gémit. Derrière un rocher, caché par des broussailles, un autre homme, un peu plus jeune, le seigneur des grottes, dévore la carcasse d'un animal. Accroupi, il n'a pas entendu arriver l'autre.

Une brindille craque. Il se retourne lentement et examine cet intrus maigre, le visage blafard et les yeux vides. Le vagabond tend la main d'un geste résolu vers les restes de carcasse, il a faim. D'un geste rapide, le seigneur de la grotte lui assène un coup de pierre dans le dos. Le vagabond s'écroule.

Le seigneur n'a plus faim. D'ailleurs, celui-là qui devient rouge et ne bouge pas, l'en empêche. Il se retourne mais la mort est là qui soupire derrière lui. Il essaie de marcher mais une ombre le suit. Alors, sous la lune pâle, il pleure et gémit comme un enfant. Un peu plus tard, il se lève et commence à creuser un trou, très profond. Il y glisse délicatement le corps osseux du vagabond et reste agenouillé quelques instants auprès de lui. Puis il se relève et s'en va.

Je n'ai jamais revu ce seigneur des pierres mais on dit qu'il partage souvent sa nourriture avec des inconnus rencontrés au coin d'un désert. On dit aussi que beaucoup sont morts sous ses coups, parfois sans raison.

Le grand seigneur est parmi nous, il donne et prend, tue le jour, enfante la nuit, massacre et bénit, pleure, rit et hurle avec les loups. Mais après tout, il n'est jamais qu'un homme.

Son histoire, c'est la nôtre. On naît blanc mais on ne le reste pas. Très vite, la mémoire et la conscience s'entachent de crimes plus ou moins pardonnables, de méfaits plus ou moins avouables et de petites lâchetés quotidiennes. Mais après tout, dans une vie, les occasions de se faire pardonner sont tellement nombreuses. Un jour de soleil, un sourire, un regard, les petits moments d'amour et les quarts d'heure à musique.

Depuis le début de l'histoire humaine, l'homme a eu de nombreuses occasions de montrer ce dont il était capable, pour le meilleur comme pour le pire. En temps de guerre, dans un camp comme dans l'autre, atrocités et dévouements sont cousins. Un homme frappe et blesse, un autre apparaît et panse les blessures.

L'amour est plus pernicieux encore ; on tombe amoureuse, un beau matin sans savoir pourquoi, ni comment. On l'a croisé dans la rue, il venait de trébucher et assis par terre, il vous regarde, l'air béat. Il fait extraordinairement beau et il a tout de suite envie de vous demander en mariage et de vous inviter au restaurant. Pour une fois, ça n'arrive pas que dans les films. De promenades en rendez-vous, de révélations en confidences, on se dit tout, on se découvre. On se dévoue corps et âme, on vit dans le regard de l'autre. Un soir, il rentre un peu plus tard et on oublie de l'aimer pendant un instant. Puis, un sourire, un bouquet et on oublie. Mais on est un peu moins pressée de le voir, un peu moins ravie à chacune de ses paroles. La magie n'opère plus, on se détache lentement, imperceptiblement. On ne voit pas qu'il rentre de plus en plus tard et si on s'en rend compte, pourquoi s'inquiéter ?

Quand on ne se regarde plus, quand on passe ses journées à s'interroger : où est-il ? que fait-il ? pourquoi ? Quand on commence à guetter ses allées et venues, quand on le soupçonne, qu'on l'accuse, qu'il ne répond pas ou tourne les talons, quand tout s'étiole et qu'il n'y a plus rien à aimer, il reste toujours la haine salvatrice. On se transforme en vipère sifflante, en déesse du mal et celui qui faisait rire et pleurer devient l'homme à abattre, le miroir dans lequel on ne veut plus se regarder.

Ce qu'on ne peut plus aimer, on le hait. Ce qu'on ne peut respecter, on le méprise. Ce qu'on ne peut faire vivre, on le tue. Cette insupportable fragilité qu'on porte comme un fardeau, toute une vie, on la mutile, on la fait taire dans la bouche de l'autre. On lui casse les dents, on le déchire,

Monsieur David

BAIWIR

Lauréat du Concours

pour la Province du

Brabant

(Athénée Royal Jean

Absil - Bruxelles)

on l'écartèle pour ne pas nous entendre crier notre haine de nous.

Mais cet extraordinaire entêtement à trouver le bonheur, cette faculté de l'espoir, uniques jusqu'à preuve du contraire dans l'univers, font de l'homme un être d'exception, un formidable accident, une bienheureuse catastrophe.

L'homme est une calamité ; il n'est ni bon, ni mauvais. Il est juste un animal hautement influençable, totalement incapable de la moindre raison. L'espoir existe : nous sommes toujours là. Malgré des siècles de guerres incensantes, de meurtres et d'injustice. Peut-être est-ce notre capacité à l'émerveillement qui nous sauve, ce dernier vestige de l'enfance. Peut-être, le paradis existe-t-il finalement dans ce monde bizarre. Peut-être en sommes-nous les artisans maladroits. Parce qu'après tout qu'est-ce que la perfection si ce n'est une avalanche de catastrophes qui tournent au miracle ?

L'homme n'est pas à juger, il est à vivre en grandeur et en faiblesse.

Depuis toujours, les philosophes tentent d'apporter une réponse à cette question : Qu'est-ce que l'homme ? Est-il, comme le prétend Aristote, un «animal doué de raison» ! Peut-être, mais alors qu'est-ce que la raison ? Est-ce un bienfait permettant de vivre en harmonie ? Un rêve chimérique de cette harmonie ou même la certitude qu'il est impossible de nous entendre ? Il semble qu'il s'agisse d'une façade derrière laquelle se cachent nos instincts les plus vils, ceux que nous sommes les plus enclins à satisfaire. L'histoire, malheureusement, tend à prouver l'incapacité des hommes à dominer leurs tendances belliqueuses. Comme l'a dit Fénelon : *«Les lions ne font point la guerre aux lions, ni les tigres aux tigres ; ils n'attaquent que les animaux d'espèces différentes : l'homme seul, malgré sa raison, fait ce que les animaux sans raison ne firent jamais»*. Encore faut-il ajouter que les animaux tuent pour se nourrir, et pour préserver un équilibre que la nature leur impose, tandis que l'homme pousse la barbarie jusqu'à inventer des «divertissements sanguinaires» telle la tauromachie et les élever au rang de traditions, voire d'institutions nationales. Il a mis son intelligence au service de son avidité de tout dominer. Si c'est ça la raison, «déraisonnons» gaiement.

Machiavel donne une vision certes noire mais réaliste du mode de vie des hommes : *«Les hommes se font beaucoup moins scrupule d'offenser celui qui se fait aimer que celui qui se fait craindre, parce que l'amour est tenu par un lien de reconnaissance qui, à cause de la «mauvaiseté» des hommes, rompt à la moindre occasion d'intérêt personnel ; tandis que la crainte dépend de la peur du châtement, et cette peur dure toujours»*. La crainte avant les autres sentiments : depuis toujours, la peur du châtement (et de l'exclusion sociale), inaltérable, fait marcher les hommes au pas des régiments.

Se pose aussi la question principale : Dieu ou pas Dieu ? Sur ce plan, les hommes ne savent rien, ils croient savoir, et ont le devoir de marcher vers la lumière de la connaissance, sans pour autant tout sacrifier à leur but. Là se pose le problème de la fin et des moyens : l'Eglise, avec toute l'emprise qu'elle a sur la société, doit-elle imposer son Dieu à tous, comme au temps de l'Inquisition ? Moi, je suis athée et je ne puis admettre l'idée d'un dieu de miséricorde et de bonté. Malheureusement, la croyance, la foi profonde, si elles peuvent apporter l'espoir à bon nombre d'entre nous est aussi un leurre de bonheur, puisque, quoi qu'il arrive, le chrétien croit en la survie de son âme et en sa place au paradis. Mais alors, peut-il exister une réelle volonté de construire un monde meilleur ? Que de crimes, que de sang versé au nom de Dieu. Dans la société d'aujourd'hui, où règnent en maîtres la cupidité et la course au profit, comment se situer en tant qu'homme ? Quelles sont nos valeurs ? Marcel Pagnol écrivait (approximativement) dans *«Topaze»* : *«L'homme n'est pas bon. Malgré ma raison et peut-être malgré mon coeur, je vais te dire la grande leçon. C'est la force qui gouverne le monde, et ces petits bouts de papier bruissant, voilà la forme moderne de la force»*. Faut-il s'accommoder de cette sentence ? Et en subir les conséquences ?

Il n'y a pas de liberté pour un individu si d'autres sont emprisonnés. Je pense sincèrement que l'homme est indissociable de ses semblables et de leur histoire. Or, nous paraissions souffrir d'amnésie chronique à l'approche de chaque nouvelle guerre, ou d'indifférence, et l'indifférence tue !

Yves Simon écrivait dans *«La dérive des sentiments»*, à propos de la Seconde Guerre mondiale et des prisonniers dans les camps de concentration : *«Cette guerre n'est à*

**Mademoiselle Brigitte
CAPRON**
**Lauréate du Concours
pour la Province du
Hainaut (Athénée Royal
E. Solvay - Charleroi)**

personne, ni à ceux qui l'ont gagnée, ni à ceux qui l'ont perdue. Elle ne s'est pas déroulée dans un autre temps, ni sur une autre planète. C'est à vous de chercher, d'exiger de savoir, afin que le sacrifice de leur vie ne soit pas inutile. Voilà quel était leur unique message : Pourvu que l'on ne nous oublie jamais» (citation approximative). Cette mémoire nous fait cruellement défaut et il n'est de pire amnésique que celui qui ne veut pas se souvenir. Parmi les définitions proposées, celle de J.P. Sartre me plaît particulièrement : *«L'homme, s'il n'est pas définissable, c'est qu'il n'est d'abord rien. Il ne sera qu'ensuite et il sera tel qu'il se sera fait (...)*». Je crois qu'effectivement, on est ce que l'on fait, chacun à la recherche de sa vérité, avec la sensibilité qui lui est propre, révolutionnaire dans l'âme ou pantouflard jusqu'à la racine des cheveux. L'homme n'est rien et s'obstine à vouloir se prouver le contraire. Alors, il détruit et saccage tout ce qui lui résiste, tout ce qu'il ne comprend pas. Est-il possible de faire évoluer les choses vers plus de compréhension ? Certainement, parce que tout n'est pas noir, parce qu'il existe une multitude de gens dont les sentiments d'amour et de révolte, aussi, sont prêts à exploser. La première chose à faire est d'enterrer à tout jamais notre formidable capacité d'oubli et de savoir conserver les blessures du passé comme autant de cicatrices qui ne se refermeront jamais complètement. Il faut aussi, je crois, réapprendre à rêver parce que c'est dans le rêve que se trouve l'espoir ; je dirais même qu'il est son indissociable correspondant. Apprendre à apprécier les bonheurs simples de la vie, voir dans les déserts autre chose que du pétrole ou des cailloux, parce qu'il s'y trouve aussi du sable, dont un grain ne représente rien, mais dont la multitude donne une étendue remarquable. Le désert, c'est un peu notre image. A nous de nous laisser porter par le vent et d'y faire couler la rivière de nos espoirs et de notre volonté. Tout est possible pour un coeur qui bat. Il faut aimer, aimer les autres et la vie, s'y développer en tirant le meilleur de soi, avec des larmes et des joies, sans s'accabler mutuellement et en sachant, je le répète, ce que disait Sartre : *«on sera ce qu'on aura fait»*.

«Je ne sais pas qui m'a mis au monde ni ce que c'est que le monde, ni que moi-même je suis dans une ignorance terrible de toutes choses, je ne sais ce que c'est que mon corps, que mes sens, que mon âme et cette partie même de moi qui pense ce que je dis, qui fait réflexion sur tout et sur elle-même, et ne se connaît non plus que tout le reste» (PASCAL).

Cette ignorance, dont témoigne ici l'illustre Philosophe Pascal, est caractéristique de toutes les époques. En effet, l'inquiétude de l'homme, quant à la recherche de sa nature et à la reconnaissance de son existence, préoccupa, et inquiète toujours, les plus grands penseurs de l'Antiquité à nos jours.

Chercher à définir l'homme en tant qu'Être, revient à essayer de se cerner soi-même, de comprendre sa raison d'être, sans pour autant négliger les différents contextes historiques, culturels, géographiques... susceptibles d'interférer plus ou moins activement dans cette quête de soi. La définition de la nature de l'homme passe ainsi, inévitablement, par une recherche de l'individu sur lui-même. La connaissance de soi (le «connais-toi toi-même» de Socrate) qu'il a acquise, chaque individu se sent en droit de l'étendre à l'ensemble de l'espèce humaine. Cette connaissance de soi s'acquiert, pour chacun, dans un contexte historiquement situé et s'appréhende au travers de multiples aspects : biologique, psychique, moral, culturel dont la synthèse s'opère dans la vie en société. L'être humain vit, en effet, quotidiennement dans un environnement politique (comme citoyen), économique (comme travailleur - réel ou en formation - et consommateur) et social (comme membre d'une nation, d'une région, d'une localité, d'un groupe d'amis, d'une famille), constitutif de sa société de référence.

Dans ces conditions, il est probable que nous avons tous une conception intuitive de ce qu'est l'homme, pour le côtoyer tout au long de notre vie. Mais, sommes-nous pour autant capables d'en dresser un portrait exact, d'en établir un schéma-type ? Personnellement, cela m'apparaît impossible.

Il est, toutefois, parfaitement concevable de mettre en exergue certains traits, éléments communs à tous les êtres humains, qui les singularisent, de la sorte, par rapport à toute autre forme d'existence.

Dans cette optique, la naissance m'apparaît comme le premier symbole du passage du monde-objet (au monde la

non-conscience de soi) au monde humain. Il est évident que, comme toute frontière, celle-ci est également contestable suivant les convictions de chacun. Ainsi, certains, sous l'influence de la doctrine de l'Eglise, reconnaissent l'humain dès sa conception, au stade embryonnaire, d'où, notamment, la polémique autour de la dépénalisation de l'avortement. En ce qui me concerne, j'estime plutôt que le fœtus devient homme au moment même de sa naissance, ou, plus symboliquement, lorsqu'il reçoit un nom et un prénom qui l'inscrivent dans une filiation.

A sa naissance, par son cri, l'enfant s'exprime quand les stimulations angoissantes sont trop intenses, et dans ce cri, il apprend à reconnaître ce qu'il avait de plus intime ; ce qu'il ressent, il l'extériorise. Par son souffle et son cri, il fait son entrée dans le monde des «signifiants» qui le font naître comme «sujet». L'enfant reçoit nom et prénom : cette «nomination» lui donne ses limites symboliques. Nommer quelqu'un, c'est l'abriter sous un nom. La voix qui appelle et nomme, délivre l'enfant d'un corps-objet. Il est né, nouveau-né, et le nom qu'il reçoit le sépare des objets : il apprendra à parler en se reconnaissant sous l'unité de son nom : cette main, ce pied, ce visage, c'est «moi» !

Il en ressort donc que l'une des particularités de l'homme est sa faculté de langage, de communication, dont la fonction primordiale est d'accorder à l'enfant le statut de «sujet» et non plus celui d'«objet».

Mais la parole n'est, en fait, qu'une forme d'expression de la pensée, caractéristique de l'intelligence. C'est, d'ailleurs, à cette intelligence que se réfère Aristote lorsqu'il considère que *«l'homme est un animal doué de raison»* ; la raison étant, ici, l'ultime étape vers la «perfection». En fait, Aristote envisage le développement de tout être comme un enchaînement de cause à cause (matérielle, puis formelle, ensuite efficiente), afin d'aboutir à ce qu'il appelle la «cause finale», moteur de tout changement et mouvement ; et qui, en réalité, ne représente rien d'autre que le but à atteindre. Dès lors, Aristote est forcé d'admettre l'existence d'une «cause première» : Dieu, objectif que les êtres cherchent à réaliser.

Ainsi, selon lui, le monde entier avance sans cesse vers le mieux : le minéral tend à la vie du végétal, le végétal à la vie de l'animal, l'animal à la vie de l'homme et l'homme au règne divin, qui symbolise la perfection. Selon ce philosophe grec, ce qui différencie l'homme des autres êtres est donc

la vie rationnelle ; si l'homme s'y élève, il réalise son essence. La vie rationnelle apparaît, ainsi, comme la condition du bonheur humain. Pour ma part, je verrais plutôt la vie comme un enchaînement de cause à conséquence, mais non dans le but d'atteindre la perfection divine. Je crois que l'existence de l'homme se justifie autrement qu'à travers Dieu ; simplement celui-ci lui sert de prétexte, d'échappatoire, afin de se «décharger» de toute responsabilité.

Aussi, à l'instar de Jean-Paul Sartre, je pense que l'existence de l'homme exclut l'existence de «Dieu» et donc qu'il ne saurait être question d'une nature humaine préexistante, mais bien d'autant de natures humaines que d'individus. Bien que la vision de Sartre soit plutôt pessimiste (*«l'homme, sans aucun appui et sans aucun secours, est condamné à chaque instant à inventer l'homme»*), il sait cependant particulièrement bien exposer les évasions et les excuses que trouvent la plupart des gens pour éviter de prendre la responsabilité de leurs actions. La «mauvaise foi» représente le désir de se dérober au «poids» de la liberté. Ce poids est une tare, il faut éviter que la conscience en acquiert car, par essence, elle est impondérable ; cependant, le «je» (ego), l'alourdit en objet. Son argument est que l'individu doit prendre la responsabilité de ses propres actes et ce, de tout temps et dans tous les cas.

Si j'estime que Sartre va trop loin dans son raisonnement lorsqu'il nous pousse à nous culpabiliser de notre propre naissance, ou encore, quand il envisage la vie comme une longue condamnation, je l'approuve néanmoins fondamentalement : l'existence implique que l'homme ne devient que ce qu'il se fait ; l'être humain détermine ses qualités, morales et autres, par ses actes, et donc «l'existentialisme est un humanisme».

«L'humanisme fonde l'homme en l'isolant dans la nature et l'autonomisant en droit ; l'homme est autosuffisant et puise sa légitimité et son fondement dans la Raison : «homo sapiens» est peut-être issu de la nature, mais par sa «sapience», il échappe à cette nature. L'homme est l'être suprême, supérieur et par là même, il doit, en tout homme, être respecté et honoré. D'où cette idée humaniste, universaliste et émancipatrice : l'idée des droits de l'homme» (Edgar Morin).

Cet humanisme rationaliste, selon lequel tous les hommes sont hommes, il sont donc tous libres et égaux en droits, recouvre en fait l'unité biologique de l'espèce «homo» ; mais

**Mademoiselle Cécile
LEONARD**
**Lauréate du Concours
pour la Province de
Liège (Athénée Royal
de Huy)**

au lieu de se fonder en nature, il se fonde en droit et en idéal. Je m'en réfère alors à la vieille idée de «nature humaine», que j'avais exclue auparavant, mais qui intervient, ici, uniquement dans le sens où l'on conçoit la génération à partir d'un tronc commun, se perpétuant, par la reproduction biologique, à travers une différenciation socioculturelle (individuelle, ethnique...).

Au sens biologique du terme, il ressort qu'on ne peut se passer d'une nature humaine, mais également, que le concept d'homme est un concept culturel. Bien qu'assez différents l'un de l'autre, ces deux facteurs (biologique et culturel) sont indissociables, c'est pourquoi, je parlerai, maintenant de l'homme en tant qu'être totalement «bioculturel».

En effet, tout acte humain - au départ exclusivement biologique - est totalement culturisé : manger, dormir et même sourire ou pleurer. Ainsi par exemple, le sourire du Japonais n'est pas le même que l'éclat de rire de l'Américain ! Et la chose la plus étonnante ici c'est que les actes qu'ils soient les plus biologiques sont aussi les actes les plus culturels : naître, mourir... ; la famille par exemple est à la fois un noyau reproducteur biologique et une cellule sociologique dans laquelle nous nous épanouissons.

En définitive, je considère que chaque individu - chaque homme - ne peut se définir que par lui-même, «*on est ce qu'on peut mais on sent ce qu'on est*» a écrit Stendhal. Par le nombre d'aspects différents dont il faut tenir compte, tel le bioculturel, l'actuel (existential), le social, le familial..., une définition générale de l'être humain n'est pas concevable, seule la mise en évidence et l'interrelation de certaines caractéristiques communes, peut faire office de «synthèse générale de l'homme».

Autrement dit, un des traits majeurs de l'être humain est sa capacité de s'exprimer par la parole et, par là, de se constituer comme un être en relation avec les autres hommes. Cet «être-pour-autrui» est, à mon sens, la caractéristique fondamentale de tout être humain.

Est-il question plus fondamentale que celle-ci ? Elle n'exprime pas une simple curiosité devant un problème, sans doute intéressant, mais sans mordant sur notre vie ; elle nous atteint de plein fouet dans nos fibres les plus intimes, car, nous le pressentons, à sa solution est suspendu le sens de notre vie et de notre mort. Elle jaillit aujourd'hui comme hier d'une prise de conscience de notre condition qui, sous la pression d'événements et de mécanismes inexpliqués comme par exemple la montée des violences, la cruauté du conflit serbo-croate, la propagation du sida, ou, il n'y a pas si longtemps encore, le génocide programmé du peuple juif, risque de nous envelopper dans la peur, l'angoisse ou l'inquiétude.

Et cette première expérience du spectacle du monde et de l'histoire nous renvoie à celle, plus intime, de notre être lui-même : faiblesse de nos sentiments, inconstance de nos désirs. Nous poursuivons ardemment la possession des êtres et des choses, mais la réalisation de nos espoirs nous laissent souvent sur notre faim. Enfin, la mort, ce terme inexorable de toute vie, à laquelle la raison ne voit aucun remède, semble consommer les contradictions que nous vivons.

Finalement, la question de l'identité de l'homme, c'est aussi la question du sens : *«la vie vaut-elle la peine d'être vécue ?»*. Plus d'un penseur ne souligne-t-il pas aujourd'hui que la crise traversée par le monde occidental est d'abord une crise d'identité. Comme si, à mesure qu'il étend le champ de ses connaissances de l'infiniment petit à l'infiniment grand, il finissait par ne plus pouvoir se comprendre lui-même, après que les grands systèmes idéologiques qui lui donnaient une explication globale de sa place dans le monde et peut-être des raisons de vivre, bonne ou mauvaises, se soient l'un après l'autre dérobés sous ses pieds.

En ce sens, il y aurait donc urgence de reconstruire une image de l'homme. Mais l'entreprise est-elle possible ?

Peut-être comme le dit La Mettrie, n'est-il pas possible de ne rien dire de la destinée de l'homme «jeté au hasard sur un point de la surface de la terre, sans qu'on puisse savoir ni comment, ni pourquoi, mais seulement qu'il doit vivre et mourir» : en quelque sorte, un «homme-plante», livré à la cécité du hasard, pour reprendre le titre d'un de ses ouvrages. Mais on réalise qu'une telle réduction de l'être humain à la nature qui l'environne est inacceptable. Elle «provoque» dit R. Antelme, *«une revendication presque biologique d'appar-*

tenance à l'espèce humaine». Car s'il est vrai qu'il partage une certaine condition avec l'animalité dont il est issu, il n'en est pas moins vrai que l'homme est capable de sublimer ses instincts et de transformer par exemple la souffrance en chefs-d'oeuvre artistiques, le besoin de nourriture dans l'art de la gastronomie, le besoin de se reproduire dans l'art d'aimer et le conflit ouvert par le palabre diplomatique et la construction de la paix. Et c'est trop peu dire, à la suite d'Aristote, qu'il est doué de raison, comme s'il ne s'agissait que d'un échelon supplémentaire dans l'échelle du vivant.

Certes, on objectera avec Machiavel, Hobbes qui énonça *«l'homme est un loup pour l'homme»*, Fénelon, Freud et tant d'autres que l'homme est de tous les animaux celui qui a poussé au plus haut degré l'exploitation, l'oppression et la cruauté envers ses semblables. Mais comme le disait récemment le ministre Gol lors de la commémoration du 50ème anniversaire du camp de la mort de Treblinka, dans le même temps que des tortionnaires effectuaient leur sinistre besogne, des résistants, des héros et des saints nous empêchaient de désespérer de l'homme.

Peut-être l'homme n'est-il pas définissable au départ et une fois pour toutes. Parce que, dit Sartre, au départ il n'est en rien prévisible. *«Il est tel qu'il se fait»*. Vouloir en donner une définition équivaldrait alors à dresser une carte d'état-major d'un territoire n'existant nulle part. Pour pouvoir parler de *«nature humaine»*, il faudrait qu'un artiste ou, disons le mot, un Créateur, ait conçu un homme au moins en projet. *«Il n'y a (donc) pas de nature humaine»* dit-il, *puisqu'il n'y a pas de Dieu pour la concevoir*.

Et si Sartre avait raison ? Si ce qu'il démontrait par l'absurde n'était que l'écho inversé de la pensée de Luther : *«Il n'y a pas d'espoir que l'homme pourra jamais se connaître lui-même (...) et savoir ce qu'il est, jusqu'à ce qu'il se voie dans la source même, qui est Dieu»*. Et si Sartre avait été celui qui avait démontré le mieux, sans le vouloir sans doute, que la question de l'homme est inséparable de la question de Dieu ? Et si l'homme comme *«mesure de toute chose»* était incapable de rendre compte de la grandeur qui l'habite. Comme si, selon le mot de Pascal, *«l'homme passait infiniment l'homme»*.

Nous serions dès lors ramenés une fois de plus à nous interroger sur l'identité de Dieu et les rapports qu'Il entretiendrait avec l'homme. Mais n'est-ce pas là la grande question des premiers chapitres du livre de la Genèse, dont le tout premier mot

est, selon la traduction de Chouraqui : «*Racines*». Hommes, quelles sont tes racines et tes finalités ?

On verrait alors se dessiner, comme en filigrane derrière le langage imagé, emprunté aux mythes babyloniens et sumériens, une étonnante esquisse de l'homme, comme une «remontée de l'être». «*Qu'est-ce que l'homme, que tu en gardes mémoire*, dit le psalmiste, le fils d'Adam, *que tu en prennes amitiés ; à peine le fis-tu moindre qu'un dieu, le couronnant de gloire et de splendeur ?*».

On y verrait en Adam, le terreux, l'éminente dignité de la personne humaine créée par Dieu à son image, et appelée à devenir elle-même dieu ; on y verrait, par-delà les époques, les classes et les races, l'expression de l'unité fondamentale de tous les hommes. On y verrait un homme co-créateur et partenaire dans une nature désacralisée, où les astres ne sont plus des dieux mais de simples luminaires, où c'est lui qui nomme les animaux, marquant ainsi qu'il en est distinct, un homme qui se constitue dans «l'être avec» de la relation, un être qui reçoit pleine liberté et la vie en abondance. Un être qui, en même temps, reçoit l'interdit qui le protège de l'autodestruction, à savoir de décider par lui-même, selon ses pulsions, de ce qui est bien et ce qui est mal, autrement dit de se prendre lui-même pour Dieu.

N'y a-t-il pas là la contestation radicale de tout totalitarisme, de cette tentation totalitaire, pour reprendre le titre d'un ouvrage de J.F. Revel, qui, à toutes les époques, en prétendant instaurer un paradis sur terre n'aboutit qu'à la destruction et à la mort de l'homme. Comme si, sensible au chant du serpent «vos yeux s'ouvriront et vous serez comme des dieux», l'homme n'en finissait pas, en voulant s'affranchir de sa dépendance - tout amour n'est-il pas dépendance vis-à-vis de l'être aimé - de se construire de nouvelles chaînes.

Ainsi, en suivant cette douloureuse déchirure de l'humain, ne sommes-nous pas finalement reconduits devant le mur de l'absurdité radicale et sans espoir ? L'existence humaine n'est-elle pas vouée à l'échec ? Serions-nous replongés, comme l'ont exprimé Sartre et Heidegger notamment, dans l'angoisse d'une nature «hantée par une totalité qu'elle est, sans pouvoir l'être».

Mais pourquoi privilégier l'angoisse ? La souffrance et l'inquiétude de «la non satisfaction de soi» ne peut-elle devenir le principe actif d'un dynamisme orienté vers la transcendance ? Ne pourrions-nous pas considérer avec G.

**Monsieur Jean-
François HERBIET**
**Lauréat du Concours
pour la Province de
Namur (Institut Notre-
Dame du Sacré Coeur
de Beauraing)**

Marcel, dans *L'homme problématique*, l'inquiétude «*comme le mouvement par lequel l'âme humaine, dénonçant toute complaisance à elle-même (...) se dégage de soi et se porte en quelque manière à la rencontre de la grâce ?*». Aussi la prise de conscience de notre existence déchirée ne serait plus source de scandale, ou tombée à pic dans l'absurde, mais par elle, l'homme serait comme soulevé au-dessus de la peur, portant son regard vers Celui, Nouvel Adam, en qui toute chose est recréée, qui lui ouvre le passage.

Certes, tout peut se dire, tout peut s'écrire. Ce que l'homme dit de Dieu, c'est l'homme qui le dit. Ce que l'homme dit de l'homme, c'est lui qui le dit. Mais ne peut-on au moins reconnaître que cette formidable insatisfaction et cette recherche incessante de dépassement, cette ouverture sur le don et ses sursauts devant les barbaries, sont la trace en creux de son ouverture sur un au-delà de lui-même ? Nous pourrions alors conclure provisoirement la question «qu'est-ce que l'homme» en donnant la parole à Pascal :

«Quelle chimère est-ce donc que l'homme ? Quelle nouveauté, quel monstre, quel chaos, quel sujet de contradiction, quel prodige ! Juge de toutes choses, imbécile ver de terre, dépositaire du vrai, cloaque d'incertitude et d'erreur ; rebut et gloire de l'univers».

Déjà depuis les sages de l'antiquité, cette question fondamentale tourmentent les hommes. Il est donc normal que dans notre 20ème siècle de découvertes, nous nous demandions ce que nous sommes.

Aristote a dit : «*L'homme est un animal doué de raison*». Cela sous-entend que même si nous sommes des êtres vivants, nous sommes uniques. Il y a chez nous, un quelque chose de plus que chez les animaux. Nous ne sommes pas seulement des ensembles de cellules, mais nous possédons une dimension spirituelle. Mais alors quelle est cette dimension ? Comment pouvons-nous nous définir ?

Le travail que je présente est personnel et ne représente que ma façon de voir les choses. Je vais d'abord définir l'homme en tant qu'unité morale et physique, puis à travers son comportement, ses actes et sa façon de penser.

Darwin l'a prouvé, l'homme est issu du monde animal. Il fait partie de l'ordre des primates et est un proche cousin

des singes actuels. Les ressemblances morphologiques entre un homme et un singe sont d'ailleurs frappantes. En effet, tous deux peuvent se servir de leurs mains préhensiles pour attraper des objets. Leurs membres postérieurs sont très semblables et permettent la station debout. Ils ont aussi des cerveaux assez volumineux.

Autres caractéristiques provenant de nos origines animales : il y a deux sortes d'êtres humains : mâles et femelles (même si ces mots sont rarement employés pour les nommer). Ceux-ci s'unissent pour continuer l'espèce humaine. L'homme, en tant que machine biologique a aussi des obligations telles que se nourrir, boire, manger et respirer, qui sont nécessaires à sa vie, au sens propre du terme. En dernier lieu, nous pouvons encore prouver cette parenté par les comportements instinctifs de l'homme, qui lui sont restés du temps où il était animal. On peut citer l'instinct d'agressivité et de survie, par exemple. Les réactions qu'ils provoquent sont souvent incontrôlables et inexplicables. Nous venons de le voir, l'homme a de nombreuses caractéristiques communes avec la faune de sa planète. Il en fait donc partie, et dans l'arbre de l'évolution selon Darwin, il possède sa petite branche.

Néanmoins, force nous est de constater que toute ressemblance avec les animaux s'arrête là et que l'homme possède deux caractéristiques qui lui sont propres et qui contribuent à en faire un être à part. Tout d'abord son intelligence, qui est typique à l'homme. Grâce à son cerveau, qui est une machine très complexe, l'homme est capable de raisonnements géniaux, et possède des capacités intellectuelles toutes aussi fantastiques.

L'homme, en étant parfaitement conscient de ses capacités, s'en est servi pour soumettre le monde qui l'entoure à ses besoins. Il a soumis les plantes et le bétail pour se nourrir, le feu pour se chauffer et ainsi avec l'eau, l'électricité et le métal. Il s'en est servi pour expliquer le monde qui l'entoure, ce fut la naissance des sciences. Il a inventé le langage, pour communiquer avec ses semblables, ainsi, il fut plus malin.

Cette intelligence est peut-être à la base du deuxième trait typique de l'homme : sa conscience. Peut-être Aristote en disant que l'homme est un animal doué de raison a-t-il oublié ce point, fondamental à mon sens. Bien que ce soit une donnée abstraite, il est facile de se rendre compte que l'homme n'est pas seulement un singe doué. Il est capable

de poser un jugement sur ses actes, quel que soit son Q.I. Quand il fait quelque chose, sa conscience ne le laisse pas indifférent : soit c'est bien, soit c'est mal. Ainsi, pour être en accord avec sa conscience, un homme doit toujours s'orienter vers le bien, sinon il est pris de remords (il faut ici exclure les malades mentaux).

Après avoir tenté de décrire l'homme en tant que personne physique et morale, je vais le décrire au travers de son comportement, envers lui-même et ses semblables, c'est une autre façon de le décrire, qui reste en étroite relation avec ce qui est écrit ci-dessus.

L'homme ne peut vivre seul, c'est un fait. Pour s'épanouir, il doit vivre avec d'autres humains, il a donc créé la société. Pour être plus fort, plus apte à survivre, mais aussi parce que c'est un besoin psychologique. Ils ont uni leurs pensées et ont élaboré leur milieu de vie et leur façon de vivre. Ils ne cessent de l'améliorer, ils sont toujours insatisfaits de leur condition. Mais dans un même temps, pour vivre et bénéficier des avantages de la société, l'homme a dû abandonner une partie de sa liberté, ce qui est difficile. Car l'homme quand il est en société (c'est un paradoxe) devient égocentrique. Il pense avant tout à lui et son bien-être. Comme dit si bien Hobbes : *«l'homme est un loup pour l'homme»*. Les guerres illustrent bien la cupidité et l'égoïsme de certains hommes. Ils se battent pour obtenir des territoires qui n'ont à l'origine du monde, aucun propriétaire, mais que tout le monde employait. Alors, c'est la loi du plus fort qui «mange» le plus faible ou le terrorise pour obtenir ce qu'il veut.

**Monsieur Fabien
MAZIERS
Lauréat du Concours
pour la Province du
Luxembourg (Institut St
Joseph - Saint-Hubert)**

Néanmoins, je pense qu'il ne faut pas généraliser et que la plupart des hommes sont sages. Si on y regarde de plus près, les guerres ont souvent été provoquées par des hommes seuls, mais qui ont réussi, par la terreur ou le mensonge, à s'imposer comme chefs d'Etats (Hitler, Hussein,...). Généralement les hommes écoutent leur conscience et leur raison. Je pense que Malebranche a raison de dire que *«les hommes savent qu'il vaut mieux être juste, que d'être riche, être raisonnable que d'être savant ; avoir l'esprit vif et pénétrant, que d'avoir le corps prompt et agile»*. Mais malgré qu'ils le sachent, ils ne le mettent pas toujours en pratique.

Voyons maintenant le comportement caractéristique de l'homme envers lui-même. Il est je pense commun à tous les hommes. Chaque homme, ayant conscience de sa vie, tente

de lui donner un sens. Ainsi, il se forge un idéal (bon ou mauvais) qu'il va essayer d'atteindre, au long de sa vie. Pour certains, il est matérialisé par la religion, le dieu est en fait la perfection à atteindre. D'autres, comme les franc-maçons ont un idéal philosophique ou d'autres encore un idéal matérialiste, comme l'argent. C'est sa conscience qui indique à l'homme quand il se rapproche de son idéal ou quand il s'en éloigne.

En conclusion, nous pouvons dire que l'homme est un être qui possède des caractères propres aux êtres idéaux que sont les dieux (connaissance du bien et du mal) mais ceux-ci sont atténués par des instincts animaux et l'emprise d'une enveloppe charnelle. Mais cette définition ne peut être considérée comme statistique, car l'homme est un être en devenir. D'abord dans sa vie, il passe du bébé à l'adulte, puis au vieillard, puis meurt. Et dans l'évolution selon Darwin : au départ du singe, l'homme est devenu plus malin, a appris à parler, à construire, il a perdu des poils... On peut voir une sorte de translation entre ces deux progressions : quand le bébé naît, il ne peut parler, réagit d'instinct et ses capacités intellectuelles sont faibles. Puis en passant à l'âge adulte, il apprend à parler, il marche, il possède des capacités sexuelles. Ensuite, en vieillissant, il perd ses facultés sexuelles, ses cheveux, etc... La définition de l'homme est donc en continuelle modification et qui peut prédire à quoi ressemblera un homme dans un million d'années ?



Les lions ne font point la guerre aux lions, ni les tigres aux tigres ; ils n'attaquent que les animaux d'espèces différentes. *«L'homme seul, malgré sa raison, fait ce que les animaux sans raison ne firent jamais»*. Cette citation de Fénelon étaye bien l'une des caractéristiques principales de ce mammifère qu'est l'homme : un animal doué de raison selon Aristote. En effet, si celui-ci peut être inclus à la biocénose, donc se résumer au fruit d'une longue et complexe évolution, il se trouve cependant élevé par la psychologie au rang d'être intelligent, «Intelligent», «*doué de raison*», qu'entendons-nous par là ? Sont-ce des excuses permettant aux hommes de s'entre-tuer, ou plutôt est-ce un motif autorisant certains humains à en écraser d'autres au nom d'une idéologie quelconque ?

Nombreux sont les cas, à grandes ou petites échelles, où des hommes se comportèrent en bourreaux non seulement inhumains mais surtout indignes du règne animal.

En fait, jamais un être vivant autre que l'homme n'a perpétré les violences innombrables commises dans les camps de la mort. Jamais un animal ne provoquera la mort d'un autre animal si celle-ci n'est pas indispensable à sa propre survie. L'instinct de conservation régit la vie animale et rien ne leur est plus étranger que la programmation de la souffrance d'autrui. De plus, d'après des observations scientifiques, il est prouvé que la notion de douleur dans le règne animal n'est pas à mettre en parallèle avec la douleur que peut ressentir l'être humain. C'est seulement suite à une propagande anthropomorphiste entretenue par des créateurs comme Disney que l'on identifie nos comportements à ceux des bêtes. En somme, seuls les êtres humains peuvent provoquer la souffrance physique et morale voire la mort uniquement dans le but d'assouvir leurs instincts meurtriers.

Comment imaginer qu'un bon père de famille se transforme subitement en bourreau d'enfants ? Ce mystère, évoqué dans le roman de Robert Merle *«La mort est mon métier»*, personne n'en connaît la réponse exacte. Des hypothèses sont formulées : la plus courante montre que l'homme serait manipulé par un tyran charismatique nourrissant, dans le terreau de l'humiliation, de la peur et de la souffrance, une idéologie meurtrière camouflée par des rêves de vengeance, de paix et de bonheur. Paradoxal ? Oui et non, car l'homme, qui n'agit pas par pur instinct, peut se permettre de modifier ses buts, ses désirs.

Dans le même registre de la faiblesse humaine, ne pourrions-nous pas classer cette indifférence caractéristique des nantis face aux malheurs des autres ? Prenons le cas de l'ex-Yougoslavie. A moins de 2.000 km de chez nous, des atrocités que l'on pensait à jamais révolues se commettent quotidiennement en toute impunité. Comment expliquer une telle passivité de la part de nations qui se prétendent *«redresseuses de tort»* ? Comment ne nous révoltons-nous pas devant toutes ces horreurs perpétrées au nom d'une théorie raciale pudiquement qualifiée de *«purification ethnique»* ?

«Solution finale», *«nettoyage»*, *«purification ethnique»*, autant de termes qui résonnent, tel le glas, sur les champs d'ossements de victimes innocentes. Ces actes, osés par des bourreaux, doivent-ils être voués aux oubliettes ou doi-

vent-ils hanter la mémoire de l'homme jusqu'à la fin des temps ? Il faut que l'espèce humaine entretienne la flamme du souvenir, ne fût-ce que pour honorer toutes les souffrances stoïquement subies, mais aussi afin que ces atrocités ne se reproduisent plus... Ne se reproduisent plus au Vietnam, ne se reproduisent plus en Irak, ne se reproduisent plus en Yougoslavie...

Quand on y regarde de plus près, les cérémonies du souvenir de plus en plus désertées par les jeunes ont-elles porté leur fruit ? Ont-elles seulement infirmé un comportement sanguinaire ? Le simple fait d'assister à ce genre de commémoration rebute de plus en plus les générations d'après-guerre souvent désillusionnées... ou lucides, trop fréquemment convaincues que l'espèce humaine est fondamentalement mauvaise. En effet, de tous temps, elle a cherché à nuire, à persécuter.

L'histoire nous révèle que, pendant des siècles voire des milliers d'années, certains peuples n'ont connu qu'exils, déportations, extermination, esclavage... Certains groupes seraient-ils, plus que d'autres, sujets aux persécutions ? Nous pensons directement à la nation juive mais évoquons aussi les Russes, les Indiens d'Amérique, les Tsiganes... Ces boucs émissaires rêvés avaient le malheur d'être pacifistes, de posséder des richesses convoitées, de vénérer un mode de vie hors du commun ou... d'avoir tué le Christ, lui-même un Juif...

En fait, l'homme a souvent réagi avec bestialité ; si, au cours de l'évolution, il a évolué, si les civilisations se sont raffinées, force est de constater que l'espèce humaine s'est surtout singularisée par la préférence qu'elle voue au malheur, plus particulièrement au malheur d'autrui, plutôt que par sa volonté «génétique» de faire le bien.

L'homme se révèle, la plupart du temps, incapable de supporter un être différent. L'altérité le gêne, l'effraye. Cette peur viscérale d'être confronté à un être dissemblable laisse des traces dans le vocabulaire. «*Différent*» est l'homonyme de «*différend*», qui signifie «*conflit*». Un étranger est, avant tout, quelqu'un qui vous paraît loufoque, bizarre, étrange... En cette fin de 20ème siècle, l'apprentissage de la tolérance devrait être une véritable préoccupation pédagogique dès l'enfance.

Mademoiselle

Marielle

COENJAERTS

Lauréate du Concours

pour la Région de

Bruxelles - Capitale

(Athénée Royal Jean

Absil - Bruxelles)

Concours de dissertation 1994

Thème : Réflexion sur la violence.

Conjugué au passé comme au présent, le monde nous donne le spectacle d'une violence perpétuelle et quotidienne. Que ce soit sur la scène de la politique, des idées, des religions, des rapports humains ordinaires et même du sport, la violence semble régner en maître. Il nous suffit, pour s'en persuader, d'écouter ou de lire les informations pour constater l'ampleur du phénomène.

Nous souhaiterions vos réponses aux questions suivantes :

-Comment vous situez-vous par rapport à la violence ?

-Quel rôle lui attribuez-vous ?

-Pensez-vous qu'il y ait des usages légitimes de celle-ci ?

-Comment réagissez-vous lorsque vous êtes aux prises à une situation de violence ?

Depuis que l'homme a posé son empreinte despotique sur le monde, la violence y règne en maître. De tous temps, la raison du plus fort a toujours été la meilleure et ce en quelque domaine que ce soit. La politique, le sport, les religions, les rapports quotidiens sont le terrain de luttes parfois impitoyables. On pourrait croire que l'homme est habité par le gène de la violence tant il déploie d'ingéniosité dans le seul but de faire souffrir ses semblables. Il est l'animal le plus ignoble et le plus vil car sa cruauté n'a rien d'utilitaire, elle est totalement gratuite. Le problème de notre société est que cette violence est banalisée à tel point que nous mélangeons fiction et réalité. La télévision nous abreuve d'images choquantes, que ce soit dans un film ou une séquence d'informations. L'audimat avant tout ! Et comme le sang seul fait vendre... L'homme, souvent voyeur, est attiré par tout ce qui pourra assouvir son besoin d'émotions fortes. L'écran ne nous offre plus que le spectacle de personnes assassinées, mutilées, agonisantes... Dès lors, comment analyser l'actualité puisque tout se résume à des images ? Cette banalisation entraîne une désensibilisation de l'individu.

Les religions et les idéologies prêchent également la violence et l'intolérance. Que penser de l'Ancien Testament qui déclare d'emblée : «Je te punirai ainsi que ta descendance» ? Or, un fils n'est pas responsable des erreurs de son

père. Les guerres de religion ont été et sont des plus sanglantes. La violence y revêt un caractère sacré. Les combattants sont convaincus d'accomplir une mission divine ; ils rendent «justice». Invoqué à tort ou à raison, ce mot est à la base d'une violence particulière, celle du bon droit. Elle est pleine de contradictions et me fait l'effet d'une «pacification par la force».

La violence n'a jamais qu'un seul but : terroriser afin d'entraîner la passivité des masses. Les régimes totalitaires sont parvenus à s'édifier grâce à la peur. Staline a créé les goulags où s'entassent les opposants au régime et est ainsi parvenu à asseoir son pouvoir. Les dictatures d'Amérique latine ont systématiquement éliminé tous ceux qui avaient le tort de penser autrement et, aujourd'hui encore, de nombreuses mères cherchent à savoir ce que sont devenus leurs enfants. Les exemples de ce type sont malheureusement légion dans l'Histoire.

**Mademoiselle
Laurence MARTIN
Lauréate du Concours
pour la Province du
Brabant (Athénée Royal
Riva-Bella - Braine-
L'Alleud)**

Le premier rouage de l'engrenage de la violence est la perpétration d'attentats, visant à provoquer une réaction de panique au sein de la population et à déstabiliser les institutions démocratiques : songeons aux attentats «novis», ceux de l'extrême droite italienne (en gare de Bologne notamment).

Mais à la violence gratuite ne doit pas répondre la violence gratuite. Il faut toutefois savoir en user afin de préserver la liberté de chacun. J'estime qu'elle est légitime lorsqu'elle sert à défendre certains principes ou qu'elles s'accomplit au nom d'un intérêt supérieur. Le meilleur exemple dont nous disposons est l'invasion de la Rhénanie par Hitler lors de la Seconde Guerre mondiale. Si les puissances européennes avaient réagi à ce moment-là, l'avenir aurait peut-être été différent.

Je n'ai personnellement jamais été aux prises à une situation de violence physique mais je suis persuadée que la violence verbale est plus cruelle et peut causer des blessures plus profondes que les coups : l'humiliation et la torture morale marquent au fer rouge un individu.

Peu de gens sont capables d'intervenir lors d'une agression. Ils ne parviennent pas à rassembler en eux le courage nécessaire et cachent leur lâcheté derrière de prétendues responsabilités : «J'ai une femme et des enfants...». La peur prend le dessus et paralyse.

Fondamentalement, la violence sommeille en chacun de nous et ne demande qu'à se réveiller pourvu qu'on en actionne convenablement le mécanisme. Les démagogues sont habiles à exploiter à cet effet nos frustrations. Quelques arguments simplistes font le reste... Une importante partie de la population peut ainsi se trouver mobilisée par la seule magie du verbe, prête à suivre son guide jusque dans ses folies. Face à ces débordements, les parades sont limitées et même inexistantes dans les pays où l'enseignement se trouve sous influence.

Voir l'école prêter une plus grande attention à l'initiation civique et surtout à l'exercice de l'esprit critique de chacun constituerait évidemment la solution idéale.

Mais, comme tous les rêves, elle ne deviendra jamais réalité.

De tous temps, l'homme face à certaines situations a fait preuve de réactions violentes. En fait, comme l'a montré la psychanalyse, cette violence est en nous et il nous faut l'accepter pour pouvoir y trouver des substituts, des remèdes.

Ainsi, moi-même -qui ai toujours condamné toute forme de violence qu'elle soit raciste, religieuse ou autre- j'ai dû intégrer la part de violence qui est en moi. Cette intégration ne fut pas aisée car au départ, je pensais que, vu ma position face à la violence, je ne pourrais y être moi-même amenée. Cependant, il me fallut tout de même l'intégrer et trouver d'autres exutoires à mes colères. Ces exutoires sont la musique, la sculpture et d'une manière plus générale la création artistique. Je pense donc que cette voie de la création musicale ou autre qui commence à être exploitée dans les milieux défavorisés peut apporter de bons résultats au niveau de la diminution de la violence.

En fait, le mot exutoire me semble bien résumer le rôle de la violence dans notre société. Notre civilisation industrielle connaît en ce moment une crise économique mais aussi politique et culturelle. Allant de pair avec cette crise, nous voyons la montée de la violence. Aussi, celle-ci peut-elle être assimilée à une manifestation sociale de rejet de notre système actuel. Ce sujet, la violence dans les stades est un exemple flagrant de refus d'une société à deux vitesses où les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres. Ainsi dans les stades, des hordes de chômeurs et d'exclus expriment par la violence leur rage envers une société qui les rejette. Cette violence, même si

**Monsieur Fabrice
DORIGO**
**Lauréat du Concours
pour la Province de
Liège (Athénée Royal
«Air Pur» - Seraing)**

elle est le fait d'exclus qui n'ont pratiquement pas d'autres moyens d'action, ne doit pas pour autant nous paraître normale, voire légitime : elle doit être condamnée.

En effet, je pense qu'aucun usage de la violence ne peut être considéré comme légitime, comme admissible. Malheureusement, à cette affirmation, je dois apporter une restriction car je suis consciente de mon utopie de même que je suis consciente du fait que dans la réalité, la violence est parfois un mal nécessaire. En effet, face au crime, on ne peut rester les bras ballants attendant de se faire tuer ou regardant un peuple se faire massacrer sous nos yeux. Dans ce cas précis, une réaction violente serait peut-être un moindre mal. Ce simple exemple montre la position difficile qu'occupent les pacifistes, les non-violents. Sans cesse, ils sont pris dans cet étrange paradoxe : ils ne veulent pas que le sang soit versé et cependant afin que la paix soit rétablie, le sang devra être versé. Tout ceci montre que tous nous devons faire des concessions quitte à trahir quelque peu nos idéaux. Un homme qui refuserait toute violence, qui resterait jusqu'au bout fidèle à ses convictions de non-violence serait un homme hors du monde, hors de la réalité. Or, nous devons rester dans le monde pour pouvoir agir. De plus, cette action doit se faire par des moyens doux et pacifiques tout en sachant que la violence sera peut-être nécessaire mais cela seulement en dernier recours. L'idéal eut été que la violence fut prévenue, étouffée dans l'oeuf.

En fait de moyen pacifique, je pense que le dialogue est primordial. Aussi, ma réaction face à toute situation de violence est d'abord d'essayer de rétablir le dialogue entre les belligérants. En effet, on remarque que souvent les conflits sont dus à une incompréhension au départ et qu'au bout d'un certain temps les acteurs de ce drame ne savent même plus pourquoi ils se battent. Ainsi, face à tout conflit, il est essentiel de clarifier la situation présente, de remonter aux sources du conflit afin d'en connaître les causes et ensuite, grâce au dialogue, de tenter de trouver une solution pouvant convenir aux différentes parties.

En somme, je maintiens ma condamnation de la violence tout en connaissant l'ambiguïté et la faiblesse de ma position. La non-violence est donc une attitude bien plus difficile qu'il n'y paraît car elle implique certaines concessions ainsi qu'une réflexion constante sur le monde et la société qui nous entourent. Nous devons sans cesse réviser et affiner nos jugements.

Témoins ou acteurs, bourreaux ou martyrs, coupables ou victimes, les hommes sont face à un phénomène qui prend une ampleur effrayante : la violence. Issu d'un mariage entre la marginalité, l'ambition et la crainte, cet enfant maudit a jeté son dévolu sur la planète entière. Au fil du temps, elle s'est répandue comme une gangrène.

Attachons-nous tout d'abord à éclaircir la notion de violence. De façon tout à fait générale, la violence se caractérise par un abus de force, de pouvoir. Cet excès peut être moral et / ou physique. Le chantage est, par exemple, une forme de violence morale alors que les mauvais traitements corporels arborent un aspect plus physique. Il est bien évidemment possible de rassembler ces deux catégories de violence. Il arrive bien souvent qu'une contrainte morale aboutisse à une violence physique. C'est le cas lorsque, n'ayant pas donné suite au chantage, une victime subit la sentence ultime.

Cette violence, qui nous apparaît souvent gratuite, joue un rôle bien réel. Mais avant de nous y attaquer, lançons-nous dans l'analyse de ses origines. Celles-ci permettront d'explicitier ultérieurement ses rôles. La violence naît du fait que certaines personnes ont le sentiment que la société est indifférente à leur égard. Elle provient également d'une misère qui prospère sans cesse, de la volonté de s'écarter des normes imposées par la société, de l'envie exacerbée de pouvoir et de puissance, de convictions idéologiques (politiques, religieuses, ...) trop profondes, de l'ambition démesurée de certains hommes, d'un sentiment paranoïaque, de la crainte d'autrui... Les origines, comme nous pouvons le constater, sont multiples. La violence est le moyen utilisé pour se démarquer d'une société imparfaite et souvent décevante. C'est aussi une manière d'exercer de l'influence et d'imposer ses idées. A travers tous ces rôles, la violence exprime aussi une recherche de respect. L'homme veut se marginaliser, dominer ou réagir dans une optique d'auto-valorisation.

La violence est un phénomène qui s'est généralisé. Elle est omniprésente. On ne peut que rester insensible car chacun y est confronté. Nous pouvons être aussi bien extérieurs, dans le camp des observateurs, que totalement impliqués, en tant que victimes ou même acteurs. Ce qu'il ne faut pas nier non plus, c'est qu'à échelle réduite, nous sommes, parfois même sans nous en rendre compte, violents dans nos propos ou notre comportement.

Monsieur Nicolas

LEMAITRE

Lauréat du Concours

pour la Province du

Hainaut (Athénée Royal

d'Enghien)

Toutefois, une question essentielle subsiste : est-ce qu'il est des usages légitimes de la violence ? Certes, la violence peut apparaître radicalement négative. Et à raison ! Mais pouvons-nous dire qu'elle est illégitime quand le misérable, par instinct de survie, vole au riche, quand cet homme, agressé dans la rue, riposte ou quand une vieille femme use de violence verbale à l'égard de jeunes irrespectueux ? Bien que la violence soit une solution totalement repoussante, je crois qu'il en existe des usages légitimes mais qu'il faut essayer de les limiter dans la mesure du possible.

Lorsqu'une situation de violence se présente à moi, que ce soit par l'intermédiaire des médias ou en direct, je conclus très profondément que l'homme est absurde. Il a complètement perdu le sens de l'essentiel : vivre en harmonie avec les autres et surtout avec lui-même. Les personnes qui usent spontanément et constamment de violence sont très souvent mal à l'aise avec elles-mêmes, avec leur enveloppe corporelle. Ceci est la cause d'un trouble profond qui les pousse à la violence.

La violence est donc une rupture avec la société, un besoin de se valoriser et un instinct de défense. Le phénomène, dont l'ampleur va grandissant, puise ses racines dans la frustration et la peur. Il est utopique de croire que les choses vont s'arranger. Peut-être connaissons-nous des périodes d'accalmie. Mais là où la réalité révolte, prônons le rêve.

Lorsque je regarde les informations télévisées ou que je lis un journal, je suis frappé -et je ne suis sûrement pas le seul- par le nombre de reportages ou d'articles ayant la violence comme toile de fond.

Cette violence peut se retrouver dans divers domaines : politique -les guerres, génocides ne sont souvent que la partie visible de l'iceberg-, public -rares sont les manifestations pacifiques, sans débordements «physiques»-, ou même sportif -les actes de violence gratuits sur les terrains ne sont que peu sanctionnés ; je n'ose même pas évoquer le hooliganisme !

Un constat s'impose donc : la violence est un phénomène de société. Que de films ont pour seul scénario la violence pure. Dans la cour de récréation, un cercle ne se

forme-t-il pas immédiatement autour d'une altercation, poussant à l'affrontement ?

La violence a très souvent comme origine profonde la peur de l'autre. Elle est utilisée pour se défendre contre une agression ou en cas de riposte pour éviter une nouvelle, appliquant alors à la lettre la loi du talion. Le désir de valorisation engendre aussi la violence : n'est-ce pas là le fait de prévenir un éventuel rejet du groupe dont on fait partie ?

Les actes de violence sont une constante de toutes les sociétés humaines, dépendant peu ou pas de facteurs géographiques ou temporels. Ils nous montrent que l'Homme est resté le même, le cousin des primates et autres mammifères ! Sa raison ne lui suffit pas toujours pour se distinguer de ceux-ci. Ils nous prouvent que cet instinct bestial est préservé, qu'il survit au fond de chacun de nous. Mais, il me faut remarquer qu'ils sont étroitement liés au contexte économique. L'instabilité économique entraîne en effet une fragilité relative au niveau politique. Or, lorsqu'un gouvernement est instable, le désordre menace, le spectre de la prise de pouvoir d'un groupe aux dépens d'un autre plane. Certains groupuscules se sentent donc menacés et tentent de se protéger en usant de la force : je pense au Rwanda où à l'origine, un petit groupe a commencé à éliminer les autres ; aujourd'hui, ce conflit a dégénéré en génocide.

Mais chez nous, en Europe, qu'en est-il ? Depuis que la crise économique sévit, les mouvements d'extrême droite s'amplifient, montrant du doigt des boucs émissaires et menaçant le fragile équilibre établi. Ces mouvements gagnent notre société, s'attaquant tant à la sécurité individuelle qu'au système politique : les partis d'extrême-droite sont un réel danger pour la démocratie. Ce «pourrissement» social est tel que le souvenir d'un passé proche -le deuxième quart de notre siècle- semble s'estomper doucement, comme si la guerre, les camps de concentration et d'extermination n'avaient pas suffisamment montré le danger que représente l'extrême droite au pouvoir. Ces mêmes compas qui se retrouvent, de façon plus «raffinée» en ex-Yougoslavie.

Je me pose la question suivante : ces actes de violence sont-ils vraiment légitimes ? Je me demande s'ils permettent d'atteindre autre chose que la violence elle-même. Certes la pression de l'Intifada n'est pas complètement étrangère aux concessions israéliennes, mais, n'est-ce pas

**Mademoiselle Marie
HOYAS
Lauréate du Concours
pour la Province de
Namur (Institut Notre-
Dame du Sacré-Coeur -
Beauraing)**

la diplomatie dont fit enfin preuve l'O.L.P. qui a mené au compromis ? Martin Luther King et Ghandi ne sont-ils que des noms, n'ont-ils pas obtenu, ne fût-ce que partiellement, ce qu'ils voulaient ? N'y seraient-ils pas arrivés si la violence n'avait mis fin à leurs actions pacifiques ? Et Nelson Mandela, le principal acteur de la chute de l'Apartheid a-t-il, une seule fois, prôné la violence ?

Les actes de terrorisme, les attentats aériens, les tueurs du Brabant Wallon et d'autres groupuscules de pression ont-ils obtenu quelque chose ? La question reste posée.

Il est parfois, souvent même, plus facile de répondre à la violence par la violence, n'est-ce donc pas une preuve de sagesse que de s'abstenir ? N'est-il pas plus glorieux d'y renoncer plutôt que de provoquer des actes de violence ?

Si nous n'en sommes pas convaincus, si des parents continuent à maltraiter leur(s) enfant(s) afin de se calmer eux-mêmes ou de satisfaire des pulsions, n'est-ce pas notre éducation et dans une certaine mesure, les médias qui en sont partiellement responsables ? Il me semble donc que pour lutter contre les actes de violence, l'éducation doit être notre cheval de bataille, les vecteurs d'information doivent revoir leurs conceptions de la communication, abandonnant alors le spectaculaire au profit d'arguments dissuasifs !

Le plus souvent, la violence se définit comme le fait de contraindre quelqu'un par la force ou l'intimidation. Notre monde depuis qu'il existe est confronté perpétuellement à la violence. Depuis la préhistoire où se pratiquait le meurtre rituel, en passant par l'assassinat des Chrétiens sous le Haut-Empire romain, les exactions de l'Inquisition au Moyen-Age, l'épisode célèbre de la Saint-Barthélémy, les horreurs des camps de concentration et d'extermination du régime nazi jusqu'aux pires atrocités commises récemment au Rwanda et en Bosnie, la violence a toujours été présente dans le monde et porteuse d'horreur, de souffrance et de mort.

A l'opposé, se situe la non-violence du Christ qui prône l'amour et le pardon, celle de Ghandi dont l'oeuvre est magistrale, celle aussi de Martin Luther King, apôtre de l'intégration des Noirs aux Etats-Unis. Tous ces grands hommes étaient aussi de grands esprits indépendants sur lesquels la violence n'avait pas de prise. Il est clair que l'on

gagne plus par l'amitié et la modération que par la crainte. La violence n'est, le plus souvent, qu'un aspect négatif d'une énergie que l'on pourrait, dans la plupart des cas, canaliser afin de l'orienter vers des attitudes constructives comme l'ont fait tous les grands applicateurs de la non-violence.

Mais peut-on, dans certains cas, user légitimement de la violence ? Je crois que oui mais elle doit être l'ultime recours lorsqu'il n'existe pas d'autres solutions possibles. Je ne vois que trois cas spécifiques. Le premier est le besoin de se nourrir et donc de survivre. L'homme doit donc sacrifier des vies animales. Mais encore, il a le devoir de tuer ces animaux en évitant le plus possible la souffrance. Le deuxième usage légitime de la violence est celui de l'éducation, par exemple lorsqu'on frappe sur les doigts d'un enfant en bas âge incapable de comprendre le langage pour l'empêcher de se brûler à une source de chaleur. Si on laissait vivre à l'enfant sa propre expérience, il en résulterait pour lui une plus grande souffrance. Le troisième cas est la légitime défense, là où l'instinct de conservation joue et où l'emploi de la force n'est justifié que pour protéger son intégrité physique ou morale ou celle des autres. C'est le cas du preneur d'otage désarmé par la force ou encore le cas du pays qui défend son territoire envahi par une armée ennemie voulant imposer sa force ou son idéologie.

Dans tous les autres cas, la violence doit être bannie de nos actes. Face à des situations agressives, brutales, une attitude ferme et décidée mais non violente doit être notre réponse. L'homme étant ce qu'il est, c'est une illusion de vouloir éliminer totalement la violence mais je pense sincèrement que l'on peut la restreindre de façon conséquente.

L'éducation, l'école ont un rôle primordial à jouer en prônant les grands principes que sont la tolérance, le droit à la différence, la démocratie, le respect de soi-même et d'autrui. Ces notions pourraient être dispensées par un cours de philosophie, hélas absent des humanités. De même, le cours d'histoire pourrait jouer un rôle prépondérant dans l'apprentissage de la non-violence en expliquant l'étude des différentes traditions qui ont constitué l'identité de l'homme aujourd'hui, le Judaïsme, l'Humanisme gréco-latin, le Christianisme, l'Islam, la Constitution des nations.

Face à la tentation de la violence, rappelons-nous Auschwitz, les camps yougoslaves, les massacres du Rwanda pour répéter : «Plus jamais ça». Et nous souvenir également

**Monsieur Pierre
CLEMENT
Lauréat du Concours
pour la Province du
Luxembourg (Institut
Saint-Joseph - Saint-
Hubert)**

que les racines de l'histoire de l'humanité, qu'elles soient anciennes ou plus récentes, portent un citoyen du monde, responsable, conscient de son humanité et apôtre de la non-violence.

Depuis toujours, la violence est pour les hommes une tentation permanente. Pourtant, l'histoire le montre, elle détruit non seulement celui qu'elle frappe mais aussi celui qui l'utilise ; elle n'a jamais apporté aucune solution.

La violence est-elle l'apanage de toute civilisation ? Ce que l'homme a construit de la grandeur de son esprit et par la force de son amour et de sa volonté, il l'anéantit par la violence. Ce fut le lot des grandes civilisations égyptienne, grecque, romaine. Cette vérité reste actuelle et l'on pense aux guerres du Liban, de la Yougoslavie... Les conflits détruisent un patrimoine, mais ils tuent surtout des milliers d'êtres et engendrent bien des souffrances : blessures physiques ou morales qui ôtent tout espoir de bonheur.

Ce que des chercheurs ont découvert, par leur travail et leurs recherches avec une patience inlassable, a fait la grandeur de la science. Malheureusement, la connaissance qui devrait viser le bonheur de l'homme sert parfois des desseins meurtriers. Lorsque Einstein a découvert la formule de la relativité, soupçonnait-il qu'elle serait un jour à l'origine de la fabrication de la bombe atomique capable de réduire à néant tout être, toute civilisation, tout chef d'oeuvre de la pensée ?

Plus proche de nous, au coeur de nos maisons, la science a apporté un confort susceptible, à l'origine, de donner plus de liberté, de favoriser le temps des échanges. Dans beaucoup de cas, le confort a rendu l'homme esclave. Dans une course effrénée au matérialisme, on sacrifie même les enfants, par manque de temps et d'affection. Plus tard, cette frustration affective peut être à l'origine d'agressivité. Dans ce cas, on recourt à la violence pour résoudre des conflits dus à une incapacité de comprendre les autres.

Par contre, dans certains milieux, la pauvreté et la misère rendent les personnes tellement démunies qu'elles recourent à la violence pour s'approprier des choses qui permettent de survivre. Trop de misère conduit à une révolte intérieure et rend l'homme inhumain au point de maltraiter ses enfants.

Dans notre monde, où les distances se sont abolies, les hommes de différentes races se côtoient quotidiennement. Il y a des gestes, des paroles, des attitudes que l'on ne comprend pas. Le refus d'accepter les différences conduit aussi à la violence.

Dans les loisirs qui devraient être une source d'entente et de joie, l'agressivité génère des troubles. L'histoire du football est émaillée de tragédies. Tout le monde a encore en mémoire le drame du Heysel signalé en première page dans tous les journaux. Les tristement célèbres «hooligans» sont souvent des jeunes qui éprouvent un mal de vivre au sein de la société. L'appartenance à un groupe qui jouit d'un prestige renforce leur identité. Ils le manifestent par des actes violents qui attireront l'attention. Ils préfèrent être connotés négativement plutôt que d'être oubliés.

La violence engendre un surcroît de violence, une véritable escalade. Les émeutes au Rwanda le révèlent encore. Elle est aussi contagieuse car celui qui a été victime d'agressivité subit un choc dont il reste marqué. Plus tard, cette souffrance peut éveiller en lui des sentiments de vengeance ou, au contraire, peut-être aura-t-il la force et la grandeur d'homme d'un Elie Wiesel, prix Nobel de la paix en 1986. Celui-ci a connu les souffrances des camps de concentration. Sa mère et ses trois soeurs ont péri à Auschwitz, son père à Buchenwald et voici ses paroles : «Faut-il comprendre ou ne pas comprendre ? Juger ou ne pas juger ? Se venger ou laisser le temps faire son oeuvre de bourreau ?» «Je n'ai pas de réponse à ces questions», ajoute-t-il. «Je les porte en moi comme des blessures. Je veux simplement être témoin.»

Monsieur Bruno

SCHRAM

Lauréat du Concours

pour la Province du

Brabant (Athénée

Royal d'Auderghem)

Concours de dissertation 1995

Thème :

*«Pas de liberté pour les ennemis de la liberté»
(SAINT-JUST)*

«Pas de Liberté pour les ennemis de la Liberté». Qui sont ses ennemis ? A l'époque où s'exprime Saint-Just, on parle du Roi, de la Noblesse et du Clergé. Détenteurs du pouvoir, ils en avaient abusé et avaient réprimé ce que les penseurs et philosophes du XVIIIème siècle estimaient indispensable à l'équilibre du peuple : la possibilité d'agir, de penser ou de parler à sa guise. Voilà des libertés fondamentales sur lesquelles on bâtit une charte : les Droits de l'Homme.

On peut approuver cette phrase de Saint-Just mais derrière ces simples mots, je vois se profiler le totalitarisme de l'auteur. C'est pourquoi je désapprouve Saint-Just le totalitaire, le fervent de la Terreur, celui qui prôna l'exécution sans jugement de Louis XVI.

Sans jugement... voilà peut-être le fond du problème. Revenons à nos idéaux de justice : priver quelqu'un de Liberté n'est-ce pas en être soi-même un ennemi ? A moins que cette suppression ne soit éclairée par la Justice. Donc si à la phrase *«Pas de Liberté pour les ennemis de la Liberté»* on ajoute la phrase *«Pas de suppression de la Liberté»* sans jugement j'approuve alors Saint-Just.

Voici 50 ans on signait la fin d'une guerre. On découvrait l'horreur des camps de concentration et d'extermination. Jamais on n'avait autant bafoué les Droits de l'Homme qu'au cours de ces 5 ans. Avec l'Armistice, l'Humanité révoltée ouvrit une série de procès contre les Nazis. Ils avaient enfermé, torturé, exécuté lâchement des gens dont le seul tort (encore faut-il parler de tort) avait été d'être ou de penser différemment. Je me pose une question «Pourquoi revenir 50 ans en arrière ?». Dans des temps plus proches de nous, pour tout dire aujourd'hui, aux frontières de notre Europe naissante, on enferme, on torture et on exécute pour les mêmes raisons qu'il y a un demi-siècle. Quelle est pourtant la liberté la plus élémentaire et la plus nécessaire si ce n'est la liberté de penser ! Les Nazis passèrent devant des tribunaux et furent condamnés. Aujourd'hui, les criminels de ex-Yougoslavie sont jugés par contumace et sont

**Mademoiselle Selma
BENKHELIFA**

Lauréate du Concours

pour la Région de

Bruxelles-Capitale

(Athénée Jules Bordet -

Bruxelles)

condamnés pour crimes contre l'Humanité. Si la sentence n'est pas appliquée elle a néanmoins le mérite d'être.

La Liberté est le pilier de la Démocratie, le fondement de notre société, il nous faut la défendre par tous les moyens grâce à la Justice et alors nous pourrions vivre dans un monde libre sans avoir à craindre l'arbitraire pour nous et pour elle. Mais alors que cette société n'est encore qu'un beau rêve digne des utopies sociales d'H.G. Wells il nous faut être encore vigilants ! La Liberté doit encore subir les assauts de ses adversaires. Pensez à Brecht : «*Le ventre est encore fécond d'où sortit la bête immonde.*» A l'heure où l'extrême droite obtient des scores dignes des partis traditionnels et ce dans des pays démocratiques, il nous faut redouter que les erreurs du passé ne se reproduisent. Ces partis extrémistes camouflent leurs visées antidémocratiques avec la pire des armes : la démagogie. Grâce à elle ils atteignent l'électorat de différentes catégories sociales et principalement celui des ouvriers et des travailleurs manuels plus aptes à se sentir menacés à cause de l'instabilité de leurs emplois.

Il y a des millions d'années, les hommes protégeaient de leur vie de petites étincelles de feu qui assuraient leur survie et celle de leur famille. Aujourd'hui, protégeons nos étincelles de Liberté et s'il nous faut la défendre en détruisant ses ennemis, faisons-le dans le feu de la Justice.

Lorsque Saint-Just dit : «*Pas de Liberté pour les ennemis de la Liberté*», la défense de cette liberté et des grands idéaux de la Révolution est capitale. Les royalistes, l'Eglise et tous les monarques européens menacent le précaire équilibre de la toute jeune république et le danger peut justifier la sévérité et l'intransigeance de Saint-Just.

Toutefois, il est important de se méfier de tant de certitude et de si peu de discernement qui conduisent tôt ou tard à l'intolérance et au fanatisme. La Révolution française a ainsi basculé dans l'horreur des exécutions sommaires de la Terreur, alors même qu'elle les condamnait et qu'elle aurait pu les éviter.

Les plus grands idéaux se sont vus trahis par des hommes qui, voulant les défendre, ont montré tellement d'esprit critique qu'ils ont sacrifié l'humanité à l'idéologie.

L'Histoire nous apprend que la tolérance et la justice sont souvent les premières victimes des révolutions, alors qu'elles font parties des idéaux prônés. Le Christianisme a été souillé par l'Inquisition, la philosophie des Lumières par la guillotine, le communisme par les déportations en Sibérie, l'Islam par un terrorisme aveugle.

Le propre d'une démocratie est de défendre les libertés, toutes les libertés, même celle de celui qui est en désaccord avec la notion de liberté de la majorité.

Toutefois, certaines idéologies sont antidémocratiques et ne s'en cachent pas. La démocratie peut-elle alors cultiver en son sein le germe de sa propre destruction ? Les opinions divergent sur ce point. Il y a les défenseurs d'une conception très libérale qui permet à tous de s'exprimer, même s'ils renient le système démocratique. D'autres s'insurgent et sont partisans de l'interdiction de certains principes, moralement indéfendables, comme par exemple les thèses révisionnistes qui tentent de réhabiliter le régime nazi.

En effet, lorsqu'une idéologie prône des privations de libertés et même l'ultime privation de liberté qui consiste à interdire à toute une race le droit à l'existence, elle est condamnable. On ne peut pas permettre à ses adeptes de propager leur haine et de mettre en péril la paix, la justice et la dignité humaine. On doit aussi punir sévèrement ceux qui se sont rendus coupables de crimes sous couvert d'un régime dictatorial.

En politique, il n'existe pas de dogmes et chaque cas d'«ennemi» présumé de la liberté doit être étudié avec beaucoup d'attention, pour que le pouvoir législatif et judiciaire ne devienne pas lui-même une entrave à la liberté.

Trop d'intransigeance est aussi dangereux que trop de libéralisme, il faut trouver un juste milieu en se méfiant des extrémismes en tout genre.

Mademoiselle Ingrid

RONDOU

Lauréate du Concours

pour la Province du

Hainaut (Athénée Royal

Ernest Solvay -

Charleroi)

A l'heure où la montée de l'extrême droite se fait de plus en plus sentir, où le terrorisme au nom d'une idée ou d'une religion fait rage un peu partout, où le journal télévisé ne nous montre, pour ainsi dire, que des images de grèves, de massacres et de génocides, nous sommes tentés de nous écrier : «*Pas de Liberté pour les ennemis de la Liberté !*». Mais, au sens propre, n'est-ce pas là un paradoxe ? Je commencerai par décrire ces ennemis de la liberté, pour ensuite développer les moyens que nous avons à notre disposition pour les combattre.

D'abord, malgré tous les sacrifices d'hier, l'actualité nous apprend que, comme le dit Bertolt Brecht, «*le ventre de la bête immonde n'est que trop fécond*». Fort heureusement pour nous, les Anciens nous ont légué un héritage de paix et de tolérance que nous, jeunes, nous devons préserver et faire fructifier. En effet, grâce à leurs actions passées, nous sommes plus attentifs aux attaques contre la liberté de chacun à tout niveau. Notre connaissance nous permet d'avoir un certain esprit critique et donc de réagir face aux idées que l'on veut nous imposer. Cependant, dans un monde où la communication n'a jamais été si développée, la censure ne peut plus s'exercer comme avant ou que très difficilement. Ainsi leurs moyens d'action ne sont plus les mêmes.

Aujourd'hui, ils préfèrent la menace, à divers degrés, et si cela ne fonctionne pas, ils en arrivent à l'emprisonnement voire même la mort. Il suffit de regarder de l'autre côté de la Méditerranée, ce pays qui paraît si accueillant et qui pourtant est en proie à une incroyable répression. L'Algérie, à cause d'extrémistes devenus soldats d'une religion, leur religion se vide de ses intellectuels d'abord, de ses journalistes ensuite et maintenant de ses enseignants. Où cela s'arrêtera-t-il ? Ils suppriment ainsi toute possibilité d'information, de savoir et donc toute possibilité d'opposition et de réaction.

Mais le plus souvent, cela se fait de manière détournée. On ne verra jamais un membre du Front National crier haut et fort son racisme ou ce qu'il fera du pouvoir une fois celui-ci acquis. Leurs réunions ne restent-elles pas secrètes ? Le souvenir d'Hitler et du nazisme n'est encore que trop présent dans nos esprits.

Cependant, je ne pense pas que ce soit en leur supprimant la liberté, si chère à nos yeux, que nous parviendront à combattre ce véritable fléau. Nous prenons conscience de

**Monsieur Grégory
MARCHAL**
**Lauréat du Concours
pour la Province de
Namur**
**(Institut Notre-Dame
de Beauraing)**

la valeur de la liberté lorsque celle-ci nous échappe et de quel droit, au nom de la démocratie, pouvons-nous infliger un acte que nous reprochons à ces personnes ? Je ne vois en ce geste qu'une tentative désespérée de sauvegarde. J'entends par «pas de liberté», pas de répit pour ces êtres dont la seule volonté est le profit personnel et l'abrutissement de l'individu. Nous devons mener un combat personnel contre l'intolérance, jours après jours. Pour cela, l'information me paraît essentielle. Laissons, justement, au Front National, le droit de s'exprimer et de débattre pour enfin démontrer à chacun son manque de programme et d'idées cohérentes. Ainsi, les «petites gens» ne se laisseraient plus abuser insidieusement. De plus, nous ne devons pas tomber dans la banalisation. Nous sommes en danger d'indifférence. On entend : «Attentat à la bombe, x tués ou massacre au Rwanda» ou encore, sans aller si loin, en Ex-Yougoslavie, «Xème cessez-le feu non respecté» et le plus grave c'est que cela ne nous étonne même plus. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser filtrer le moindre délit. Montrons à nos politiciens que nous existons, que nous n'acceptons plus ces états de faits et qu'ils se doivent d'être nos porte-parole !

Je terminerai par ces simples mots.

«C'est dans la Liberté que l'Homme s'épanouit.

C'est dans l'Egalité que l'Homme s'affranchit.

C'est la Fraternité qui tue les égoïsmes et donne sa dignité à chacun d'entre nous».

Parler de liberté est de circonstance aujourd'hui avec la commémoration de la victoire des alliés sur le système totalitaire nazi lors de la Seconde Guerre mondiale.

La liberté a en effet été victorieuse en 1945 et la justice a été rendue grâce aux procès de Nuremberg. La liberté est un concept inséparable de la démocratie et nous la ressentons tous comme le premier des biens : liberté de penser, de croire, liberté de posséder, garantie contre tout emprisonnement ou pénalité arbitraire. Saint-Just, député à la Convention et admirateur de Robespierre, fait preuve d'un jugement sévère et paradoxal à la fois : il faut priver de liberté les ennemis de la liberté. Partisan d'une république égalitaire et vertueuse, il en combattait les ennemis... par la Terreur. Mais cela constitue-t-il une solution à certains problèmes auxquels nous devons faire face ?

**Monsieur David
VRANKEN
Lauréat du Concours
pour la Province de
Liège (Institut Provincial
d'Enseignement
Secondaire de Herstal 2)**

En effet nous assistons depuis plusieurs années déjà à la montée en puissance d'idéologies niant les principes démocratiques et par conséquent la liberté. Cela se traduit par des discours racistes, anti-sémites, fascistes, associés à des actes de vandalisme odieux. C'est ainsi qu'un étranger a été jeté à l'eau lors du défilé du Front National la semaine dernière à Paris. Des cimetières sont aussi régulièrement profanés. La situation est d'autant plus inquiétante que c'est un peu partout en Europe que des partis d'extrême-droite xénophobes recueillent plus de 10 % des voix. Certains voient là une situation semblable à celle d'avant-guerre et ils en dénoncent les dangers.

Mais comment expliquer l'existence et le relatif succès de ces partis ? Il y a d'une part l'exploitation d'une situation sociale difficile. La population demande des réponses à des questions de chômage, d'immigration, d'insécurité auxquelles les partis traditionnels ont du mal à trouver des remèdes. L'extrême droite semble y trouver des solutions faciles, comme le renvoi des immigrés, mais résolument antidémocratiques. D'autre part, la démocratie montre certains signes de faiblesse. Par définition elle accepte toutes les opinions, même celles qui peuvent lui faire du tort. Cela est tout à son honneur mais la liberté d'expression s'arrête là où commencent l'intolérance, le refus de dialogue : *«L'important, ce n'est pas d'être libre, c'est de bien se servir de sa liberté»* (Sainte-Beuve). C'est pourquoi les thèses de l'extrême droite sont à condamner. Et toute personne ennemie de la liberté doit être entravée dans son action comme le dit Saint-Just.

Que peut-on dès lors faire pour lutter contre ces ennemis de la liberté ? D'abord, le souvenir des horreurs du passé ne doit pas s'estomper mais au contraire être rappelé continuellement afin qu'il reste présent dans nos esprits. Ensuite, il faut organiser des campagnes de sensibilisation en faveur de la tolérance et du respect des autres et plus particulièrement auprès des jeunes. Enfin, aucun souci de la légalité formelle ne doit empêcher de barrer la route à un ennemi qui est prêt à détruire nos valeurs fondamentales. Aussi a-t-on bien fait, il y a quelques jours, d'empêcher le Front National de présenter une liste au Sénat pour cause d'irrégularités. Mais plus encore que par ces moyens, il faut développer une culture, voire un culte de la démocratie, ce qui sous-entend une prise de conscience dès le plus jeune âge de la chance que nous avons d'être citoyens libres dans un Etat démocratique. Cela doit s'effectuer bien sûr par l'intermédiaire des institutions comme la famille ou l'école.

Les ennemis de la liberté sont bien présents. Notre devoir est de les combattre pour éviter qu'un jour l'histoire ne se répète. *«Plus jamais cela !»*.

Cette phrase est-elle contradictoire ? Devenons-nous ennemis de la liberté, si nous la supprimons à un ennemi de la liberté ?

«La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi». Cet article de la Déclaration des Droits de l'Homme de 1791 est très clair : il invite au respect de l'autre et, par conséquent, au respect de soi-même. Mais quels sont les droits naturels ? Ils constituent l'ensemble des normes prenant en considération la nature de l'homme et sa finalité dans le monde. Ainsi se nourrir, se mouvoir ou encore penser sont des droits naturels.

Pour Voltaire, la véritable liberté était le pouvoir de penser à une chose ou de ne pas y penser, de se mouvoir ou de ne pas se mouvoir, conformément aux choix de son propre esprit. Il est vrai que normalement cette liberté ne pourrait pas être supprimée, et pourtant, le fait d'imposer des lois religieuses ou politiques dans l'unique but de la canaliser constitue une forme de censure.

Voici un exemple concret : la religion catholique a voulu, durant des siècles, imposer ses croyances, elle prêchait la liberté de l'âme et pourfendait durant l'Inquisition tous ceux qui ne voulaient pas se convertir au catholicisme romain. Ils emprisonnaient, torturaient, brûlaient leurs adversaires au nom de leur Dieu, piètres serviteurs de ce Dieu d'amour et de justice.

En politique, c'est exactement pareil, certains partis - tel le parti communiste d'U.R.S.S. - prétendaient accorder une grande liberté au peuple, mais parallèlement ne lui permettaient aucune pratique religieuse. Il s'agit de cas extrêmes, mais ces exemples nous montrent concrètement que certaines personnes abusent de leur pouvoir pour priver de liberté leurs opposants ou ceux qui pensent différemment.

Depuis longtemps, les défenseurs du pouvoir oppriment ceux qu'ils dominent et s'attribuent le droit de choisir qui peut ou non être libre, comment, et jusqu'où. Prenons l'exemple de l'homme blanc, il s'est toujours cru le plus intelligent, il a toujours pensé que, sans lui, le monde ne tournerait plus. Il a tout envahi : rappelons les croisades contre les Arabes, la conquête de l'Orient, des Amériques,

**Mademoiselle Annick
MAZIERS**
**Lauréate du Concours
pour la Province du
Luxembourg (Institut
St-Joseph - St-Hubert)**

de l'Afrique, ... Il a voulu imposer ses croyances, il a asservi des populations entières, les a traitées de barbares, il a pillé toutes leurs richesses, toutes leurs connaissances, tous leurs savoirs, pourquoi ? Pour instaurer sa propre hégémonie sur la planète. L'homme blanc, défenseur de la liberté, est l'un des plus grands ennemis de cette liberté.

Il est vrai qu'à travers le monde, chaque jour, l'horreur côtoie l'aberration. On a pu voir des gens exterminer des peuples entiers, puis se réfugier quelque part, devenus intouchables. Serait-ce une solution de les enfermer tous et de les exterminer à leur tour ? Je ne pense pas, sinon je deviendrais à mon tour ennemi de la liberté, et je crois profondément qu'ils n'en valent pas la peine.

Mais qui a le pouvoir de priver de liberté son semblable, sans risquer de devenir lui-même ennemi de cette liberté ? Question difficile ! Pour moi, il nous est impossible en tant qu'hommes imparfaits de concevoir des lois qui respectent la liberté d'autrui. Je pense que la seule liberté que l'on puisse espérer des hommes ne peut s'édifier que sur le respect mutuel.

Jamais l'immoralité des actes d'autrui n'a justifié sa propre immoralité. Contrairement à ce que pouvait croire Saint-Just, la mort n'a pas la propriété d'annuler les autres. Imperfection mathématique : les croix s'alignent, s'additionnent mais jamais ne se soustraient.

Si, en 1792, ils eurent recours au régicide pour accélérer l'avancée vers la démocratie, on peut légitimement espérer qu'après plus de deux siècles de liberté, l'homme ait réalisé l'inutilité de son acte. A-t-on moins pleuré les morts dans les familles juives lorsque l'on a exécuté Mussolini ?

Quand un arbre penche à l'Est, on ne le pousse pas vers l'Ouest, on lui met un tuteur droit et pendant longtemps. Les excès d'une idéologie ne se corrigent pas par une vive poussée de l'autre extrémité, mais par une politique stable et rationnelle.

L'histoire est un aide-mémoire pour nos examens de conscience. Le Traité de Versailles, de par les bouleversements idéologiques qu'il engendrait, est à l'origine de la remontée du fascisme pendant l'entre-deux guerres.

La suppression matérielle d'un être prouve bien souvent notre incapacité et notre manque de confiance à rivaliser avec son idéologie. Cela témoigne aussi de la crainte et de la perte des valeurs essentielles. Qu'a gagné le peuple roumain dans le meurtre des époux Ceaucescu ? Ont-ils par cet acte prouvé leur aptitude à la démocratie ?

Il a fallu plus de 2.000 ans pour reconnaître que le chemin le plus sûr vers la paix était la démocratie. Mais rien n'est gagné d'avance ; l'homme s'engage sur une route sans ornières, ni repères. Il doit constamment garder en vue les valeurs de base, le respect de l'homme, l'égalité de tous pour ne pas dévier.

Ce n'est pas en interdisant l'accès aux autres chemins que la démocratie attirera le plus de partisans. Mais bien en luttant avec des armes dignes de la cause qu'elle défend.

Elle doit avoir recours à la conscientisation. La guerre ne doit pas se résumer à cinq ans d'amnésie. Il est même bien regrettable qu'il ait fallu le cinquantième anniversaire pour que revienne la mémoire pesante et chargée d'incompréhension. L'histoire passe et les erreurs se répètent. Dans vingt ans, combien seront-ils à avoir entendu les orgues de Staline ?

Les droits de l'homme peuvent aussi être une protection efficace. Ils pourraient être bien plus présents à l'heure actuelle. Nombre de discours, de manifestations pourraient être interdits à cause des propos qu'ils scandent. Et mieux encore, ils pourraient être appliqués en Yougoslavie ou au Rwanda.

Comme le dit si bien M.C. Sollar dans «La concubine de l'hémoglobine» : *«L'opinion s'aperçoit vite qu'il y a des malheureux. Quand le sol vire au rouge viennent les casques bleus»*.

Le souvenir de la guerre est stérile s'il ne permet aucune avancée vers la démocratie. La richesse de ce régime réside en sa fragilité et sa fragilité prend source dans l'ignorance des peuples. Jacques Brel exprimait merveilleusement bien cette constatation par une phrase-slogan : *«Il n'y a pas de gens méchants, il y a des gens bêtes»*. L'ignorance est à la haine ce que le sifflement est aux orgues de Staline. La méconnaissance suscite la peur et la peur engendre et légitimise l'inadmissible.

Robert HOTYAT,
Président de
l'Assemblée de la
Commission
Communautaire
Française

Nous portons tous en nous les cendres d'Auschwitz. Nous sortons de la même terre et nous respirons le même air. Ce sont nos parents qui étaient à Auschwitz dans les chambres à gaz ou... sur les miradors. C'est l'histoire des hommes, de tous les hommes et la reconnaître une fois, une seule fois, c'est l'assumer ; la renier, c'est la renouveler.

* Discours prononcé à l'occasion de la rentrée de l'Assemblée de la Commission Communautaire Française. le 20 octobre 1995.

Pour une pédagogie cohérente de la démocratie. *

Lors de la séance de rentrée d'une Assemblée parlementaire, il est d'usage que son Président prononce une allocution. Sa fonction ne lui permettant pas d'intervenir sur le fond des débats de l'Assemblée, il a ainsi l'occasion de s'exprimer, à titre personnel, sur un sujet qu'il estime important.

En cette année 1995, nous avons commémoré le cinquantième anniversaire de la fin de la deuxième guerre mondiale et de la libération des camps de concentration. J'avais 11 ans en 1945. Mes années d'école primaire avaient été marquées par l'occupation. Ma famille, comme tant d'autres, avait été éprouvée par le décès de parents.

Ces événements m'avaient bouleversé mais, à l'époque, je n'en comprenais pas les origines. Ce qui m'a conduit à m'informer et à réfléchir sans relâche sur l'émergence des régimes totalitaires. J'ai acquis la conviction que la démocratie est une plante bien fragile qui nécessite une attention permanente. Perpétuer la démocratie doit être le souci constant des sociétés animées par cet idéal. Leurs assemblées parlementaires doivent tout particulièrement s'en préoccuper.

C'est pourquoi, je souhaite vous faire part de quelques réflexions à ce sujet.

Pour se maintenir et prospérer, la démocratie doit profondément s'enraciner dans les esprits. Or, force est de constater que la situation à cet égard est loin d'être satisfaisante. En effet, des sondages d'opinion

montrent le désintérêt d'une part importante des citoyens pour la chose publique et leur méconnaissance du fonctionnement des institutions. On constate même que certains hommes politiques sont davantage connus que les institutions qu'ils servent...

Pour expliquer le peu d'intérêt de bon nombre de citoyens pour la chose publique, on peut évoquer de multiples causes parmi lesquelles la complexité des institutions et la complexité des mécanismes de l'économie. Le sentiment d'impuissance qui découle de cette incompréhension peut se résumer en une formule lapidaire : «A quoi bon voter ? Cela ne sert quand même à rien». Formule lamentable d'ailleurs car c'est oublier que des générations se sont battues et se battent encore de par le monde pour conquérir ce droit fondamental.

Ce désintérêt est encore renforcé par d'autres phénomènes sociologiques plus subtils : nous vivons dans une société où l'individualisme domine. Beaucoup n'attendent des pouvoirs publics que la satisfaction de leurs besoins personnels sans se préoccuper de l'intérêt collectif. Au début des années 60 déjà, cette constatation avait déjà été évoquée par John Fitzgerald Kennedy dans une formule célèbre : «Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, demandez-vous plutôt ce que vous pouvez faire pour votre pays».

L'individualisme débouche trop souvent sur des comportements égoïstes dont nous pouvons tous, quotidiennement, mesurer les effets. Je veux illustrer mon propos par un exemple caricatural. La population d'un quartier souhaitait massivement être desservie par une ligne de bus. Tout aussi massivement, les habitants des rues dans lesquelles devait passer le bus se sont opposés à ce passage.

Ne cédon pas pour autant à un pessimisme absolu. On observe une certaine volonté de participation autour de projets mobilisateurs. Mais c'est peu de chose en regard de l'ampleur de la tâche à accomplir. Force est de constater que dans la balance, le désintérêt pèse encore de tout son poids. Il est temps d'agir. Il faut renforcer le sens civique, indissociable de la participation à la chose publique. Au milieu du 19ème siècle, Toqueville disait déjà que toute renonciation des individus à contrôler le système politique présente en soi un grand danger.

Dans son ouvrage intitulé «Paroles d'Homme», Arthur Haulot déclare, à propos de la citoyenneté, qu'il faut choisir entre deux maux : «ou s'assumer et être conscient de ses droits et de ses devoirs, ou s'en remettre à des boucs émissaires auxquels on accorde d'un seul tenant honneurs, mépris et malédictions. De l'esclave antique au suiveur aveugle des dictatures modernes, le chemin est facile, rectiligne, voire fatal. Mais que l'homme se veuille conscient et responsable, alors il doit choisir le chemin escarpé mais enthousiasmant de la démocratie».

La démocratie n'est pas une évidence immuable, elle est au contraire un phénomène historique complexe, mouvant, au destin imprévisible. Elle est organisée en système de pouvoir fondé sur le principe de l'illégitimité de tout fondement autoritaire. Aussi, je suis convaincu que la réaffirmation des valeurs démocratiques doit être permanente.

Je constate que cette conviction est partagée par ceux qui sont revenus des camps de concentration quand ils déclarent : «à la fin de la guerre, nous souhaitions oublier au plus vite les horreurs vécues. Convaincus que de telles abominations ne pourraient se reproduire, nous nous refusions d'en parler. Pourtant, aucun de nous n'a pu oublier et l'actualité montre encore aujourd'hui que les génocides, les purifications ethniques et l'univers concentrationnaire n'ont pas disparu au lendemain de la guerre».

Face à la permanence des menaces qui pèsent sur nos libertés, il faut plus que jamais conserver la mémoire de ces événements et en parler inlassablement.

La démocratie est l'affaire de tous. Son apprentissage doit commencer dès le plus jeune âge et s'effectuer de manière systématique et cohérente au travers de l'école. En effet, l'école, lieu de passage obligé de toute la jeunesse, est seule à même de remplir ce rôle.

L'objectif à atteindre est de former, au terme de la scolarité obligatoire, des citoyens responsables ; d'eux-mêmes d'abord, de leurs proches ensuite mais surtout de la société dans laquelle ils seront amenés à s'insérer.

A cet égard, des questions fondamentales doivent être posées, et en premier lieu, que faut-il apprendre à un jeune pour qu'il devienne un adulte responsable ? La connaissance des droits et des devoirs envers la société est la condition indispensable de la citoyenneté responsable. Par consé-

quent, il faut notamment initier les jeunes à la législation et leur faire prendre conscience de ce que la Loi est le cadre dans lequel s'inscrivent les droits et les devoirs de chaque citoyen.

Bien sûr, des initiatives existent par la volonté de certains enseignants mais sans s'inscrire pour autant dans une démarche pédagogique globale et cohérente. Dès lors, on ne peut que se réjouir de la volonté exprimée par le Gouvernement de la Communauté Française, dans le volet Education de sa déclaration du 23 juin dernier : «de faire participer tous les francophones à un projet de citoyenneté démocratique et ce, dès la petite enfance».

Si l'on accepte la nécessité d'une vision globale du problème, on ne peut se contenter d'injecter une ou deux heures d'éducation civique dans les programmes scolaires, mais bien en imprégner l'enseignement dans son ensemble.

L'acquisition de ce savoir doit être progressive et viser, à terme, la connaissance de l'organisation et du fonctionnement des institutions politiques, du niveau communal au niveau international. Il faut également expliquer le fonctionnement des organisations sociales et économiques qui jouent un rôle essentiel dans notre société. On peut encore se demander si l'enseignement de l'histoire ne doit pas accorder une place beaucoup plus importante à la connaissance et à l'explication du monde contemporain.

Pour former des citoyens responsables, la pédagogie de la démocratie doit être adaptée à la maturité des enfants.

Chez les plus jeunes, il convient de privilégier le savoir-être, c'est-à-dire, favoriser l'acquisition de comportements démocratiques par l'apprentissage de la vie en société et de son expression quotidienne dans l'école.

Par la suite, la pédagogie de la démocratie doit inclure l'apprentissage du débat démocratique et faire appel aux élus. Ce n'est pas en excluant les politiques de l'école, comme c'est trop souvent le cas actuellement, que l'on rapprochera le politique du citoyen. Au contraire, les élus doivent progressivement apporter leur pierre à l'apprentissage de la démocratie à l'école, dans le respect du pluralisme.

Une pédagogie cohérente de la démocratie repose donc sur deux piliers : la connaissance et le débat démocratique. Elle ne s'arrête pas aux portes de l'école. Au-delà de la sco-

larité, la connaissance doit s'enrichir par une démarche personnelle d'information et par une participation efficace au débat pour éviter de tomber dans le piège de la pensée unique.

Voilà ce que je souhaitais vous dire aujourd'hui. Ces quelques pistes de réflexion sont une contribution personnelle à la recherche d'une solution à un problème, fondamental à mes yeux, pour la survie de notre société démocratique.

La nécessité d'une pédagogie cohérente de la démocratie exige l'ouverture d'un large débat, initié par les responsables politiques et enrichi par les contributions des pédagogues et des parents, sans oublier tous ceux qui, il y a cinquante ans, se sont battus pour l'idéal démocratique.

Dernières acquisitions de la bibliothèque

ADORNO Theodor & HORKHEIMER Max, *La dialectique de la Raison. Fragments philosophiques*, Gallimard, Paris, 1989, 281 p.

APITZ Bruno, *Nackt unter Wölfen*, DTV, Munich, 1995, 448 p.

AZEMA Jean-Pierre & BÉDARIDA François, *Les années de tourmente. De Munich à Prague. Dictionnaire critique*, Flammarion, Paris, 1995, 1135 p.

BASTIAN Till, *Furchtbare Ärzte. Medizinische Verbrechen im Dritten Reich*, dans la collection Beck'sche Reihe / N° 1113, C.H. Beck, Munich, 1995, 123 p.

BEN-SASSON Haim Hillel, *Geschichte des jüdischen Volkes. Von den Anfängen bis zur Gegenwart*, C.H. Beck, Munich, 1995, 1404 p.

BETZ Albrecht, *Exil und Engagement. Deutsche Schriftsteller im Frankreich der dreißiger Jahre*, Edition Text+Kritik, Munich, 1986, 338 p.

BEYER Marcel, *Flughunde*, Suhrkamp, Francfort, 1995, 300 p.

BLOMMAERT Jan & VERSCHUEREN Jef, *Antiracisme*, Hadewijch, Antwerpen-Baarn, 1994, 157 p.

BOHNY-REITER Friedel, *Journal de Rivesaltes 1941-1942*, Éd. Zoe, Carouge-Genève, 1993, 156 p.

BRASILACH Robert, *Une génération dans l'orage. Mémoires*, Le Livre de Poche, Paris, 1992, 447 p.

CARLEBACH Emil, *Tote auf Urlaub. Kommunist in Deutschland, Dachau und Buchenwald*, Pahl-Rugenstein, Bonn, 1995, 299 p.

CLASSEN Rob & VAN GROOTHEST Joke, *Getekend. Nederlanders in Japanse kampen*, Museum, 's-Gravenhage, 1995, 176 p.

CHAGOLL Lydia, *Moordende Wals*, EPO, Berchem, 1995, 61 p.

DE BRUYNE Eddy, *Dans l'étau de Degrelle. Le service du travail obligatoire ou de l'usine à Waffens-SS*, Foxmaster, Jalhay, 1994, 224 p.

DE FELICE Renzo, *Le fascisme. Un totalitarisme à l'italienne*, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1988, 315 p.

DOORSY Yasmin (éd.), *Auschwitz. 50 years of photographs, paintings and graphics. 50 lat w fotografii, malarstwie i grafice. 50 Jahre Photographie, Malerei und Graphik*, Auschwitz-Birkenau State Museum, Oswiecim, 1995, 128 p.

DOUBNOV Simon, *Histoire d'un soldat juif. 1880-1915*, Cerf, Paris, 1988, 122 p.

DURANTON-CRABOL Anne-Marie, *Visages de la Nouvelle Droite. Le G.R.E.C.E. et son histoire*, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1988, 267 p.

DURLACHER G.L., *Niet verstaan. Verhalen*, Meulenhoff, Amsterdam, 1995, 134 p.

DWORK Deborah, *Kinder mit dem gelben Stern. Europa 1933-1945*, C.H. Beck, Munich, 1994, 384 p.

ENDLICH Stefanie & LUTZ Thomas, *Gedenken und Lernen an historischen Orten. Ein Wegweiser zu Gedenkstätten für die Opfer des Nationalsozialismus in Berlin*, Landeszentrale für politische Bildungsarbeit, Berlin, 1995, 173 p.

ELLING Hanna (éd.), *Mitten in tiefer Nacht. Gedichte aus Konzentrationslagern und Zuchthäusern des deutschen Faschismus 1933-1945*, Verlag für Akademische Schriften, Francfort, 1990, 242 p.

ETTINGER Elzbieta, *Hannah Arendt, Martin Heidegger. Eine Geschichte*, Piper, Munich, 1995, 138 p.

Exilforschung. Ein internationales Jahrbuch. Band 4 / 1986. Das jüdische Exil und andere Themen, Edition Text und Kritik, Munich, 1986, 310 p.

FABRE Henri, *L'église catholique face au fascisme et au nazisme. Les outrages à la vérité*, EPO, Bruxelles, 1994, 479 p.

FAYOL Pierre, *Les deux France. 1936-1945*, L'Harmattan, Paris, 1994, 319 p.

FISHMAN Marvin & Janet (de verzameling), *Kunst als verzet. Duitse schilder in het interbellum* (catalogue d'exposition), Museum Paleis Lange Voorhout / Den Haag, Palais des Beaux Arts / Bruxelles, Snoek-Ducaju & Zoon / Gand, 1995, 269 p.

FORNÉ José, *Les nationalismes identitaires en Europe. Les deux faces de Janus*, L'Harmattan, Paris, 1994, 238p.

FREYBERG Jutta von & BROMBERGER Barbara & HAUSBACH Hans, *Wir hatten andere Träume. Kinder und Jugendliche unter der NS-Diktatur*, Verlag für Akademische Schriften, Francfort, 1995, 214 p.

FRIEDJUNG Prive, «*Wir wollten nur das Paradies auf Erden*». *Die Erinnerungen einer jüdischen Kommunistin aus der Bukowina*, Böhlau, Wien, 1995, 338 p.

FÜLLE Gudrun, *Sind Soldaten potenzielle Mörder? Innenansichten eines Prozesses - ein Bericht vom Prozeß der 29. Großen Strafkammer des Frankfurter Landgerichts, 2. Instanz, im Herbst 1989*, Verlag für Akademische Schriften, Francfort, 1994, 119 p.

GELLNER Ernest, *Nations et nationalisme*, Éd. Payot, Paris, 1994, 208 p.

GEVERS Anne, *Façades. Oostenrijkers in het oorlogsverleden*, Het Spinhuis, 1995, 310 p.

GIERE Jacqueline & SALAMANDER Rachel (éd.), *Ein Leben aufs neu. Das Robinson - Album. DP-Lager : Juden auf deutschem Boden. 1945-1948*, Schriftenreihe des Fritz-Bauer-Instituts Band 8, Verlag Christian Brandstätter, Vienne, 1995, 128 p.

GILLIBERT Jean & WILGOWICZ Perel, *L'ange exterminateur*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1993, 383 p.

GOBRECHT Horst, *Eh' die Sonne lacht. Hans Eiden. Kommunist und Lagerältester im KZ Buchenwald*, Pahl-Rugenstein, Bonn, 1995, 269 p.

GOLDBERG André, ROZENBERG Dominique, HARTMANN Geoffrey, THANASSEKOS Yannis, *Le passage du témoin. Portraits et témoignages de rescapés des camps de concentration et d'extermination*, Éd. La Lettre Volée en collaboration avec la Fondation Auschwitz, Bruxelles, 1995, 308 p.

GRAF Martin & HERVÉ Florence, *Oradour. Regards au-delà de l'oubli - Blicke gegen das Vergessen*, Klartext, Essen, 1995, 113 p.

HABERMAS Jürgen, *Profils philosophiques et politiques*, Gallimard, Paris, 1990, 292 p.

HOFMAN Thomas & LOEWY Hanno & STEIN Harry, *Pogromnacht und Holocaust. Frankfurt, Weimar, Buchenwald... Die schwierige Erinnerung an die Stationen der Vernichtung*, Böhlau, Cologne, 1994, 199p.

Is God een Turk ? Nationalisme en religie, (textes de R. Burggraeve, J. De Tavernier, L. et L. Vos-Gevers, E. Platti, L. Abicht, J. Leman, K.D. Danneels), Davidsfonds, Leuven, 1995, 172 p.

JAHNKE Karl Heinz, *Antifaschisten. Unbequeme Zeizeugen des 20. Jahrhunderts*, Pahl-Rugenstein, Bonn, 1994, 231 p.

JANSEN Dr. Hans, *Raymond Martini's manuscript 'Pugio Fidei' (dolk van 't gellof') infecteert West een Oost. Een receptie-geschiedenis van middeleeuwse literatuur over joden*, Uitgevermaatschappij J.H. Kok, Kampen, 1990, 61 p.

JANSSEN Karl-Heinz & TOBIAS, Fritz, *Der Sturz der Generäle. Hitler und die Blomberg-Fritsch-Krise 1938*, C.H. Beck, Munich, 1994, 320 p.

JASPER Willi, *Hôtel Lutétia. Un exil allemand à Paris*, Éd. Michalon, Paris, 1995, 403 p.

JONAS Hans, *Das Prinzip Verantwortung. Versuch einer Ethik für die Technologische Zivilisation*, Suhrkamp, Francfort, 1984, 425 p.

Les Juifs de Belgique. De l'immigration au génocide 1925/1945, Centre de Recherches et d'Études Historiques de la Deuxième Guerre Mondiale, Bruxelles, 1994, 246 p.

KASPI André, KRIEGEL Annie, WIEVIORKA Annette (sous la direction de), *Les juifs de France pendant la Seconde Guerre mondiale*, dans la collection *Pardès* 16/1992, numéro spécial, Cerf, Paris, 1992, 290 p.

KESSEL Joseph, *Jugements derniers. Le procès Pétain. Le procès de Nuremberg*, Christian de Bartillat, Courtry, 1995, 138 p.
Konzentrationslager Bergen-Belsen. Berichte und Dokumente, dans la collection *Bergen-Belsen Schriften*, Niedersächsische Landeszentrale für politische Bildung /Gedenkstätte Bergen-Belsen, Hanovre, 1995

LEIPRECHT Rudolf, *In Grenzen verstrickt. Jugendliche und Rassismus in Europa*, Duisburger Institut für Sprach- und Sozialforschung, Duisburg, 1995, 330 p.

LICHTENSTEIN Heiner & ROMBERG Otto R. (éd.), *Täter - Opfer - Folgen*, Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 1995, 240 p.

MABON-FALL Armelle, *Les assistantes sociales au temps de Vichy. Du silence à l'oubli*, L'Harmattan, Paris, 1995, 170 p.

MATARD-BONUCCI Marie-Anne & LYNCH, Edouard, *La libération des camps et le retour des déportés*, Éditions Complexe, Bruxelles, 1995, 285 p.

MATZ Reinhard, *Die unsichtbaren Lager. Das Verschwinden der Vergangenheit im Gedenken*, Rowohlt, Hambourg, 1993, 206 p.

MOCH Maurice, *L'étoile et la francisque. Les institutions juives sous Vichy*, Cerf, Paris, 1990, 301 p.

MORELLI Anne, *Les grands mythes de l'histoire de Belgique*, Éd. Vie Ouvrière a.s.b.l., 312 p.

MULDER Dirk & PINSON Ben (onder de redactie van), *Westerbork Cahiers*, Herinneringscentrum Kamp Westerbork - Van Gorcum & Comp. B.V., Maastricht :
volume 1 : *Bronnen van herinnering*, 1993, 119 p.
volume 2 : *Kinderen in kamp Westerbork*, 1994, 120 p.
volume 3 : *Verhalen uit kamp Westerbork*, 1995, 112p.

MULDER Dirk ; TIKTAK Aalje ; VAN DER VEEN Harm, *Weinigen van vielen. Notulenboek van een joodse gemeenschap 1940-1942*, Herinneringscentrum Kamp Westerbork, Hooghalen, 1995, 117 p.

OTTOSEN Kristian, *Nuit et brouillard. Histoire des prisonniers du camp de Natzweiler-Struthof*, Le Cri, Bruxelles, 1995, 255 p.

PIRALIAN Hélène, *Génocide et transmission*, L'Harmattan, Paris, 1994, 119 p.

POLAK Fia : *Oorlogsverlag van 16-jarig joods meisje*, Uitgeverij Kolenoe, Amsterdam, 1995, 101 p.

POLLEFEYT Didier et BULCKENS Jef, *Niet lijdzaam toezien ! Godsdienstige verwerking van lijden in de huidige (jongeren)cultuur*, Acco, Louvain/Amersfoort, 1995, 291 p.

POMIAN Krzysztof, *L'Europe et ses nations*, dans la collection *Le Débats*, Gallimard, Paris, 1990, 251 p.

RÉMOND Ren e, *Notre siècle 1918 à 1991*, tome 6 de la collection *L'histoire de France* (sous la direction de Jean FAVIER), Fayard, Paris, 1991, 1044 p.

RENAN Ernest, *La réforme intellectuelle et morale*,  ditions Complexe, Paris, 1995, 209 p.

ROSENFELD Oskar, *Wozu noch die Welt. Aufzeichnungen aus dem Ghetto Lodz*, Neue Kritik, Francfort, 1994, 323 p.

ROSI Romani ( d.), *Der nationalsozialistische Völkermord an den Sinti und Roma*, Dokumentations- und Kulturzentrum deutscher Sinti und Roma, Heidelberg, 1995, 189 p.

ROTH Artur, *Unter den Augen der SS. Otto Roth und der bewaffnete Aufstand im KZ Buchenwald*, Pahl-Rugenstein, Bonn, 1995, 200 p.

ROUYRE Miriam, *Enfants de Buchenwald*, Julliard, Paris, 1995, 184 p.

ROY Jules, *Le grand naufrag e. Chronique du procès Pétain*, Albin Michel, Paris, 1995, 316 p.

SALEWSKI Michael ( d.), *Das Zeitalter der Bombe. Die Geschichte der atomaren Bedrohung von Hiroshima bis heute*, C.H. Beck, Munich, 1995, 334 p.

SAHL Hans, *Survivre est un métier*, Austral, Paris, 1995, 310 p.

SAMUEL Vivette, *Sauver les enfants*, Liana Levi, Paris, 1995, 233 p.

SCHIFF Tobias, *Revenir. Drancy - Auschwitz- Bergen-Belsen. Jean Marc Turine*, Talus d'Approche, Bruxelles, 1995, 166 p.

SCHLOSS Eva, *Herinneringen van een joods meisje 1938-1945*, De Geus, Breda, 1995, 269 p.

SCHÖTTLER Peter (éd.), Lucie Varga. *Zeitenwende. Mentalhistorische Studien 1936-1939*, Suhrkamp, Francfort, 1990, 247 p.

SCHREIBER Jean-Philippe, *Politique et religion. Le consistoire israélite de Belgique au XIX siècle*, Édition de l'Université Libre de Bruxelles, 1995, 435 p.

SPRUYT, Marc, *Stel dat het Vlaams Blok morgen zijn realiseert, hoe zou Vlaanderen er dan uitzien ?*, Uitgeverij Van Halewyck, Louvain, 1995, 291 p.

STARITZ Dietrich, *Die Gründung der DDR. Von der sowjetischen Besatzungsherrschaft zum sozialistischen Staat*, dans la collection *Deutsche Geschichte der neuesten Zeit*, DTV, Munich, 1995, 296 p.

Death books from Auschwitz-Birkenau. Remnants, (édité par State Museum of Auschwitz Birkenau), KG Saur Verlag, Munich, 1995

volume 1 : *Reports*, 214 p.

volume 2 : *Index of Names A-L*, 751 p.

Volume 3 : *Index of Names M-Z*, 1653 p.

STERNHELL Zeev, *Maurice Barres et le nationalisme français*, Éd. Complexe, Paris, 1985, 395 p.

SICHELSCHMIDT Lorenz, *Mala. Ein Leben und eine Liebe in Auschwitz*, Donat, Brême, 1995, 165 p.

TRAMPE Gustav (éd.), *Die Stunde Null. Erinnerungen an Kriegsende und Neuanfang*, Deutsche Verlags-Anstalt, Stuttgart, 1995, 317 p.

TRAVERSO Enzo, *Insegnare Auschwitz. Questioni etiche, storiografiche, educative della deportazione e della sterminio*, Bollati Boringhieri, Turin, 1995, 287 p.

ULSHÖFER Helmut (éd.), *Liebesbriefe an Adolf Hitler. Briefe in den Tod. Unveröffentlichte Dokumente aus der Reichskanzlei*, Verlag für Akademische Schriften, Francfort, 1994, 91 p.

VOGEL Hans-Jochen, *Gegen Vergessen - Für Demokratie*, Piper, Munich, 1994, 61 p.

VON KROCKOW Christian Graf, *Von deutschen Mythen. Ruckblick und Ausblick*, DVA Stuttgart, 1995, 239 p.

Les activités de la Fondation Auschwitz sont soutenues par : la Ville de Bruxelles, le Ministère de la Communauté Française, le Service de l'Education permanente de la Communauté Française, le Commissariat Général aux Relations Internationales, le Fonds National de la Recherche Scientifique, le Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation (Communauté Française de Belgique), le Ministère de l'Enseignement et de la Formation (Exécutif de la Communauté Française), le Collège de la Commission Communautaire Française (Région de Bruxelles-Capitale), l'Assemblée de la Commission Communautaire Française, le Secrétariat Général de la Commission des Communautés Européennes, le Parlement Européen, le Ministère de l'Emploi et du Travail, le Ministère de la Justice, le Ministère des Relations Extérieures, le Ministère des Communications et le Secrétariat aux P.T.T., le Cabinet du Ministre de l'Aménagement du Territoire et des Transports de la Région Wallonne, le Ministère de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement de l'Exécutif Régional Wallon, le Ministère des Finances, la Loterie Nationale, le Ministère de la Santé Publique et l'administration des Victimes de la guerre, le Ministère de l'Intérieur, le Secrétariat d'Etat pour la Politique Scientifique, la Province du Brabant, la Province du Luxembourg, le Cabinet du Ministre de la Région Wallonne, de la Rénovation Rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings Industriels, de l'Emploi, P&V Assurances et Belgacom.  Nous les en remercions vivement.

WANDRES Thomas & WERLE Gerhard, *Auschwitz vor Gericht. Völkermord und bundesdeutsche Strafjustiz*, C.H. Beck, Munich, 1995, 237 p.

WELLERSHOFF Dieter, *Der Ernstfall. Innenansichten des Krieges*, Kiepenheuer & Witsch, Cologne, 1995, 325p.

WERTH Léon, présenté et annoté par Christophe KANTCHEFF, *Impressions d'audience. Le procès Pétain*, Viviane Hamy, Paris, 1995, 154 p.

WHITEMANN Dorit B., *Die Entwurzelten. Jüdische Lebensgeschichten nach der Flucht 1933 bis heute*, Böhlau-Verlag, Vienne, 1995, 393 p.

YUKIKO Sugihara : *Visas pour 6000 vies*, Éd. Philippe Picquier, Arles, 1995, 189 p.

ZAUSNIG Josef, *Der Loibl-Tunnel. Das vergessene KZ an der Südgrenze Österreichs. Eine Spurensicherung*, Drava Verlag, Klagenfurt, 1995, 175 p.